

2021 Rapport Annuel



Les retombées positives des partenariats
commerciaux sur les PMA

Le Cadre intégré renforcé rassemble des partenaires et des ressources en vue d'aider les pays les moins avancés à utiliser le commerce pour réduire la pauvreté et assurer une croissance inclusive et un développement durable.

Organisations partenaires du CIR

Fonds monétaire international (FMI)

Centre du commerce international (ITC)

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Groupe Banque mondiale (BM)

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Organisation mondiale du tourisme (OMT)

Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

Donateurs du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR



Table des matières

1. Introduction	5
Avant-propos de la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	6
Message du Président du Comité directeur du CIR	7
Message du Président du Conseil du CIR	8
Message du Directeur exécutif, Secrétariat exécutif (SE) du CIR	9
Le partenariat du CIR	14
Zones d'intervention	18
Fonctionnement du CIR	19
2. Le CIR dans un monde vert et numérique	21
Un monde vert	22
Un monde numérique	30
3. Perspectives régionales et thématiques	39
Afrique	40
Asie	54
Pacifique et Amériques	62
Le processus de sortie de la catégorie des PMA	70
Pays fragiles et touchés par les conflits	72
Aider les MPME à prospérer	74
Gros plan sur l'autonomisation économique des femmes	82
Défendre les moyens de subsistance des jeunes	90
4. Leçons pour le présent et l'avenir	99
Évaluation externe du CIR	100
Principaux enseignements tirés de la COVID-19 en 2021	102
5. Points forts du programme	105
Gouvernance	106
Suivi, évaluation et apprentissage (SEA)	108
Activités de communication	110
Gestion du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	112
6. Annexes	119
Résultats par indicateur	120
Liste des projets de la Phase Un et de la Phase Deux du CIR	130
Glossaire	142
Notes de fin	143
Liste des récits de projets présentés	144



1 Introduction



Avant-propos de la Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)



© OMC/Jay Louvion

Les impacts sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19 sont demeurés un trait marquant de l'année 2021 pour les pays les moins avancés (PMA). Les limites en matière de capacité fiscale et d'accès aux vaccins ont pesé sur les perspectives économiques des PMA. Le Fonds monétaire international a estimé l'an dernier que si les économies avancées avaient retrouvé les niveaux de production antérieurs à la pandémie, la reprise moyenne dans les PMA prendrait environ trois ans, voire jusqu'à cinq ans dans certains cas. À l'heure de la rédaction de ces lignes, la flambée des prix des denrées alimentaires fait peser sur les PMA de graves menaces pour leur sécurité alimentaire, ainsi que la perspective d'une aggravation du surendettement.

La Conférence ministérielle de l'OMC qui vient de s'achever a réaffirmé l'importance des PMA au sein de l'OMC. Cela ressort clairement du Document final, des Décisions ministérielles qui visent à soutenir un meilleur accès aux vaccins contre la COVID-19 et à améliorer la sécurité alimentaire, ainsi que de l'Accord historique sur les subventions à la pêche. L'OMC continuera de s'appuyer sur ces résultats pour contribuer à améliorer les perspectives de développement des PMA grâce au commerce.

Le commerce est un moteur essentiel de la croissance et de la reprise pour les PMA. Mais là aussi, les performances des PMA ont été freinées par la pandémie, par rapport aux autres pays. Alors que les volumes du commerce mondial de marchandises ont augmenté de 9,8% en 2021, les exportations des PMA n'ont progressé que de 4,9%, alors que les importations des PMA ont augmenté de 9,5%. Cela dit, la dernière décennie a connu quelques tendances positives. Par exemple, la contribution des PMA aux exportations mondiales non pétrolières a doublé, passant de 0,5% à 1% entre 2010 et 2021. Mais pour un groupe de pays qui représente 14% de la population mondiale, le chemin à parcourir est encore long.

Le Cadre intégré renforcé (CIR) en 2021 a continué à travailler avec un large éventail de partenaires pour permettre aux propriétaires de petites entreprises, aux producteurs, aux coopératives et aux entrepreneurs dans les PMA de se connecter aux marchés du monde entier, créant ainsi de meilleures opportunités d'emploi et augmentant le niveau de vie des jeunes, des femmes et des hommes.

Les histoires et les résultats présentés dans ce Rapport annuel 2021 illustrent ces réalisations collectives. Citons par exemple Sophie Gouba, fondatrice de l'entreprise agroalimentaire et de beauté Yehush au Burkina Faso, dont la petite entreprise a connu une croissance record en 2021 grâce à un soutien qui a amélioré la qualité des produits et lui a permis d'obtenir une certification. Les revenus de ses produits à base de karité ont plus que doublé pour atteindre 500 000 FCFA par semaine, ce qui a permis à sa main-d'œuvre de passer de deux à huit employés permanents, auxquels s'ajoutent 50 travailleurs contractuels. Il s'agit d'une des histoires de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» du CIR, qui, au cours de l'année dernière, a aidé les femmes commerçantes des PMA à construire des réseaux et à augmenter leurs revenus.

Le CIR est un vaste partenariat - hébergé au siège de l'OMC - qui défend le commerce pour le développement des PMA et qui reste essentiel pour permettre à chacun d'utiliser le commerce pour élargir ses opportunités de vie, et pour aider les pays à utiliser le commerce pour façonner leurs propres voies vers la reprise.

Dr Ngozi Okonjo-Iweala
Directrice générale de l'OMC



Message du Président du Comité directeur du CIR

2021 a été une autre année étrange. C'est la deuxième année de la pandémie de COVID-19, avec les restrictions qui s'ensuivent et un certain nombre d'implications pour le commerce et la coopération internationale. Les PMA sont comme souvent les plus vulnérables aux impacts de cette urgence. Malheureusement, la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12) a été reportée à juin 2022, de sorte que la réponse de l'organisation à la pandémie n'a pas pu être adoptée. Et cela sur fond de lenteur de la reprise mondiale après la pandémie de COVID-19.

Sur une note positive, les Membres ont pu se réunir pour la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) en novembre 2021. L'action climatique est au premier plan pour la communauté mondiale, mais en particulier pour les PMA.

Comme le montre ce tout nouveau rapport annuel, les travaux du partenariat du CIR ont joué un rôle essentiel pour les PMA dans la gestion de ces questions, ainsi que d'autres questions liées au commerce et au développement en 2021, notamment grâce au soutien de la transition des pays vers une économie verte dans les chaînes de valeurs agricoles. Un autre thème était la participation économique des femmes.

Le premier bilan de l'initiative du CIR «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» s'est déroulé dans le cadre du Comité directeur du CIR, où les bénéficiaires ont expliqué personnellement à quel point le soutien et les réseaux du CIR étaient importants pour permettre aux femmes entrepreneurs et aux membres de coopératives du Bhoutan à l'Ouganda d'accroître leur productivité, d'accéder aux marchés et d'assurer leurs moyens de subsistance.

Pour continuer à faire progresser les perspectives de commerce et de développement des pays du CIR, il est opportun que l'évaluation indépendante du CIR mette l'accent sur les partenariats. En effet, les coalitions d'institutions publiques, d'organisations et de partenaires de développement, le secteur privé, la société civile et les milieux universitaires sous-tendent

la solidité du programme et sa capacité à produire des résultats. Il est temps de mobiliser davantage tous les réseaux afin d'exploiter pleinement le potentiel du commerce pour le futur des PMA.

En 2022, de nombreux événements de haut niveau auront lieu, tels que la CM12, l'Examen global de l'Aide pour le commerce sur l'autonomisation du commerce connecté et durable, ainsi que la COP27 (qui sera accueillie en Afrique pour la première fois). Lors de ces événements, nous avons tous l'occasion d'accroître notre niveau d'ambition collective afin d'accompagner les PMA au moyen du CIR. Ce faisant, nous pourrions veiller conjointement à ce que l'Aide pour le commerce contribue à réaliser pleinement les objectifs que les pays se sont fixés en matière de développement durable.

S.E. M. Mikael Anzén
*Ambassadeur et Représentant Permanent de la Suède
auprès de l'OMC*



Message du Président du Conseil du CIR



©CIR/Natasha Smith

La catégorie des PMA a été créée il y a 50 ans, lors de la vingt-sixième Assemblée générale des Nations Unies; 52 pays y ont alors été classés. L'année dernière, nous avons célébré le reclassement du Vanuatu et le CIR est aujourd'hui fier de soutenir les PMA, actuellement au nombre de 46, ainsi que les pays récemment sortis de cette catégorie afin de les aider à traverser une période marquée par des chocs climatiques et sanitaires mondiaux sans précédents.

En 2021, le CIR a accompagné les PMA dans leur adaptation aux retombées de la COVID-19 au moyen de projets prioritaires de transition vers le commerce numérique. Parallèlement, le programme visait à donner aux pays les moyens de relever les défis les plus récents en matière de commerce et de changements climatiques, ce qui est d'une importance toujours plus grande puisque les PMA seront touchés de manière disproportionnée par ces questions clés. En outre, dans un contexte mondial où de nombreux pays connaissent le conflit et la fragilité, il est encourageant de voir comment le CIR a continué à soutenir le rôle du commerce en tant qu'outil de paix.

Le Conseil du CIR a guidé le CIR en cette année critique, notamment pour ce qui est du processus d'évaluation indépendante et de la clôture de la Phase Deux du CIR. C'était pour moi un grand honneur d'assurer la présidence du Conseil du CIR. Je souhaite également remercier les nombreuses personnes qui participent au partenariat du CIR, tant au niveau mondial que national, qui ont montré au cours de l'année écoulée leur engagement sans faille en faveur de l'amélioration des moyens de subsistance des PMA grâce à un commerce inclusif.

S.E. M. Léopold Samba
*Ambassadeur et Représentant permanent de la
République centrafricaine auprès de l'OMC*

Message du Directeur exécutif Secrétariat exécutif (SE) du CIR

Les PMA ont joué un rôle de premier plan dans l'amélioration de leur situation économique en 2021, en collaborant étroitement avec le partenariat du CIR pour renforcer leurs capacités institutionnelles et productives. Par conséquent, les pays du CIR ont renforcé à la fois leur position dans le commerce international et leur capacité de résistance aux chocs nationaux et mondiaux. Malgré la COVID-19 et des défis plus larges en 2021, les exportations des PMA ont augmenté d'environ 22%, selon les estimations de l'OMC de mai 2022.

Conformément à l'objectif du CIR de faciliter l'accès des PMA au système commercial mondial, les partenaires du CIR ont activement aidé les pays à développer 52 nouvelles transactions sur le marché en 2021 et plus de 200 millions d'USD de nouvelles exportations. Les PMA ont également adopté 15 nouvelles réglementations en matière de commerce et d'investissement au cours de l'année (désormais 59 au total) et élaboré six nouvelles politiques liées au commerce et à l'investissement (désormais 52 au total).

Tout cela a été rendu possible grâce à la contribution de 134,83 millions d'USD des donateurs du CIR à la Phase Deux du CIR, dont 7,59 millions d'USD de nouvelles contributions pour 2021, amplifiés par 4,6 millions d'USD obtenus en cofinancement des gouvernements, des partenaires de développement et du secteur privé. Au total, 150 projets d'une valeur totale de 157 millions d'USD ont été ciblés sur les priorités des PMA en 2021. Cela inclut 40 nouveaux projets du CIR approuvés en 2021, qui ont une valeur combinée de plus de 13 millions d'USD.

Au cours de l'année 2021, les efforts de communication et de plaidoyer du CIR ont été marqués par une forte collaboration avec 77 partenaires lors de neuf événements de sensibilisation, ainsi que par des publications record de nouvelles atteignant 26 millions de lecteurs.

L'apprentissage et la redevabilité ont également été renforcés en 2021 par l'évaluation externe du

programme du CIR, 20 évaluations au niveau des projets et 42 audits de projets. Les résultats du CIR sont restés sur la bonne voie, 82% des indicateurs de résultats ayant atteint ou dépassé les jalons pour l'année.

Ces réalisations n'auraient pas été possibles sans le soutien des partenaires du CIR, notamment les PMA, les donateurs et les organisations du CIR. Le soutien opportun de la Directrice générale de l'OMC et de son cabinet, ainsi que des Présidents sortant et actuel du Conseil du CIR et du Président du Comité directeur du CIR a été extrêmement précieux. Je leur suis vraiment reconnaissant pour leur aide. Je remercie également chaleureusement mes collègues du SE et du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR (GFAS) pour leur dévouement et leur travail acharné malgré des conditions difficiles.

Ratnakar Adhikari
Directeur exécutif
Secrétariat exécutif du CIR à l'OMC



Aperçu du CIR en 2021

“ Le doublement de l'aide du CIR n'était pas sans lien avec l'augmentation d'environ 20% des exportations totales des pays, les économies les plus fortes ayant des volumes d'exportation dans la moyenne ou plus élevés.

Évaluation du programme du CIR pour 2021

Financement



Des contributions à hauteur de **134,83 millions d'USD** ont été reçues des donateurs du CIR pour la Phase Deux du CIR au 31 décembre 2021



Des contributions à hauteur de **7,59 millions d'USD** ont été reçues de nouveaux donateurs du CIR, à savoir la Finlande, la Norvège et le Japon



Un montant de **4,6 millions d'USD** a été obtenu au titre de cofinancements en provenance de gouvernements, de partenaires de développement et du secteur privé (52 millions d'USD pour la Phase Deux du CIR)

Partenariats



En 2021, le CIR a travaillé avec **56 partenaires** sur **plus de 100 projets** et a collaboré de manière étroite avec **77 partenaires** dans le cadre de **9 événements et initiatives de sensibilisation**

Projets



40 nouveaux projets ont été approuvés, ce qui représente une valeur combinée de plus de **13 millions d'USD**



Sensibilisation



Plus de **70 récits** et tribunes libres, ainsi que **29 flashes d'information**, ont été publiés, touchant **26 millions de lecteurs**



Plus de **116 500 nouveaux utilisateurs** du site Web du CIR et plus de **750 nouveaux abonnés sur les réseaux sociaux** ont été enregistrés

Gouvernance



2 réunions du Conseil du CIR et 2 réunions du Comité directeur du CIR ont été tenues, avec **202 participants au total**

Évaluation



Une évaluation externe du programme a été menée, avec **25 études de cas par pays** et plus de **200 entretiens**



20 évaluations de projets ont été menées à bien, ainsi que le premier examen annuel de synthèse des évaluations commandé en interne



2 évaluations innovantes de la durabilité de projets terminés ont été réalisées

“ 25% des réformes de la politique commerciale des PMA peuvent être directement associées à la contribution du CIR en collaboration avec ses partenaires.

“ Le CIR reste dans une position unique en tant que partenariat axé sur les PMA et ayant pour mandat de promouvoir la collaboration et la coordination du soutien lié au commerce.

Évaluation du programme du CIR pour 2021



Principaux résultats de 2021

Accroissement des exportations et amélioration de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA



De nouvelles exportations d'une valeur de plus de **200 millions d'USD** ont été réalisées grâce à des contributions d'interventions du CIR (d'un montant total de 676 millions d'USD)



Au total, **60%** des bénéficiaires des projets de renforcement des capacités productives du CIR sont des femmes (contre **56%** en 2020)



52 nouvelles transactions commerciales internationales ont été facilitées grâce au soutien du CIR (211 au total)



Un total de **3 634 MPME** ont été recensées (16 878 à ce jour)



17 initiatives pour le commerce électronique ont été mises en œuvre (79 au total)



9 nouvelles technologies ont été déployées (83 au total)



13 projets supplémentaires mobilisent des ressources du secteur privé (47 au total)



Plus de 380 personnes ont participé à des foires commerciales (1 770 au total)



22 initiatives de facilitation du commerce (96 au total)



Plus de 5 000 jeunes formés



64 projets externes ciblés sur les priorités des Études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) (306 au total)

Amélioration de l'environnement commercial pour une croissance inclusive et durable



15 nouveaux règlements liés au commerce et à l'investissement ont été adoptés (59 au total)



6 nouvelles politiques relatives au commerce et à l'investissement ont été formulées avec le soutien du CIR (52 au total)



2 pays de plus disposent de mécanismes de coordination entre les gouvernements et les donateurs (45 au total)



43 actions visant à améliorer l'égalité des sexes et le commerce vert ont été mises en œuvre (157 au total)



1 pays de plus dispose de mécanismes effectifs de coordination du commerce (46 au total)



97 actions visant à améliorer la législation et la participation à diverses instances commerciales (y compris **26** sur le commerce régional et plus de **30** sur la participation à l'OMC) ont été mises en œuvre



Plus de 41 000 personnes de plus sont en formation (plus de 227 000 au total)



35 projets bénéficiant d'un cofinancement (127 au total)



71 actions en faveur de la mobilisation de ressources supplémentaires (501 au total)



2 pays supplémentaires ayant le commerce dans leur plan de développement national (48 au total)



1 pays supplémentaire avec des stratégies sectorielles intégrant le commerce (46 au total)

Le partenariat du CIR

Face aux grandes difficultés en termes de reprise que pose la pandémie de COVID-19 à l'échelle mondiale, le partenariat du CIR a continué à travailler d'arrache-pied en 2021 en vue d'aider les PMA à utiliser le commerce comme moteur du développement et comme moyen de lutter contre la pauvreté. Ce travail s'est concrétisé par la réalisation de plus de 100 projets menés par des coalitions d'organismes gouvernementaux et d'organisations, de partenaires de développement et de partenaires locaux, ainsi que par des actions globales de sensibilisation et d'information menées au moyen de neuf événements et de 10 publications coparrainées par des acteurs multisectoriels. En outre, un cofinancement d'un montant de 4,6 millions d'USD a été mobilisé pour la seule année 2021, ce qui a permis au CIR de tirer parti de son savoir-faire collectif et de sa visibilité pour s'attaquer aux contraintes commerciales des pays, une question particulièrement importante à l'heure où ceux-ci se redressent après la crise. Les efforts déployés par le CIR en 2021 pour mobiliser et mettre en place de vastes réseaux afin d'exploiter le potentiel du commerce pour le développement des PMA ont entre autres contribué à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 1, «Pas de pauvreté», à l'ODD 8 «Travail décent et croissance économique» et à l'ODD 17 «Partenariats pour la réalisation des objectifs».



51 pays



24 donateurs du CIR



8 organisations partenaires

collaborent étroitement avec les pouvoirs publics, les organisations de développement, le secteur privé, la société civile et les milieux universitaires.

“ On ne saurait préconiser un partenariat renouvelé et renforcé en faveur du développement sans, en même temps, réaffirmer que le développement des PMA et le soutien international à lui apporter sont des priorités mondiales.¹ ”

Rapport 2021 sur les pays les moins avancés, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

De 2008 à 2021



24 donateurs du CIR ont investi **322,95 millions d'USD** en faveur des PMA par l'intermédiaire du CIR

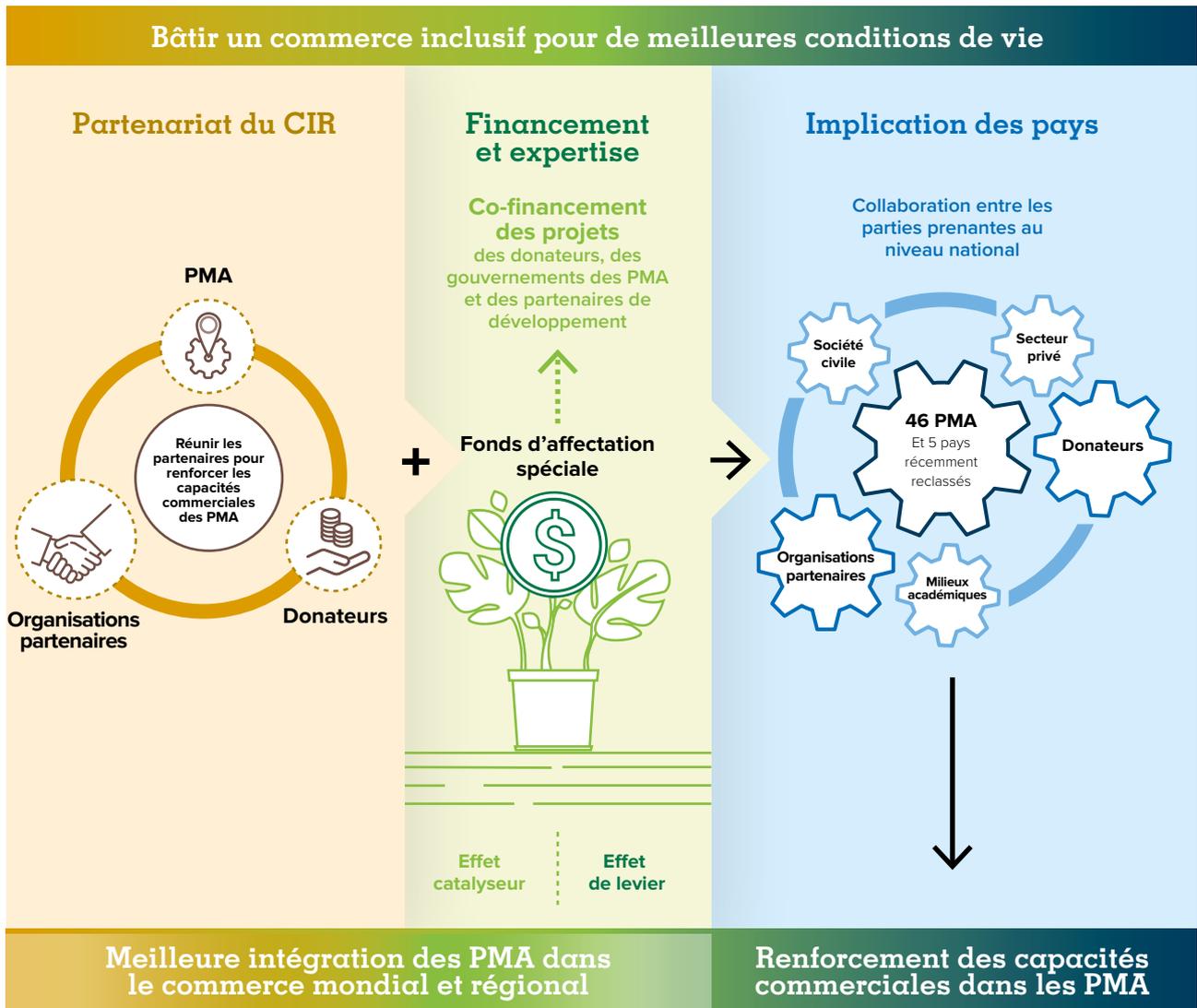


Le cofinancement de gouvernements, de partenaires de développement et de partenaires privés s'est élevé à **plus de 100 millions d'USD**



Plus de **2,8 milliards d'USD** provenant des partenaires du CIR ont été alloués aux priorités commerciales établies dans les EDIC





“ La Norvège se réjouit à l'idée que sa contribution substantielle au travail important accompli par le CIR aidera les pays les moins avancés à utiliser le commerce comme outil de croissance durable et de réduction de la pauvreté. Il est vital d'aider ces pays à surmonter les énormes difficultés, qui ont encore été exacerbées par la pandémie.²

S.E. M. Dagfinn Sørli,
Ambassadeur de la Norvège, Suisse

Financement en 2021



Nouveau financement de 7,59 millions d'USD provenant des donateurs du CIR pour financer les projets du CIR



Un financement conjoint de **4,6 millions d'USD** destiné aux projets du CIR a été obtenu de gouvernements des PMA, de partenaires de développement et du secteur privé



“ Le CIR est un moyen pour la Finlande de soutenir le renforcement et la diversification économique des pays les plus pauvres. C’est un partenaire clé qui veille à ce que le secteur privé puisse prospérer dans un environnement favorable aux affaires. Nous sommes également heureux d’aider le CIR à soutenir les femmes entrepreneurs dans le cadre de son initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges.»³

S. E. Mme Kirsti Kauppi,
Ambassadrice de la Finlande, Suisse

“ La pandémie de COVID-19 et une série de catastrophes naturelles ont gravement touché les PMA au cours de l’année écoulée. En cette période difficile, le rôle du CIR est plus important que jamais. Par notre contribution, nous espérons que le CIR continuera à fournir une assistance pour aider les PMA à se remettre de la crise et à reconstruire leur économie, notamment par le biais du commerce électronique.⁴

S.E. M. Kazuyuki Yamazaki,
Ambassadeur du Japon, Suisse



Des partenariats pour promouvoir l'investissement et la reprise dans 20 PMA



Aperçu

En 2021, un nouveau projet du CIR a été approuvé. Il repose sur un partenariat interinstitutions entre la CNUCED, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement (UN-OHRLLS), le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail et l'Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA), ainsi que le CIR et des partenaires de connaissances. Le projet aidera au moins 20 PMA à attirer les investissements dont ils ont besoin pour promouvoir le développement durable tout en se remettant de la pandémie de COVID-19. Il vise à renforcer la sensibilisation, les capacités et l'expertise sur le climat de l'investissement et à promouvoir l'investissement international dans les domaines prioritaires de l'après COVID-19, parmi lesquels figurent notamment le secteur de la santé (vaccins, médicaments, équipements de protection individuelle), l'agriculture et les secteurs liés à la technologie.

“Ce projet du CIR est le premier programme de renforcement des capacités multi-agences pour les PMA qui combine l'expertise de plusieurs entités des Nations unies dans la promotion des investissements pour le développement durable.

Paul Wessendorp, Chef de la Section de la promotion des investissements, Division de l'investissement et des entreprises, CNUCED



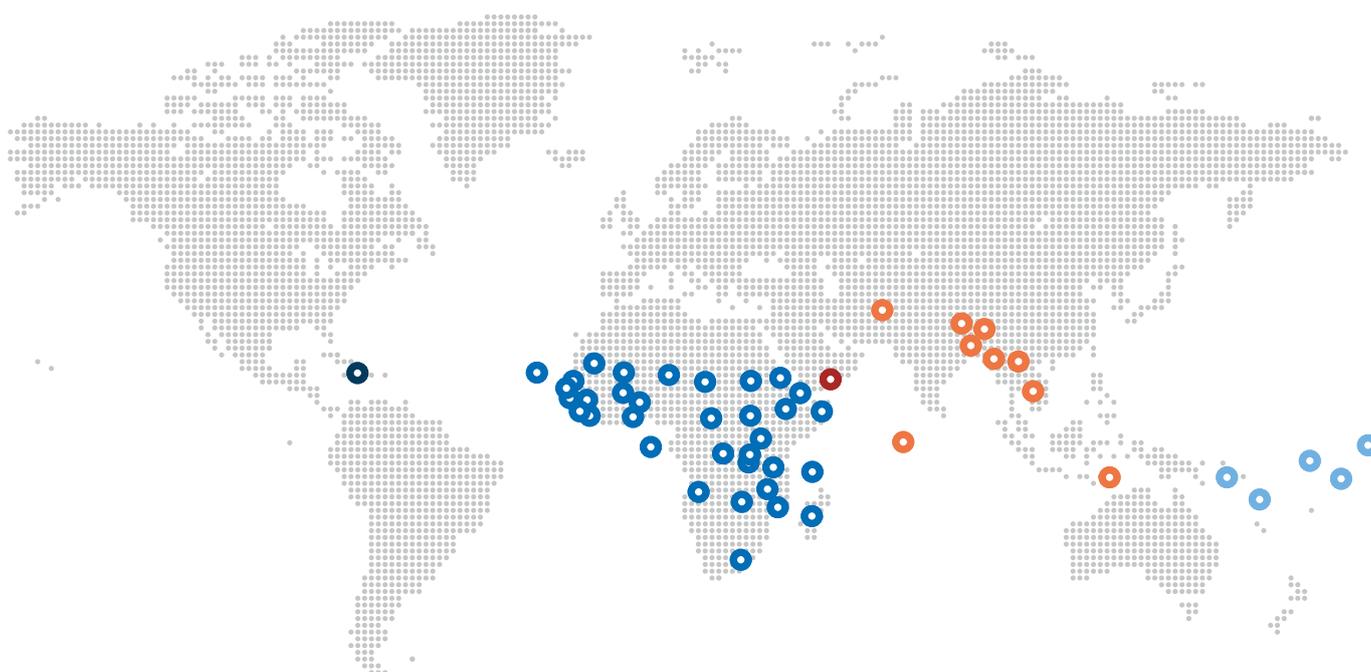
Partenaires engagés: Projet mené par la CNUCED, l'ONUDI, l'UN-OHRLSS, le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (CIF-OIT) et la WAIPA



Financement du CIR: 208 049 USD
(sur un budget de 308 049 USD)



Zones d'intervention



AMÉRIQUES

Haïti

AFRIQUE

Angola
 Bénin
 Burkina Faso
 Burundi
 Cabo Verde*
 Comores
 Djibouti
 Érythrée
 Éthiopie
 Gambie
 Guinée
 Guinée équatoriale*
 Guinée-Bissau
 Lesotho
 Libéria
 Madagascar
 Malawi
 Mali
 Mauritanie
 Mozambique
 Niger

Ouganda
 République
 centrafricaine
 République
 démocratique du
 Congo
 Rwanda
 Sao Tomé-et-Principe
 Sénégal
 Sierra Leone
 Somalie
 Soudan
 Soudan du Sud
 Tanzanie
 Tchad
 Togo
 Zambie

MOYEN-ORIENT

Yémen

ASIE

Afghanistan
 Bangladesh
 Bhoutan
 Cambodge
 Maldives*
 Myanmar
 Népal
 RDP Iao
 Timor-Leste

PACIFIQUE

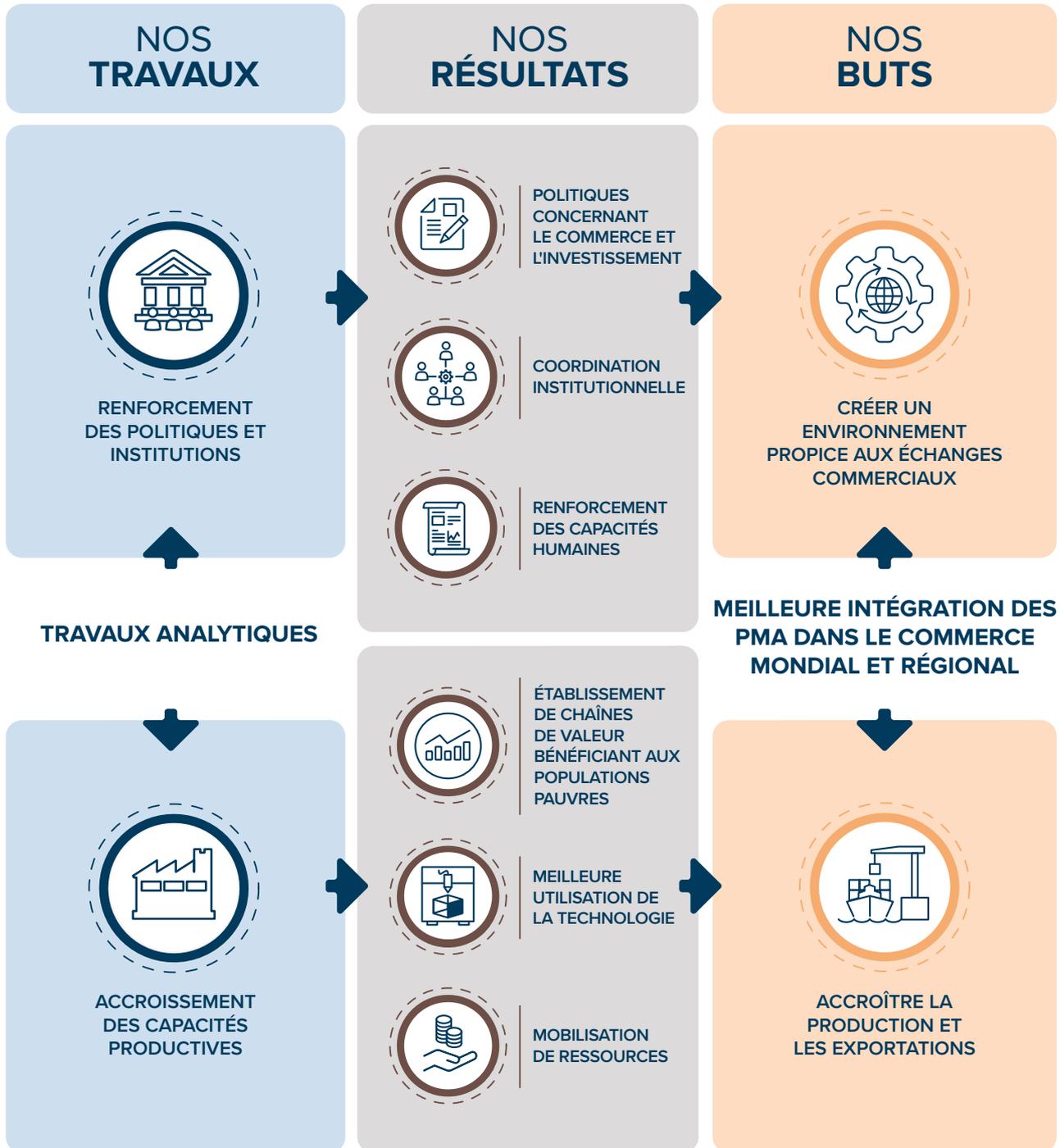
Îles Salomon
 Kiribati
 Samoa*
 Tuvalu
 Vanuatu*

* Pays sortis de la catégorie des PMA



Fonctionnement du CIR

LE COMMERCE INCLUSIF POUR UNE VIE MEILLEURE



PROCESSUS PILOTÉ PAR LES PAYS

PARTENARIATS MONDIAUX ET LOCAUX





2 Le CIR dans un monde vert et numérique



Un monde vert

La durabilité environnementale est restée un domaine transversal prioritaire pour le CIR en 2021, alors qu'il a poursuivi ses partenariats en vue d'aider les PMA à réaliser une transformation écologique et à réduire la pauvreté. Les projets du CIR en matière de renforcement des capacités de production ont eu plusieurs effets bénéfiques pour l'environnement en 2021. Ils ont notamment inclus des actions dans les chaînes de valeurs agricoles – par exemple la sylviculture dans l'industrie du miel en Éthiopie et dans le secteur du karité en Afrique de l'Ouest et de l'Est – et sur la préservation de zones côtières grâce à l'écotourisme aux Comores et au Libéria. En outre, le passage à des systèmes de commerce sans papier a eu des retombées positives au Vanuatu, tout comme le passage croissant au commerce électronique. En 2021, le CIR a soutenu des actions régionales en matière de durabilité en contribuant à l'initiative de la Grande muraille verte d'Afrique qui vise à faire obstacle à l'avancée du désert du Sahara grâce à la plantation d'acacias dans le cadre du projet sur la gomme arabique au Mali. Au niveau local, le CIR a eu une incidence positive sur les résultats environnementaux de communautés proches de la filière cuirs et peaux au Tchad.

En 2021, le CIR a également œuvré en faveur d'une plus grande sensibilisation au commerce, aux changements climatiques et à l'environnement, ainsi qu'aux répercussions sur les PMA, en diffusant huit articles et textes d'opinion sur sa plate-forme [Nouvelles de l'Aide pour le commerce](#). Les efforts déployés par le CIR en 2021 pour défendre les priorités des PMA en matière de climat et de commerce les ont aidés à œuvrer à la réalisation de l'ODD 12 «Consommation et production durable» et de l'ODD 13 «Lutte contre les changements climatiques».

À l'avenir, le CIR utilisera les derniers résultats de la recherche et les connaissances les plus récentes pour inclure l'analyse des changements climatiques dans les EDIC des pays. En 2021, les PMA ont davantage reconnu les liens décisifs entre les changements climatiques et le commerce. Dans le cas de la Gambie, une demande a été présentée pour la mise en place d'un projet du CIR visant à renforcer les capacités commerciales institutionnelles du pays afin qu'il puisse accéder au financement de l'action climatique. Ce projet a été approuvé à la fin de l'année 2021.

En bref



Mise en œuvre de **23 actions spécifiques** ayant un effet positif sur l'environnement

Approbation de 15 nouveaux projets comprenant un intérêt spécifique pour la protection de l'environnement



“ Nous nous félicitons de l'engagement pris à Glasgow par les pays développés de doubler l'apport de financements pour l'adaptation d'ici à 2025. Les besoins de nos pays et communautés pour s'adapter aux répercussions toujours plus lourdes des changements climatiques sont même supérieurs à cet engagement, mais c'est un progrès.⁵

Sonam P. Wangdi, Président du Groupe des PMA à la COP26 et ancien Point focal du CIR au Bhoutan, 14 novembre 2021



L'accès au financement de l'action climatique en lien avec le commerce en Gambie



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce, de l'industrie, de l'intégration régionale et de l'emploi



Financement du CIR:

75 000 USD



NOUVEAU PROJET
APPROUVÉ EN 2021

Aperçu

À la suite de la COP26, le soutien du CIR permettra entre autres de mettre en place une formation pour les fonctionnaires gouvernementaux sur la manière d'accéder au financement de l'action climatique dans des domaines liés au commerce en s'appuyant sur une collaboration plus étroite entre le Ministère du commerce et le Ministère de l'environnement en Gambie.



Faire des liens entre le climat et le commerce pour les PMA



Objectif:

Créer une communauté de pratique, promouvoir la prise de conscience et l'étude des liens entre le climat et le commerce pour les PMA



Partenaires engagés:

Projet mené par l'ODI et l'IIED



Financement du CIR:

88 952 USD



Aperçu

Le partenariat entre l'ODI, l'IIED et le CIR a aidé les PMA sortis de cette catégorie et les PMA en transition à relever les défis auxquels ils sont confrontés du fait des chocs économiques et environnementaux mondiaux. En 2021, à l'approche de la COP 26, les pays ont pu compter sur des éléments probants, des réseaux et des plates-formes pour aligner leurs stratégies climatique et commerciale:



Financement de l'action climatique:

moyens pour les PMA de développer leur capacité de production en limitant les émissions de carbone et en faisant preuve de résilience face aux changements climatiques afin d'opérer une transformation structurelle écologique



Transfert de technologie:

moyens pour les PMA de faire face à des phénomènes climatiques graves (inondations, élévation du niveau de la mer, mauvaises récoltes, déforestation, désertification et sécheresses)



Marchés du carbone: pertinence pour les PMA des négociations en vue d'un cadre multilatéral pour le commerce du carbone, compte tenu de leurs besoins en matière de financement de l'action climatique



» [Pour en savoir plus](#)



“ Les négociateurs du commerce et du climat ont été convoqués dans une série d'événements publics fermés, d'experts et de haut niveau avant la COP26. Cette initiative a permis de combler une lacune importante, de créer des liens locaux et de sensibiliser davantage aux discussions en cours au sein de l'OMC sur le commerce et la durabilité environnementale.

*Dr Jodie Keane, Chercheuse senior,
Groupe de développement économique
international, ODI*

© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

En novembre 2021, la COP26 a réuni des dirigeants et des décideurs mondiaux afin d'accélérer l'action menée en vue d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Les engagements pris à Glasgow ont marqué un tournant pour les pays les plus pauvres, qui sont les plus vulnérables aux changements climatiques alors que ce sont eux qui y contribuent le moins. À l'approche de la COP26, le soutien du CIR a permis de réunir les négociateurs des PMA en matière de commerce et de climat afin d'explorer les liens entre le climat et le commerce dans le cadre de trois tables rondes restreintes

et de deux événements publics. En parallèle, une série de politiques phare a été produite dans le cadre de ce processus et publiée par l'Overseas Development Institute (ODI) en collaboration avec l'Institut international pour l'environnement et le développement (IIED), faisant fond des contributions des PMA, des partenaires du CIR et de l'OMC. La série et le processus associé ont défini un nouveau programme pour les négociateurs des PMA, qui couvre les thèmes du financement de l'action climatique et de l'Aide pour le commerce, du transfert de technologie, et des marchés du carbone et normes en la matière.



Au Tchad, la durabilité environnementale dynamise la filière cuirs et peaux

En bref



La qualité et la durabilité environnementale de la production de cuirs et de peaux ont été améliorées



60% de la production répond aux normes internationales (30% de plus qu'auparavant)



106 personnes sont formées à la gestion des tanneries, au dépouillement, au traitement et aux pratiques de conservation

96 tanneurs sont formés au tannage végétal pour limiter la pollution atmosphérique



Un bassin de traitement des eaux usées a été installé dans la tannerie de Dourbali



Partenaires engagés:
Projet mené par l'Unité nationale de mise en œuvre (UNMO) du CIR, en collaboration avec la filière artisanale des cuirs et peaux



Financement du CIR:
1,5 million d'USD (sur un budget de 2,05 millions d'USD)





© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Les tanneurs de la région tchadienne de Chari-Baguirmi ont vu leur capacité augmenter et pourront produire jusqu'à 1 500 cuirs et peaux par jour en 2021 grâce à la modernisation de la tannerie artisanale de Dourbali. La durabilité environnementale a joué un rôle clé puisque 60% de la production est désormais conforme aux normes internationales.

En l'absence d'un moyen efficace de traiter les eaux usées et les émissions de la filière artisanale des cuirs et des peaux, la compétitivité du secteur était limitée, même si ce secteur restait une source de revenus essentielle pour les femmes et les jeunes. Avec le

soutien du CIR, le gouvernement a formé les tanneurs à des techniques végétales afin de réduire la pollution et a installé un bassin de traitement des eaux usées, protégeant ainsi l'environnement et la santé publique.

Aujourd'hui, grâce à la plate-forme réunissant les acteurs du secteur des cuirs et peaux, des partenariats locaux sont chargés de gérer la tannerie artisanale de Dourbali et suivent des guides de bonnes pratiques relatives à la production et à la conservation. L'objectif est de passer des cuirs et peaux inodores vendus sur le marché à des exportations vers le monde entier.



Augmentation de la production de gomme arabique au Mali: planter des arbres pour lutter contre la désertification



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce et de l'industrie, en collaboration avec l'industrie de la gomme arabique



Financement du CIR:

3,62 millions d'USD (sur un budget de 6,69 millions d'USD)



Aperçu

Les producteurs de gomme arabique de Kayes et de Ségou (dans l'ouest et le centre-sud du Mali) ont vu leur production augmenter de 29% pour atteindre 12 469 tonnes métriques en 2021, tandis que la valeur des exportations de gomme arabique du pays a également connu une progression de plus de 2 millions d'USD la même année. À ce jour, environ 3 000 hectares (683 hectares constituant une contribution directe du CIR) d'acacias du Sénégal ont été plantés dans le cadre d'une initiative lancée par le gouvernement avec le soutien du CIR et d'autres acteurs privés. Cette action contribue à rétablir le potentiel des puits de carbone de la région et à

lutter contre la désertification et les changements climatiques. L'objectif est de planter 10 000 hectares de gommiers, et des pépinières ont été mises en place avec des systèmes d'arrosage villageois améliorés grâce à l'installation de 12 nouveaux puits forés, avant que les jeunes plants soient déplacés vers des sites de plantation. Ce projet a été accompagné de campagnes visant à améliorer la connaissance du secteur dans la région, avec des émissions télévisées dans les langues locales en vue de sensibiliser la population à la nécessité de ne pas recourir à des produits chimiques nocifs lors de la récolte.



» [Pour en savoir plus](#)

» [et ici](#)





Un monde numérique

La reprise économique des PMA les plus durement touchés par les effets de la pandémie de COVID-19 en 2021 est étroitement liée à la connectivité dans un monde de plus en plus numérisé. Le rapport 2021 de la CNUCED met en évidence la fracture technologique et la perspective de voir les technologies de pointe creuser les inégalités mondiales. Le CIR a œuvré pour une meilleure inclusion numérique des PMA tout au long de l'année 2021 dans les domaines prioritaires cités dans le rapport, qu'il s'agisse du renforcement des capacités nationales et du transfert de technologie, de la participation accrue des femmes ou du débat inclusif. Ces initiatives ont contribué à l'ODD 9 sur l'industrie, l'innovation et l'infrastructure.

Lors du «[Bilan de l'aide pour le commerce](#)», qui s'est tenu en mars 2021, le CIR a coparrainé trois événements portant sur la transformation numérique dans les PMA d'Asie avec le Cambodge et l'Australie, le commerce transfrontalier et les douanes avec le Vanuatu, la CNUCED et l'Union postale universelle, et l'égalité des sexes dans l'économie numérique avec le Burundi et l'Union internationale des télécommunications (UIT). En outre, six articles sur le commerce électronique ont été publiés sur les [Nouvelles du commerce pour le développement](#), mettant en lumière une série d'enseignements et de bonnes pratiques pour les entrepreneurs des écosystèmes numériques au Cambodge, en Ouganda, au Rwanda, en Tanzanie et en Zambie, ainsi que dans toute l'Afrique de l'Ouest.



En bref



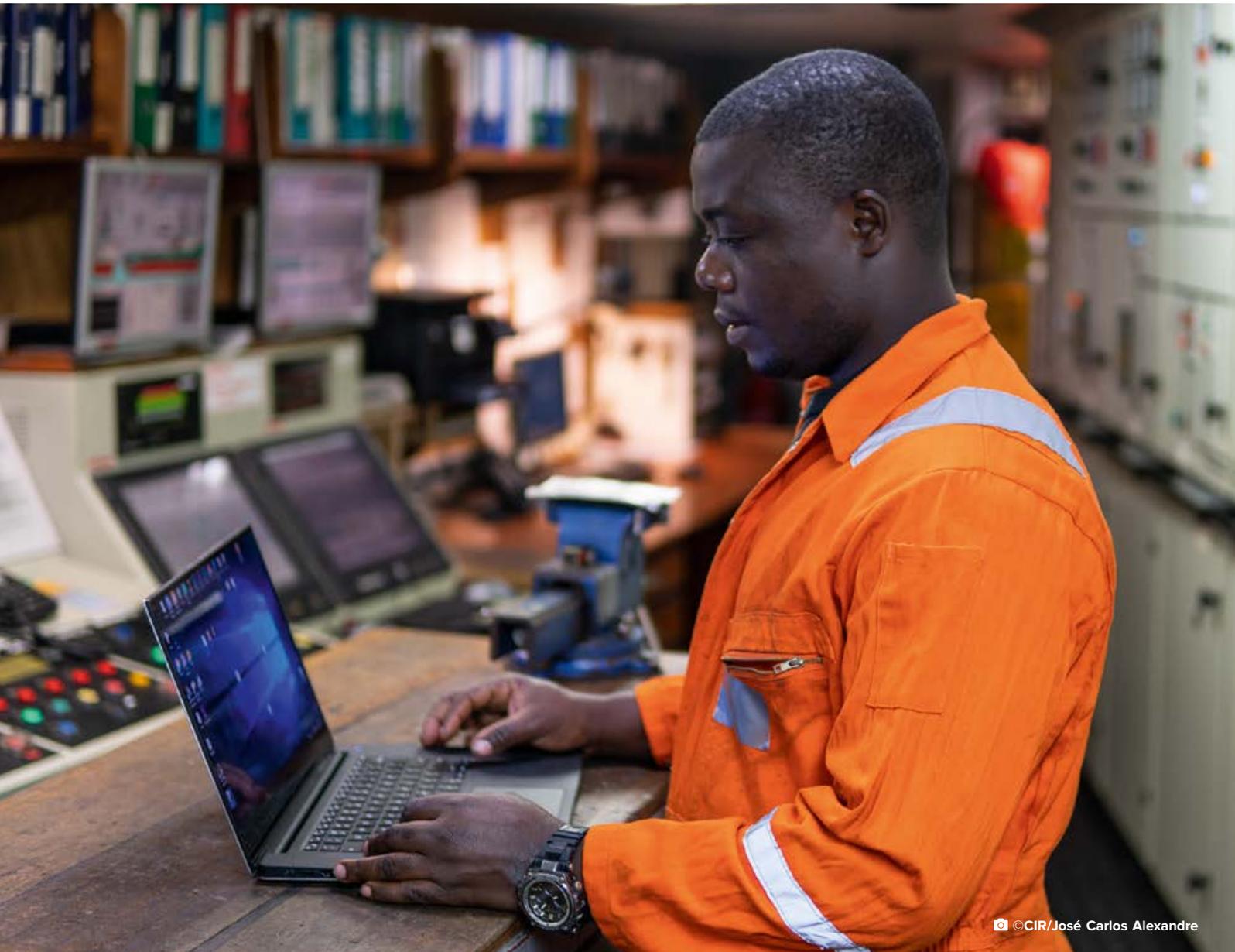
17 initiatives pour le commerce électronique ont été lancées dans le cadre de 11 projets

10 nouveaux projets comprenant un volet sur le commerce électronique **ont été approuvés** en 2021

“ Source d'immenses difficultés, la crise de la COVID-19 offre également des possibilités en ce qu'elle donne un coup d'accélérateur à la transition mondiale vers une économie numérique et à la transformation des chaînes de valeur mondiales.⁶ ”

Rapport du Secrétaire général António Guterres sur l'application du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020





©CIR/José Carlos Alexandre

Les solutions électroniques innovantes mises en œuvre dans le cadre des projets du CIR en 2021 ont permis d'améliorer les compétences numériques des jeunes entreprises de technologie financière au Rwanda et des MPME au Cambodge, et d'accélérer les ventes en ligne pour les négociants de karité au Bénin et au Burkina Faso, ainsi que pour les producteurs d'artisanat en RDP lao. En outre, des systèmes douaniers électroniques rationalisés ont stimulé le commerce au Vanuatu et en Zambie. En 2021, 10 nouveaux projets du CIR pour le commerce électronique ont été approuvés, ce qui devrait permettre d'accélérer le commerce inclusif et durable. Le soutien permet d'élaborer ou de

déployer des stratégies nationales pour le commerce électronique au Bhoutan, au Cambodge, à Djibouti et au Népal, et de mettre en place des plates-formes numériques au Cambodge, en Gambie, au Népal et au Sénégal. Il permettra également de réaliser des progrès en matière de sensibilisation au Bhoutan et au Burkina Faso, de veiller à ce que les politiques et cadres réglementaires en matière de commerce électronique bénéficient aux femmes et de dynamiser le commerce numérique transfrontalier dans la région de l'Asie et du Pacifique.



Au Rwanda, le commerce électronique présente des solutions numériques

En bref



Plus de 1 300 marchands ont rejoint 8 plates-formes de commerce électronique



38 MPME ont été formées au paiement électronique dans le cadre de 3 sessions de formation

30 MPME ont été présentées dans une série en 4 parties sur Rwanda TV



4 dialogues public-privé sur le commerce électronique ont été mis en place avec quelque 180 participants



Trois jeunes entreprises de technologie financières ont reçu **15 000 USD** chacune de la part du Ministère du commerce et de l'industrie (MINICOM)



Partenaires engagés:

Projet mené par l'unité individuelle de mise en œuvre des projets (UIMOP)/MINICOM, en collaboration avec la Chambre des technologies de l'information et de l'innovation (TIC)



Financement du CIR:

500 000 USD (sur un budget de 580 000 USD)



» [Pour en savoir plus](#)

“ La formation nous a aidés à développer des logiciels et les plates-formes pour aider les clients à faire leurs achats en ligne. Le soutien du gouvernement et l'utilisation de vidéos promotionnelles ont amélioré la confiance qu'ont les clients potentiels dans les paiements sans espèces. ”

*Alice Umuhoza,
Directrice générale, Aleph Wall
Technology, Rwanda*





© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Les jeunes entreprises de technologie financière Hepta Pay, Raisin Ltd. et Exuus Ltd, basées au Rwanda, ont développé leurs activités en 2021, ont reçu des prix pour leurs solutions en ligne innovantes et ont pu bénéficier d'un soutien sur mesure. Les produits et plates-formes numériques proposés vont répondre aux besoins des commerçants non bancarisés, des petites entreprises et des groupes d'épargne. Inuma Technology met en relation Amazon (US) avec des acheteurs rwandais et, grâce à son engagement dans le projet, fidélise davantage de clients. L'entreprise développe également des débouchés commerciaux, puisqu'elle a récemment signé des mémorandums d'accord avec cinq sociétés de commerce électronique à Singapour.

Alors que les compétences numériques deviennent de plus en plus importantes pour les entreprises, les

consommateurs et les communautés du Rwanda et d'ailleurs, les insuffisances en matière de construction d'infrastructure pour le commerce électronique avaient commencé à mettre un frein au commerce. Le rythme de l'engagement numérique et du dialogue public-privé s'est maintenant accéléré, sous la direction du MINICOM et d'autres partenaires, donc la Chambre des TIC, avec le financement du CIR.

Un nombre croissant de commerçants a désormais rejoint les plates-formes de commerce électronique et les MPME ont amélioré leurs compétences en matière de paiement électronique et ont fait l'objet d'un reportage télévisé visant à présenter les produits fabriqués au Rwanda. En outre, des campagnes ciblées en faveur des paiements sans espèces auprès des fournisseurs et des commerçants permettent d'atteindre les agriculteurs des chaînes de valeur agricoles.



Le marché de produits fabriqués au Cambodge se prépare à décoller en ligne

En bref

 <p>Plus de 100 MPME se sont inscrites sur la plate-forme de vente en ligne CambodiaTrade.com</p>	 <p>400 MPME ont été enregistrées et 550 produits fabriqués au Cambodge sont prêts à être vendus</p>	<p>Un programme d'incubation a été lancé et 51 MPME ont été formées au commerce électronique</p>	 <p>Le modèle de partenariat public-privé a permis de mobiliser plus de 1,2 million d'USD et de soutenir 100 incubés et 70 bénéficiaires</p>	 <p>Le commerce électronique transfrontalier a été facilité grâce au dédouanement des colis envoyés par la poste</p>
--	--	---	--	--



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au Cambodge, Khmer Enterprise, l'Union postale universelle, la CNUCED et Swisscontact



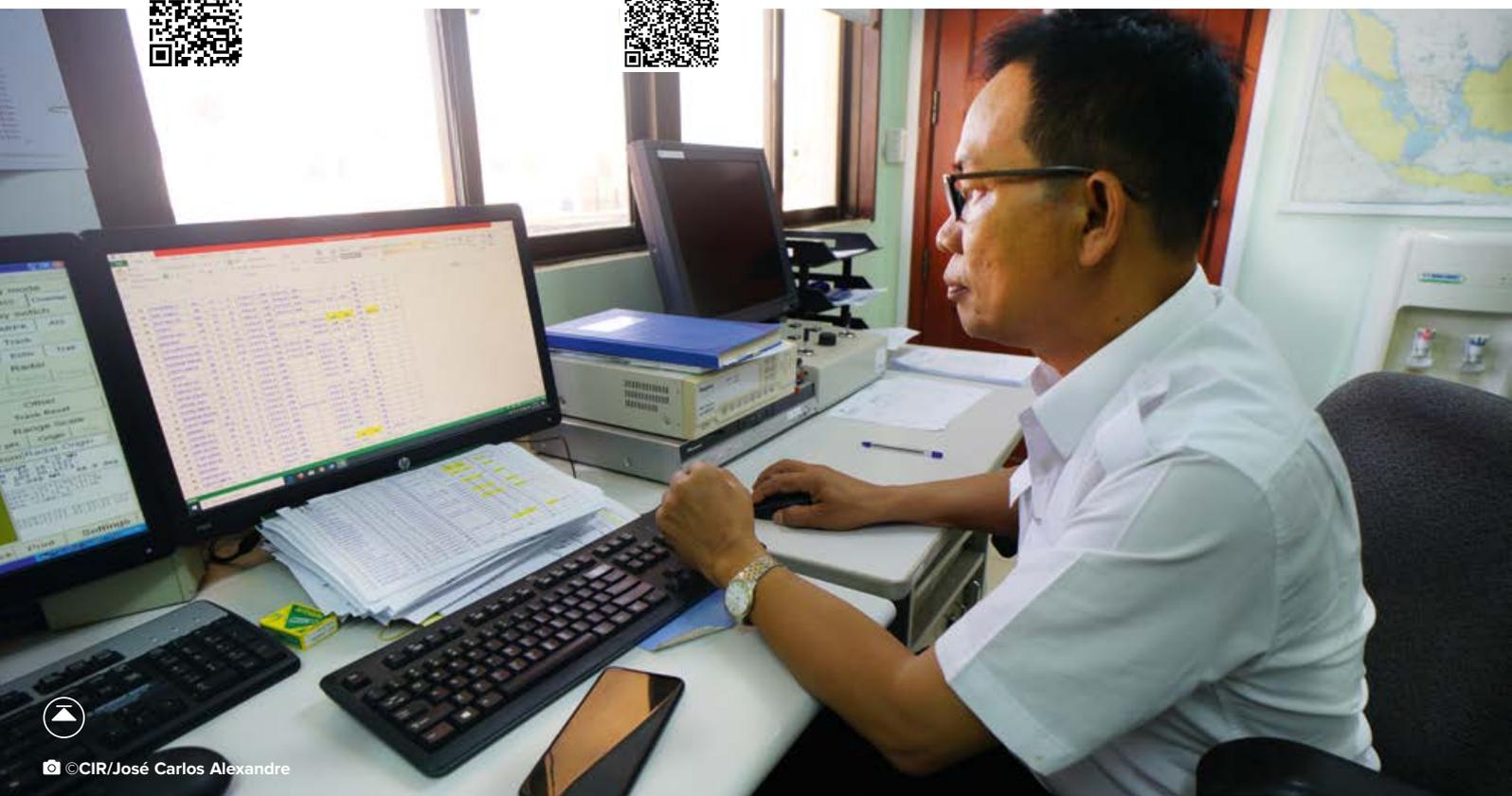
Financement du CIR:

1,49 millions d'USD (sur un budget de 2,4 millions d'USD pour le projet plus large)



» [Pour en savoir plus](#)

» [et ici](#)



“ Le projet Go4eCam arrive au bon moment, car il coïncide avec l’approbation de la loi sur le commerce électronique et le lancement de la stratégie en la matière. Il apportera de nombreux autres bénéfices, notamment l’augmentation de la productivité, l’innovation, l’expansion des entreprises et la création d’emplois au Cambodge.”

*S.E. M. Pan Sorasak,
Ministre du commerce, Cambodge*



© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Les produits fabriqués au Cambodge par KM Textiles et Khmer Organic Cooperative figurent parmi les marques les plus vendues sur la plate-forme de vente en ligne CambodiaTrade, le premier système de commerce électronique d’entreprise à entreprise à consommateur. Les consommateurs nationaux et internationaux pourront bientôt faire leurs achats en ligne auprès de plus de 100 petites et moyennes entreprises (PME).

Atteindre de nouveaux clients sur les marchés nationaux et étrangers s’est révélé être un défi opérationnel pour de nombreuses PME cambodgiennes au cours des années précédentes, notamment lorsqu’il s’agissait de gérer la logistique

et les services de paiement. La nouvelle plate-forme de commerce électronique, développée dans le cadre d’un projet plus large avec le soutien du projet Go4eCam et soutenue par le CIR dispose désormais de solutions de paiement et de services de livraison intégrés.

Elle offre aux petites entreprises cambodgiennes la possibilité d’expérimenter et de se développer dans le domaine du commerce électronique avant de poursuivre leur expansion au niveau international. Pour préparer les MPME à être compétitives sur le marché, le projet a également soutenu un programme d’incubation et de formation au milieu de l’année 2021, en partenariat avec le PNUD et Khmer Enterprise.



Les exploitants du secteur de karité au Bénin se développent à l'international grâce aux plates-formes de commerce électronique

Aperçu

Les actions commerciales prioritaires occupent une place importante dans le Plan national de développement (PND) du Bénin, appuyé par l'EDIC soutenue par le CIR. Le commerce électronique joue un rôle clé et, en 2021, un réseau de 40 femmes dirigeantes d'entreprises ont été formées à la vente en ligne. Le Bénin est également un pays partenaire du projet dirigé par l'AGK, où les producteurs peuvent se connecter à une nouvelle plate-forme de marché en ligne soutenue par le CIR, <https://sheamarket.org/?lang=fr>. Cette plate-forme permet de faciliter les connexions et les transactions entre les différentes entités de la chaîne de valeur et, en plus des informations sur les produits, elle permet de partager le statut de certification de durabilité des membres.

Depuis son lancement, la plate-forme a suscité plus de 1 000 engagements de la part de pays tels que l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, le Ghana, le Népal et le Nigeria.



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère de l'industrie et du commerce, en collaboration avec les secteurs public et privé et des partenaires régionaux tels que l'Alliance Globale du Karité (AGK)



Financement du CIR:

1,5 millions d'USD (sur un budget de 6,6 millions d'USD)



Le guichet unique électronique du Vanuatu (VeSW) facilite les échanges commerciaux sans papier

En bref



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du tourisme, du commerce et des affaires de Ni-Vanuatu, avec un soutien technique de la CNUCED, un cofinancement de l'Australie et une collaboration avec le groupe de la Banque mondiale



Financement du CIR:
1,5 millions d'USD
(sur un budget de 3,973 millions d'USD)



Réduction de
5 827 kg de CO₂



© CIR/José Carlos Alexandre

“Le guichet unique électronique est un élément très important du développement de Vanuatu. Il fournit la base nécessaire pour faciliter et développer nos processus nationaux et notre commerce extérieur. Il a permis d'améliorer l'efficacité des procédures et des processus et d'accroître la productivité de l'économie.

S.E. M. Sumbue Antas,
Ambassadeur du Vanuatu

Récit

Le VeSW a été prolongé en 2021 avec un modèle entièrement développé afin que d'autres ministères, départements et organismes puissent passer aux systèmes électroniques. Le projet a également permis de mobiliser un cofinancement de plus de 2,4 millions d'USD provenant du gouvernement, de l'Australie, de la Banque mondiale et de la CNUCED. Des modules ont été déployés, avec le soutien du CIR, portant notamment sur la biosécurité et le certificat d'origine en vue de faciliter les exportations. En 2021, il en a été de même pour les processus relatifs à l'importation de substances appauvrissant la couche d'ozone et d'autres substances ayant un effet sur l'environnement.

Les commerçants peuvent déposer des demandes en ligne sans avoir à se déplacer, vérifier leur statut et leur approbation, et utiliser des systèmes de prépaiement et de carte de crédit pour enregistrer leurs paiements de manière efficace et transparente. Ils peuvent ensuite télécharger les permis approuvés et réduire la quantité de papier et la logistique. En automatisant deux procédures commerciales, le pays a réduit ses émissions de CO₂ de 5 827 kg.⁸ La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) classe le Vanuatu en tête des petits États insulaires en développement de la région de l'Asie et du Pacifique en matière de facilitation du commerce durable et numérique en 2021.





3 Perspectives régionales et thématiques



Afrique

61 850 243 d'USD investis
et **191 projets** à ce jour



Aperçu



À ce jour, **191 projets** ont été lancés dans **34 pays africains**



28 nouveaux projets ont été approuvés dans **25 pays africains** en 2021



18 actions ont été menées en 2021 dans le cadre de **projets du CIR** en faveur de la participation des PMA à la ZLECAf



© CIR/José Carlos Alexandre

Les échanges dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ont commencé le 1^{er} janvier 2021, après un retard dû aux retombées de la pandémie de COVID-19. Avec un marché de 1,3 milliard de personnes et un PIB de 3 000 milliards d'USD qui devrait atteindre 16 milliards d'USD d'ici à 2060, l'Accord portant création de la zone de libre-échange continentale africaine a été ratifié à ce jour par 36 pays, dont 20 PMA. Le programme du CIR, qui intervient en Afrique dans 34 PMA et pays récemment sortis de cette catégorie, s'est conformé aux objectifs de la ZLECAf en 2021, y compris pour que davantage de MPME, de femmes et de jeunes producteurs, entrepreneurs et commerçants tirent parti du commerce intrarégional.

En 2021, un projet visant à renforcer les capacités de six PMA d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo) en matière de commerce dans le cadre de la ZLECAf a été approuvé. Parmi les autres projets en Afrique, on compte le recours à des systèmes électroniques pour aider à

renforcer les flux commerciaux de la Zambie dans le domaine agroalimentaire, y compris dans le cadre de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC); et la promotion de la marque de fabrique du Libéria en matière d'écotourisme au-delà des frontières du pays. Dans le même temps, en 2021, le Malawi a lancé sa Stratégie nationale d'exportation II; la capacité de production du Lesotho dans le secteur des légumes a progressé; et la stratégie de la Sierra Leone en matière de tourisme électronique a contribué à dynamiser les efforts du pays pour la reprise après la pandémie de COVID-19. De plus, la campagne #AfriCommerce sur les réseaux sociaux en 2021 a mis en avant les secteurs prioritaires dans lesquels intervient le CIR, ainsi que les secteurs prometteurs. Le CIR a aussi soutenu les pays africains dans le cadre de leur accession à l'OMC. Au cours de l'année, ce soutien s'est entre autres concrétisé par une aide à l'accession pour les Comores, l'Éthiopie et le Soudan du Sud et un nouveau projet avec la Somalie.



Renforcement des capacités des pays en matière de commerce dans le cadre de l'Accord portant création de la ZLECAf



Objectifs:

Renforcement des capacités du Burkina Faso, de la Guinée, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo pour la mise en œuvre de l'Accord portant création de la ZLECAf



Partenaires engagés:

Projet mené par la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), la Banque islamique de développement et la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA-ONU)



Financement du CIR:

400 000 USD
(sur un budget de 1 409 000 USD)



Aperçu

Le partenariat entre l'ITFC, la CEA-ONU et le CIR contribuera à créer le bon environnement pour le commerce international en Afrique, en stimulant la création d'emplois et le développement durable. Ces travaux renforceront les capacités institutionnelles du Secrétariat de la ZLECAf et intégreront la nécessité de se concentrer sur la connectivité. Les six pays pourront compter sur l'assistance technique et l'investissement pour accroître au maximum les retombées économiques positives liées à la ZLECAf, y compris:



Le suivi des instruments:

règles d'origine, droits de douane, obstacles non tarifaires, paiements et Observatoire africain du commerce



Les travaux de lancement de certaines actions prioritaires dans le cadre des stratégies nationales des pays relatives à la ZLECAf





“ Le commerce dans le cadre de la ZLECAf [...] le marché unique devrait contribuer à un développement socioéconomique durable et inclusif, à l'égalité de genres et [...] à une compétitivité et à un développement industriel accrus.⁹ ”

David Luke, Judith Ameso,
Mahlet Girma Bekele, fonctionnaires
de la CEA-ONU, Éthiopie

Dynamiser la productivité agroalimentaire du Lesotho pour l'approvisionnement des marchés



Partenaires engagés:
PNUD, en collaboration avec le
Ministère du commerce et de l'industrie



Financement du CIR:
300 000 USD



Aperçu

En 2021, la production de légumes du Lesotho, notamment celle de choux, de betteraves et de carottes, a connu une croissance de 20%, favorisée par la surveillance des parasites menée par le Ministère de l'agriculture et par le recours à des semences hybrides et aux pesticides fournis dans le cadre du projet du CIR. L'évaluation de rentabilité a constaté une augmentation du nombre d'emplois créés, pour un total de 657. Les agriculteurs du pays ont notamment été formés à une meilleure tenue des livres, à la traçabilité des produits agricoles et à la lutte contre les organismes nuisibles, ce qui a permis une meilleure gestion des exploitations et une amélioration des moyens d'existence. L'augmentation de la productivité agricole permettra ensuite de garantir la capacité du Lesotho d'approvisionner les marchés locaux et régionaux en produits de qualité conformes aux normes internationales de sécurité sanitaire des produits alimentaires. De plus, les relations commerciales se sont multipliées en 2021, avec l'établissement de relations entre 189 vendeurs et 45 négociants en fruits, légumes, céréales, œufs, lait et viande. L'initiative a également contribué à donner aux agriculteurs une plate-forme où exprimer leurs points de vue sur l'examen des politiques visant à améliorer le secteur agricole et s'appuie sur une intervention antérieure du CIR avec l'ITC.



» [Pour en savoir plus](#)





Le Libéria renforce son secteur touristique avec une nouvelle image de marque tournée vers le monde

En bref



Lancement du **portail touristique officiel du Libéria** à l'adresse: <https://enjoyliberia.travel>



Élaboration et lancement de l'**identité de marque «Liberia: Amazing Discoveries»**



Formation au marketing numérique du tourisme destinée au secteur du tourisme



Recensement des ressources touristiques de **13 comtés** et compilation de renseignements sur les sites



Partenaires engagés:

Projet mené par le Centre du commerce international (ITC), avec le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère de l'information, des affaires culturelles et du tourisme et l'Organisation mondiale du tourisme

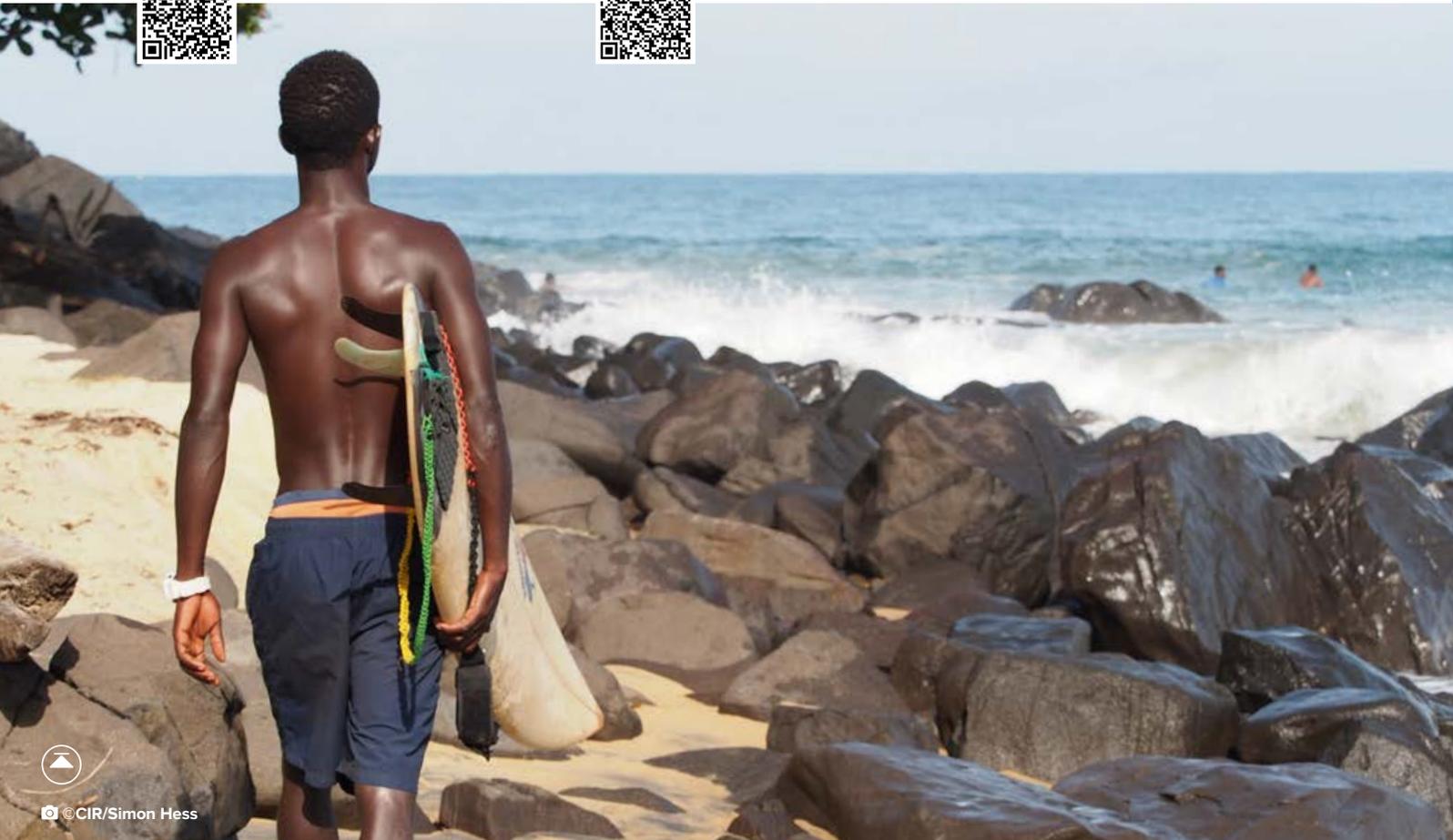


Financement du CIR: **500 000 USD**



» Pour en savoir plus

» et ici



“ L’objectif poursuivi avec le développement de la marque touristique et de la stratégie marketing est d’obtenir un cadre bien défini pour mettre en valeur le potentiel du Libéria en matière de tourisme et promouvoir le secteur du tourisme. En tant que responsables du projet, les pouvoirs publics sont déterminés à le concrétiser. Nous travaillerons avec toutes les parties prenantes, en particulier le secteur privé.¹⁰

*S.E. M. Lance Gba-Gonyon,
Vice-ministre du tourisme, Libéria*

© CIR/Simon Hess

Récit

Pour les communautés locales de Robertsport (Libéria), l’espoir est grand d’attirer des surfeurs du monde entier sur la côte, grâce à un terrain fourni par la municipalité en 2021 et destiné à la construction d’un nouveau centre de surf et d’installations connexes. Le lieu est présenté sur le nouveau portail touristique comme une destination de premier plan.

L’industrie du tourisme libérienne a le potentiel de redynamiser l’économie locale et nationale et d’accélérer la reprise après la pandémie de COVID-19, mais le pays n’avait pas de vision unifiée quant à sa marque. Des acteurs représentant les pouvoirs publics, le secteur privé et la société civile ont joint

leurs efforts lors d’une série d’ateliers soutenus par l’ITC et l’Organisation mondiale du tourisme, avec l’appui du CIR, efforts qui ont abouti à la toute première stratégie commerciale du pays.

Les documents promotionnels et les pages sur les réseaux sociaux sont prêts pour accompagner la stratégie; des formations ont été dispensées aux acteurs du secteur; et de nouvelles destinations, telles que l’Île aux chimpanzés, vont être ajoutées. La mise en place du cadre institutionnel, des orientations et des capacités signifie que le Libéria peut maintenant promouvoir ses services touristiques à l’étranger.



Lancement de la Stratégie nationale d'exportation II du Malawi



Partenaires engagés:
Ministère du commerce, avec
le Ministère de l'industrie et le
Secrétariat du Commonwealth



Financement du CIR:
100 000 USD



Aperçu

Le CIR soutient la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'exportation II en élaborant trois projets dans le pays.

Le lancement de la Stratégie le 16 décembre 2021 a eu lieu sous la présidence de S.E. M. Lazarus Chakwera, Président du Malawi, en présence de ministres et de représentants des institutions gouvernementales, du secteur privé et des partenaires de développement, y compris le Secrétariat du Commonwealth et le CIR.

En mai 2021, le Ministère du commerce – avec le soutien du projet d'appui à la durabilité du CIR – a organisé une séance de travail pour élaborer une proposition de projet portant sur la dématérialisation, l'inclusion financière et la compétitivité. Le gouvernement a obtenu, en l'occurrence, une aide de la Banque africaine de développement (BAfD) d'un montant de 10 millions d'USD. Le projet promouvra l'inclusion financière numérique et développera l'environnement du commerce numérique en élaborant une politique de paiement en ligne solide et harmonisée. Le projet de la BAfD doit démarrer en 2022.



» [Pour en savoir plus](#)





“ La Stratégie nationale d’exportation II présente les stratégies et les programmes que les pouvoirs publics doivent mettre en place pour améliorer la compétitivité des exportations du Malawi au niveau mondial.¹¹ ”

S.E. M. Lazarus Chakwera,
Président du Malawi



La promotion de l'écotourisme en Sierra Leone contribue à la reprise post-COVID-19



Partenaires engagés:
Office national du
tourisme



Financement du CIR:
1 499 990 USD (sur un
budget de 1 717 605 USD)



Aperçu

Alors que la reprise post-COVID-19 est en cours, les industries touristiques des pays en développement, y compris la Sierra Leone, ont modernisé leur offre aux voyageurs en 2021. Parmi d'autres activités, une loi actualisée sur le tourisme a été élaborée et sera bientôt approuvée, tandis qu'un programme de petites subventions est en cours pour développer des sites d'écotourisme dans le pays. De plus, l'École de formation hôtelière et touristique a été rénovée, et le nouveau site Web de l'Office national du tourisme et du Ministère du tourisme est en ligne à l'adresse <https://ntb.gov.sl>.



» [Pour en savoir plus](#)





Les flux commerciaux agroalimentaires de la Zambie augmentent avec le passage aux permis électroniques

En bref



Le nombre de permis phytosanitaires traités a augmenté, et **les recettes ont été supérieures à 100% des objectifs**



91 inspecteurs phytosanitaires ont été formés à l'utilisation du guichet unique électronique de la Zambie



10 inspecteurs phytosanitaires principaux ont été formés aux négociations sur l'accès aux marchés



Une stratégie régionale pour la quarantaine phytosanitaire et la surveillance des organismes nuisibles a été élaborée pour les pays de la SADC



Partenaires engagés:

Projet cofinancé par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), mené par le Ministère du commerce et de l'industrie, en collaboration avec l'Organisation nationale de la protection des végétaux et l'Institut zambien de recherche agricole



Financement du CIR:
200 000 USD (sur un budget de 629 697 USD)

Financement du STDF:
254 675 USD



» [Pour en savoir plus](#)





“Maintenant nous avons tout ce dont nous avons besoin sur une seule plate-forme. Quand on a toutes les informations nécessaires pour demander un certificat phytosanitaire, un permis d’exportation ou d’importation, on le fait en ligne. Je peux le faire confortablement depuis chez moi, ou depuis mon bureau. Donc c’est beaucoup plus simple et bien mieux qu’avant.”¹²

Moffat Zulu, Khal Amazi Ltd., Zambie

© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Les négociants zambiens en produits agroalimentaires, comme le négociant en maïs Chrisan General Dealers, ou le géant des fleurs coupées Khal Amazi, ont vu leurs flux commerciaux et leurs recettes augmenter en 2021, alors que davantage de permis phytosanitaires électroniques étaient traités, et ce grâce aux inspecteurs phytosanitaires qui utilisent le guichet unique électronique de la Zambie.

Par le passé, l’agence phytosanitaire du pays ne disposait pas du savoir-faire ou des ressources nécessaires pour donner les moyens à ses inspecteurs de travailler avec le système de permis électroniques, ce qui freinait le commerce des produits agricoles. Les entreprises étaient soumises à une logistique

complexe, ce qui leur coûtait du temps et de l’argent. Cette situation s’est améliorée avec des formations ciblées sur les systèmes en ligne et la distribution de kits d’inspection phytosanitaire et d’outils TIC, avec le soutien du STDF et du CIR.

Une stratégie régionale de surveillance phytosanitaire a été élaborée pour la SADC, et, de plus, les inspecteurs phytosanitaires principaux du pays ont été formés aux négociations sur l’accès aux marchés. Des dossiers d’information sur les parasites du riz et des ananas sont maintenant prêts, ce qui signifie que les transformateurs et les négociants de produits agroalimentaires ont davantage de marchés mondiaux en vue.



Asie

15 416 662 d'USD investis
et 53 projets à ce jour



Aperçu



53 projets ont été lancés à ce jour dans **8 pays asiatiques**



4 nouveaux projets ont été approuvés dans **4 pays asiatiques**



“ Le rôle que le RCEP pourrait jouer dans la reprise postpandémie sera essentiel pour l’ASEAN et les PMA de l’ASEAN [...]. Le RCEP offrira des plates formes nationales et régionales pour la transformation structurelle des chaînes de valeur mondiales dans la reprise postpandémie.¹³

Shandre Thangavelu, Shujiro Urata et Dionisius A. Narjoko, Institut de recherche économique pour l’ASEAN et l’Asie de l’Est

© CIR/José Carlos Alexandre

Le Partenariat économique régional global (RCEP) est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022, rendant possible la plus grande zone de libre-échange du monde. L’accord concerne 2,3 milliards de personnes, y compris dans deux PMA – le Cambodge et la RDP lao –, et représente 12 700 milliards d’USD soit plus d’un quart du commerce mondial des biens et services, selon les données de la Banque mondiale.¹⁴ Le CIR, qui intervient dans huit PMA d’Asie, a fourni en 2021 les compétences et l’aide à la transformation numérique qui permettront aux pays de la région de tirer parti des opportunités d’intégration aux chaînes de valeur régionales et mondiales. En 2021, dans le cadre d’un projet du CIR, la CNUCED, en partenariat avec l’Institut

universitaire européen, a facilité un réexamen du RCEP pour les pays de la région. De plus, un projet régional du CIR a promu l’innovation numérique pour les pays d’Asie du Sud. Des femmes entrepreneurs d’Asie du Sud et du Sud-Ouest, notamment des pays du CIR (Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Maldives et Népal), ont été formées au commerce électronique dans le cadre d’une collaboration entre le CIR, la CESAP-ONU et d’autres partenaires. Le Timor-Leste s’est rapproché d’une adhésion au système commercial de l’OMC. En 2021, le CIR a aussi organisé, avec le Cambodge et l’Australie, un événement sur la manière dont l’Aide pour le commerce accélère la transition numérique dans les PMA.



Réduire la fracture numérique pour les femmes entrepreneurs en Asie du Sud



Partenaires engagés:

Projet mené par la CESAP-ONU, en collaboration avec le South Asian Women Development Forum, des associations professionnelles de femmes, les ministères du commerce, l'UNMO et les bureaux de pays de l'ONU



Financement du CIR:

498 300 USD (sur un budget de 698 300 USD)



Aperçu

En 2021, avec un modèle hybride, six formations au commerce électronique ont été délivrées par la CESAP-ONU, avec le soutien du CIR, à 369 femmes entrepreneurs d'Asie du Sud, y compris d'Afghanistan, du Bangladesh, du Bhoutan et du Népal. De plus, plus de 100 entrepreneurs des PMA asiatiques se sont inscrites sur le nouveau site web créé dans le cadre du projet wesellonline.org et ont mis à jour leur profil indiquant les produits et services proposés. Mettant à profit cette initiative pour développer les recettes des entreprises détenues par des femmes dans la région, le Secrétariat du Commonwealth prévoit de lancer conjointement des formations au commerce électronique. L'Association professionnelle des travailleurs à domicile du Népal, entre autres, est aussi intéressée.



» [Pour en savoir plus](#)



“ [Mon] entreprise emploie des femmes qui viennent de zones rurales. La formation en ligne sur le commerce électronique et le marketing numérique a aidé mon entreprise. Elle m’a aidée à entrer en contact avec des clients, et me permettra de trouver de nouveaux clients en Asie du Sud.¹⁵ ”

Tazima Majumdar, fondatrice de Needlecraft, Bangladesh



Le Népal lance une plate-forme de commerce en ligne pour les petits commerces

En bref



Lancement d'une plate-forme de commerce électronique avec plus de **100 produits de 60 MPME**



69 personnes et MPME ont reçu une formation sur le thème de l'information sur les marchés



Des règlements sur le commerce électronique ont été élaborés et sont prêts à être approuvés



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère de l'industrie, du commerce et des approvisionnements, en collaboration avec la Fédération de l'artisanat et des petites entreprises du Népal



Financement du CIR: 311 865 USD



» [Pour en savoir plus](#)



“ J’ai appris comment utiliser les outils en ligne pour mettre en valeur, présenter et promouvoir mes produits, [et j’ai] reçu plus de demandes. Si plus de personnes découvrent mes produits grâce au site Web, je recevrai plus de commandes.

*Sarada Adhikari,
propriétaire d’Unisha Gudiya, Népal*



© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Il y a plus de demandes que jamais pour les poupées et les coussins décoratifs faits main de l’entrepreneuse Sarada Adhikari: sa clientèle s’est développée grâce à la nouvelle plate-forme en ligne du Népal pour les MPME, qui a été lancée en 2021. Grâce à l’interface numérique, elle a davantage de possibilités de vendre à l’international.

Le secteur de l’artisanat et des petites entreprises du pays n’avait pas de plate-forme de commerce électronique complètement opérationnelle pour atteindre les marchés nationaux et régionaux. Les petites entreprises n’avaient pas les compétences techniques et le savoir-faire nécessaires pour faire basculer leur activité en ligne. Grâce à la plate-forme de commerce électronique du Népal, administrée par la Fédération népalaise de l’artisanat et des petites entreprises et soutenue par le CIR, les MPME

peuvent proposer leurs produits en ligne, participer à des foires commerciales en ligne et, dans le même temps, recevoir la formation nécessaire pour promouvoir et vendre leurs produits sur de nouveaux marchés à l’étranger.

La plate-forme fait partie d’un projet plus large au Népal et le pays doit bientôt adopter un projet de loi sur le commerce électronique, et, peu de temps après, le règlement d’application connexe. Les petites entreprises sont de plus en plus prêtes à passer au numérique, alors que l’intérêt s’accroît dans le réseau de la Fédération népalaise de l’artisanat et des petites entreprises, fort de 5 000 membres. Des services de paiement seront bientôt ajoutés à la plate-forme, ce qui permettra de faciliter encore davantage le commerce dans le pays.



Le Timor-Leste reçoit des soutiens et donne une impulsion à son processus d'accèsion à l'OMC



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère de la coordination des affaires économiques, en collaboration avec la Nouvelle-Zélande et l'OMC



Financement du CIR:

300 000 USD (sur un budget de 375 000 USD)



Aperçu

On observe un soutien public croissant à l'accèsion du Timor-Leste à l'OMC et à l'ASEAN, grâce aux efforts de sensibilisation menés par les pouvoirs publics, les milieux académiques, le secteur privé, la société civile et le Parlement, avec le soutien du CIR. Le processus d'adhésion a été couvert par Tatoly News et Naunil Media, et a présenté les bénéfices en termes de développement durable que la participation à un système mondial apporterait au pays. Les institutions du pays se sont ralliées derrière un plan stratégique et une feuille de route pour l'accèsion, et ont notamment mobilisé des soutiens pour des réformes au niveau national. Cela a inclus des préparations techniques – ateliers, consultations et dialogues diplomatiques – qui ont conduit à des progrès dans l'adhésion et la tenue, en juillet 2021, d'une deuxième réunion du Groupe de travail.



» [Pour en savoir plus](#)

*“ Cette réunion a confirmé que le Timor-Leste était déterminé à devenir Membre de l'OMC aussi rapidement que possible et qu'il était disposé à dialoguer avec les Membres afin de définir les futures modalités d'accèsion et de prendre les mesures nécessaires. J'ai bien noté que cet engagement bénéficiait d'un fort soutien de la part des Membres, qui sont désireux d'apporter leur contribution. ”*¹⁶

S.E. M. Rui Macieira, Ambassadeur du Portugal, Président du Groupe de travail sur l'accèsion du Timor-Leste à l'OMC, Suisse





» Pour en savoir plus

Cadre Intégré renforcé
@EIF4LDCs

Obtenir l'accès à l'[#Aideaucommerce](#) ou devenir membre de l'[@OMC_fr](#) nécessite une coordination et des synergies au niveau national.

Notre travail a commencé aujourd'hui au [#TimorLeste](#) pour atteindre ces objectifs avec le lancement d'un projet visant à ce que le pays rejoigne le système commercial de l'OMC.

[#InvestirdansleCommerce](#)



Rainokar Adhikari and 4 others
11:22 AM · Jun 30, 2021 · Twitter Web App

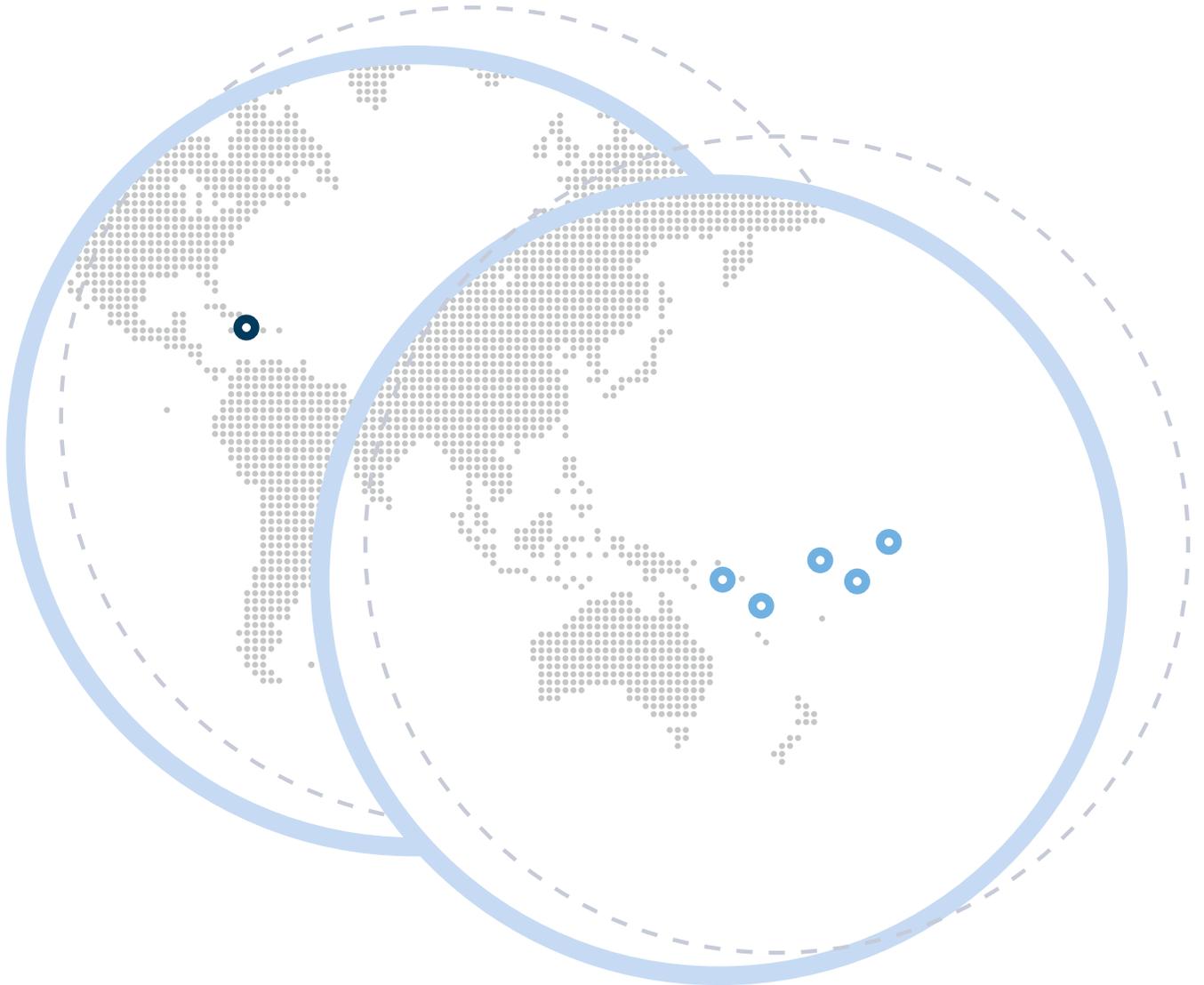
3 Retweets 1 Quote Tweet 17 Likes



Pacifique et Amériques

Pacifique: **10 003 807 d'USD** investis et **24 projets à ce jour**

Amériques (Haïti): **2 587 579 d'USD** investis et **6 projets à ce jour**



Aperçu



24 projets ont été lancés à ce jour dans 5 pays du Pacifique



1 nouveau projet a été approuvé dans les pays du Pacifique



“ Les dirigeants des îles du Pacifique qui se sont exprimés à l’Assemblée générale de l’ONU ont mis en avant la nécessité d’une solidarité, d’un engagement et de mesures à l’échelle mondiale pour faire face à la COVID-19 et aux changements climatiques, deux crises qui menacent le développement durable.¹⁷ ”

Les Cahiers de l’ONU, septembre 2021

© CIR/José Carlos Alexandre

En 2021, alors que se poursuivait la reprise après les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 et des récentes catastrophes naturelles, les États insulaires du Pacifique ont fait part de leurs préoccupations communes à l’Assemblée générale de l’ONU de 2021. Ils ont appelé les dirigeants mondiaux à investir et résoudre d’urgence les questions des changements climatiques et de la vulnérabilité économique. Le programme du CIR, qui travaille actuellement dans quatre pays du Pacifique, a continué de soutenir leur potentiel économique et leur redressement après les crises, obtenant des résultats sur des sujets prioritaires tels que le commerce électronique, l’infrastructure qualité et la facilitation des échanges. En 2021, dans le cadre d’un projet régional soutenu par le CIR, un réseau

concernant les normes et la qualité a été mis en place pour développer des secteurs économiques clés, tandis que les Îles Salomon recevaient une aide pour construire la première installation de transformation pour l’exportation de manioc surgelé vers les marchés internationaux. De plus, des plans nationaux sur le commerce et le tourisme aident à planifier la croissance durable aux Tuvalu, et de nouveaux modules en ligne facilitent le commerce au Vanuatu. Les témoignages du Pacifique figuraient aussi dans la campagne #Trade4LDCs. En Haïti, le seul pays du CIR des Amériques, des progrès ont été réalisés dans la mise à jour de la politique commerciale nationale (avec la CNUCED), ainsi que dans le renforcement des capacités du secteur de la pêche artisanale.



Lancement du réseau d'infrastructure qualité dans la Région Pacifique



Partenaires engagés:

Projet mené par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, en collaboration avec Standards Australia, l'Institut national de mesure, l'Institut allemand de métrologie (Physikalisch-Technische Bundesanstalt) et le Système d'accréditation conjoint Australie-Nouvelle-Zélande



Financement du CIR:

1,5 million d'USD (sur un budget de 2 774 millions d'USD); cofinancement de l'Allemagne, de l'Australie, du Japon et de l'Union européenne (UE)

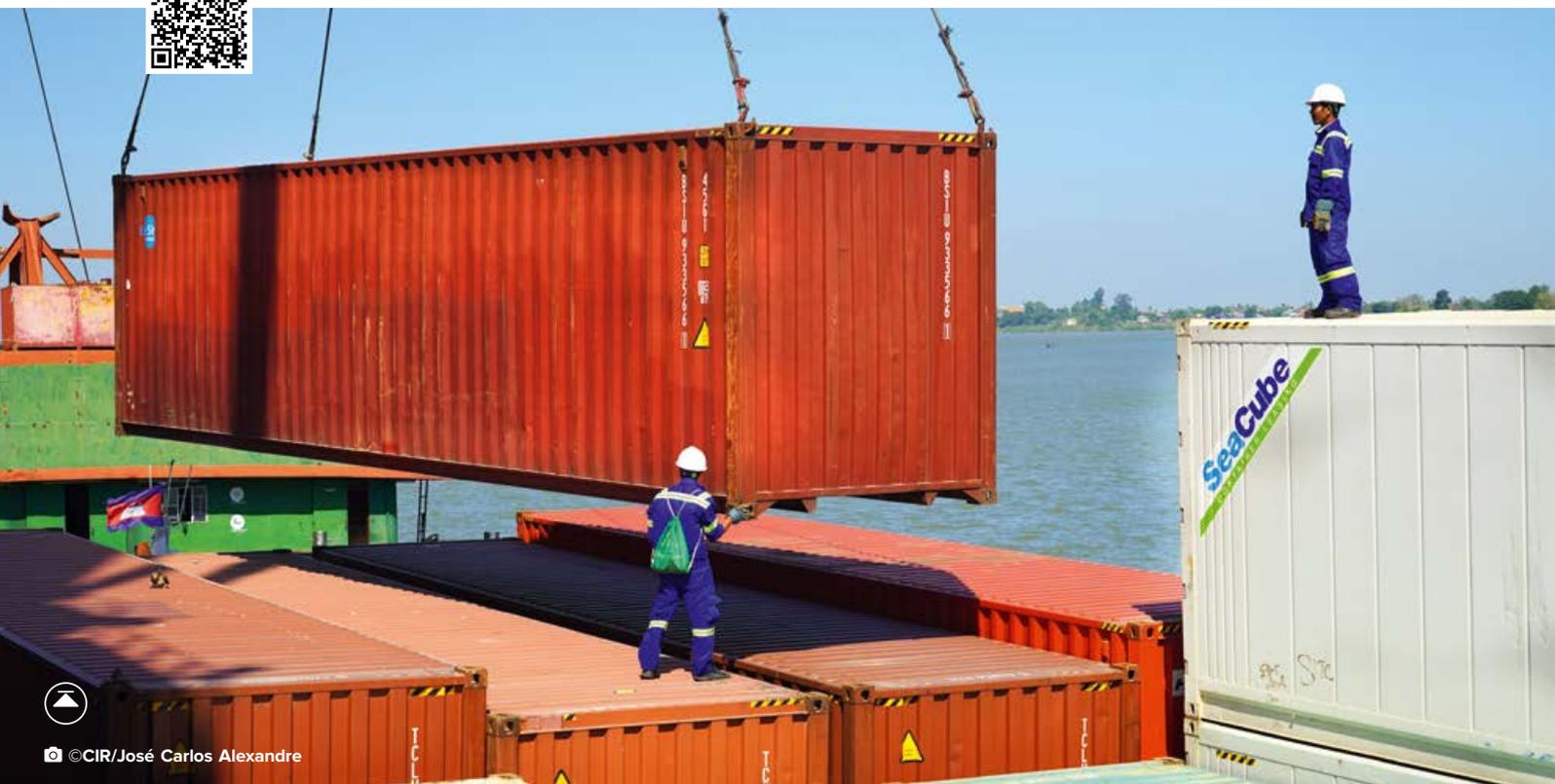


Aperçu

Un réseau régional d'infrastructure qualité a été mis en place en 2021 avec une série d'ateliers techniques et de dialogues nationaux. Les secteurs public et privé du Pacifique ont maintenant une meilleure connaissance de l'importance de la qualité des produits et des services liés à la qualité, et en particulier des normes reconnues et des procédures d'essai fiables. Une analyse des chaînes de valeur visant à identifier les difficultés en matière de qualité dans les secteurs économiques essentiels pour la région est en cours, notamment aux Kiribati, aux Îles Salomon, aux Tuvalu et au Vanuatu, et vise leurs productions respectives de noix de coco, de kava, de fruit de l'arbre à pain et de manioc. Cette initiative à l'échelle régionale, menée par le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, aux côtés du CIR et avec un co-financement de l'Australie, et soutenue financièrement par l'Allemagne et par l'UE, a aussi obtenu des financements du Japon en 2021. Cette approche permet de tirer parti des économies d'échelle et entraînera une augmentation des transactions commerciales, la création de nouveaux emplois et une hausse des revenus pour les producteurs.

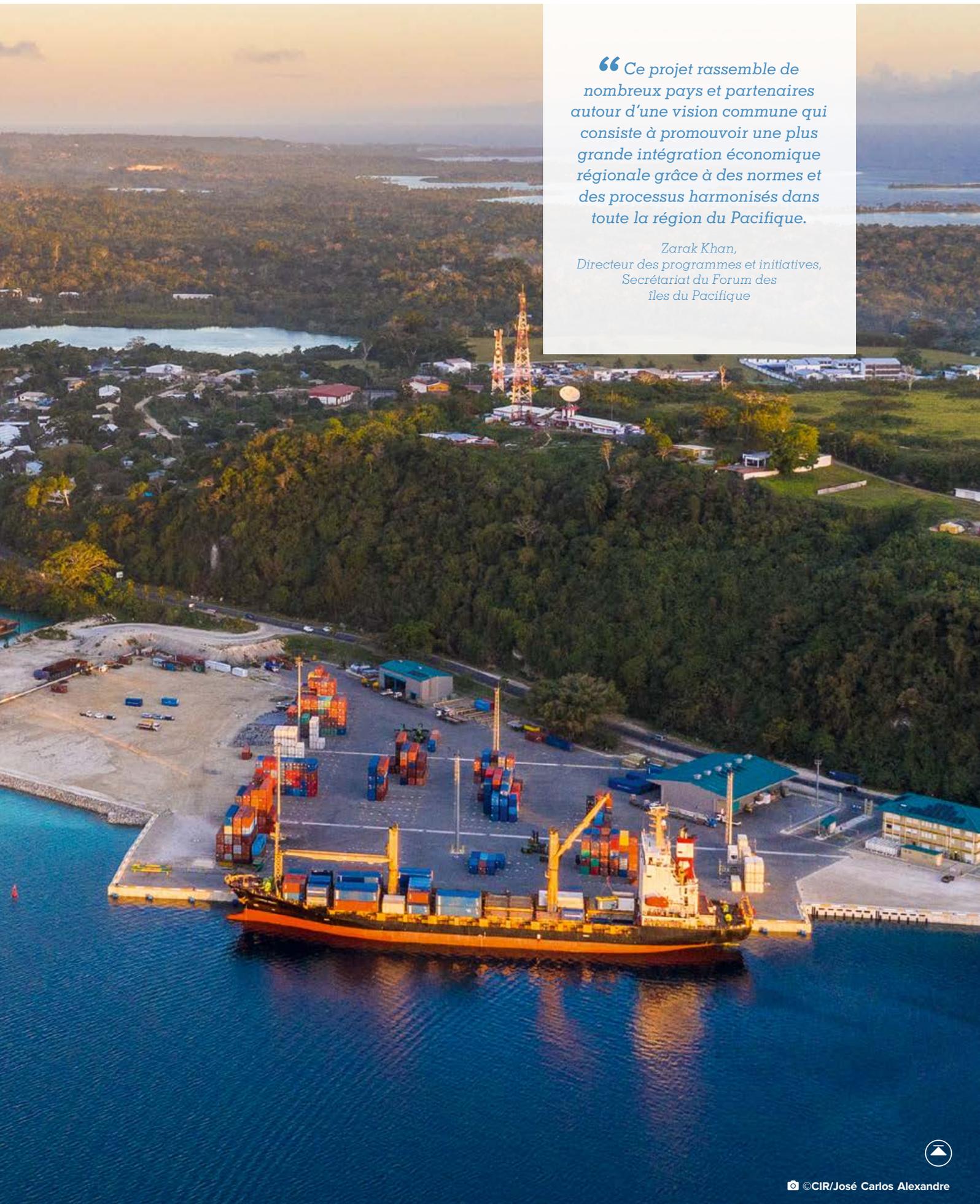


» [Pour en savoir plus](#)



“ Ce projet rassemble de nombreux pays et partenaires autour d’une vision commune qui consiste à promouvoir une plus grande intégration économique régionale grâce à des normes et des processus harmonisés dans toute la région du Pacifique.

Zarak Khan,
Directeur des programmes et initiatives,
Secrétariat du Forum des
îles du Pacifique



Construction de l'installation de transformation salomonienne pour l'exportation de manioc



Partenaires engagés:
Projet mené par le Ministère des affaires étrangères et du commerce extérieur



Financement du CIR:
1,5 million d'USD



En bref



55 nouveaux emplois ont été créés en lien avec l'intervention du CIR (plus de la moitié pour des femmes)



80 tm de manioc et 40 tm de taro ont été plantés dans le cadre de l'intervention du CIR



Des quantités additionnelles de manioc surgelé ont été exportées des Îles Salomon vers l'Australie en 2021



➤ [Pour en savoir plus](#)





Récit

L'exploitation agricole de Sape produit du manioc et des pommes de terre dans l'une des plus grandes îles des Salomon. Elle est située à l'extérieur de la commune d'Honiara. Un plan pour transformer le manioc en vue de l'exportation était prêt et une évaluation du CIR en 2021 a mis en évidence des difficultés qui existaient dans l'achat d'équipement pour renforcer les capacités de transformation de l'exploitation. En 2021, le soutien du CIR a permis à l'exploitation d'acheter des machines pour transformer le manioc et produire de la farine de manioc. Ainsi,

l'exploitation agricole de Sape aura la première installation de transformation du manioc du pays, y compris des machines de conditionnement, ce qui créera des emplois pour une population rurale, en particulier des ouvrières. De plus, l'achat – grâce au soutien du CIR – de nouveaux tracteurs et motoculteurs pour deux exploitations permettra de produire du manioc et du taro à vendre à Sape, qui pénètre des marchés d'exportation plus importants en Australie.



Les stratégies nationales des Tuvalu en matière de commerce et de tourisme pour un avenir durable



Partenaires engagés:

Projet mené par le PNUD, en collaboration avec le Ministère de la pêche et du commerce, la CESAP-ONU et l'Organisation du tourisme du Pacifique



Financement du CIR:

1,5 million d'USD
(sur un budget de 2,35 millions d'USD)

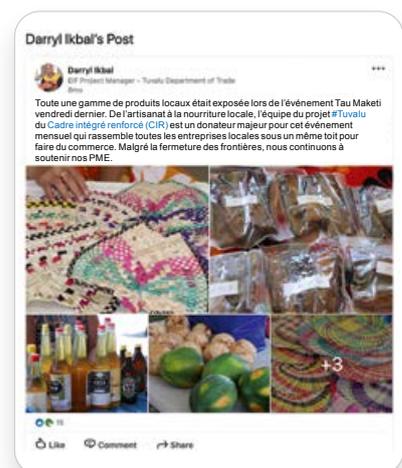


Aperçu

La Stratégie nationale de développement du commerce des Tuvalu a été élaborée en 2021 avec la CESAP-ONU, et un atelier de lancement et de validation a été organisé pour les partenaires nationaux, régionaux et internationaux. Parmi les points forts, l'accent a été mis sur un commerce «intelligent sur le plan climatique» et sensible à la dimension de genre, ainsi que l'exploitation des possibilités offertes par le commerce électronique et le développement des exportations, notamment la pêche, le tourisme et les services. La Politique des Tuvalu en matière de tourisme durable, élaborée en 2021 avec le soutien de l'Organisation du tourisme du Pacifique, sera bientôt lancée à son tour. Des initiatives de plus grande ampleur sont en cours grâce au soutien constant du CIR, y compris l'organisation du premier d'une série d'ateliers visant à promouvoir l'investissement du secteur privé dans les secteurs de production et d'exportation. En 2021, la sensibilisation via les réseaux sociaux a contribué à générer de l'intérêt pour les produits locaux, des chips de fruits de l'arbre à pain au sirop de palme rouge («red toddy syrup»), sur les marchés locaux et d'exportation.



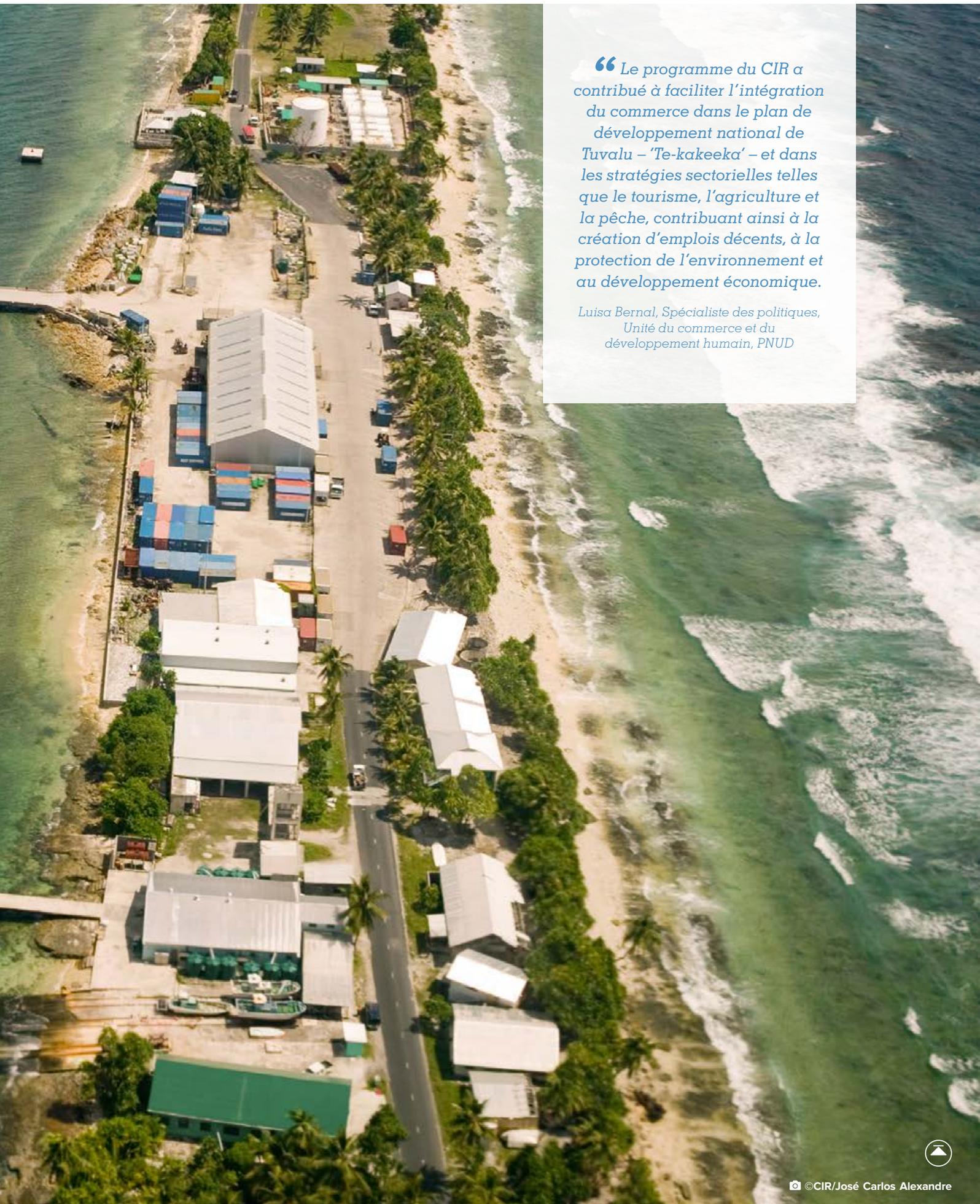
» [Pour en savoir plus](#)



» [Pour en savoir plus](#)

» [et ici](#)





“ Le programme du CIR a contribué à faciliter l’intégration du commerce dans le plan de développement national de Tuvalu – ‘Te-kakeeka’ – et dans les stratégies sectorielles telles que le tourisme, l’agriculture et la pêche, contribuant ainsi à la création d’emplois décents, à la protection de l’environnement et au développement économique.

Luisa Bernal, Spécialiste des politiques,
Unité du commerce et du
développement humain, PNUD



Le processus de sortie de la catégorie des PMA

En 2021, le CIR a continué de soutenir les pays sortant de la catégorie des PMA dans leur transition, en collaboration avec l'OMC. Ce soutien a contribué à renforcer les capacités de participation, avec près de 100 interventions de la part des PMA à l'OMC sur les questions de sortie de la catégorie des PMA, ainsi qu'une meilleure compréhension et une meilleure préparation au niveau des pays. Des analyses de marché par pays ont été produites pour l'Angola, le Bangladesh, le Bhoutan, les Îles Salomon, les Kiribati, le Myanmar, le Népal, la RDP lao, Sao Tomé-et-Principe, le Timor-Leste, les Tuvalu et le Vanuatu. Cela était en sus des analyses produites pour les cinq PMA qui avaient satisfait aux critères pour sortir de la catégorie des PMA pour la première fois (le Cambodge, les Comores, Djibouti, le Sénégal et la Zambie). Dans le cadre d'une nouvelle [série d'articles publiés par le CIR](#), l'accent a été mis sur les incidences de la sortie de la catégorie des PMA sur le commerce dans les secteurs du textile et des vêtements. La note de synthèse sur le Bangladesh met en lumière le rôle de moteur de développement socioéconomique du secteur du vêtement du pays, tourné vers l'exportation, et la manière dont il a contribué à ce que le retrait du pays de la liste des PMA intervienne dans les prochaines années.



Aperçu



6 documents de politique nationale supplémentaires traitent à présent des questions de sortie de la catégorie des PMA



2 pays ayant quitté la catégorie des PMA ont continué à recevoir un soutien du CIR

Trois nouveaux projets du CIR à destination des pays sortant de la catégorie des PMA ont été approuvés en 2021, ainsi qu'un projet sur les changements climatiques et le commerce qui vise à élaborer une feuille de route pour un processus de sortie de la catégorie des PMA sans heurt, tant au niveau du climat que de l'architecture du commerce.

“ Avec un tiers des PMA sur le point de changer de statut, la sortie de la catégorie des PMA est devenue une priorité importante pour les PMA, laquelle a été réaffirmée dans la dernière Déclaration des Ministres du commerce des PMA. Nous devons faire en sorte que le reclassement se fasse sans heurt et soit durable pour améliorer notre intégration dans l'économie mondiale.¹⁸

*S.E. M. Ahmad Makaila,
Ambassadeur du Tchad et Coordonnateur
du Groupe des PMA à l'OMC, Suisse*

Soutien au reclassement dans le cadre des projets du CIR

NOUVEAU PROJET
APPROUVÉ EN 2021

La mise à jour de l'ÉDIC au Bangladesh aboutira à la création d'une feuille de route sur le commerce pour un processus de reclassement durable et de feuilles de route concernant 12 secteurs importants du pays au vu des difficultés que rencontrera le Bangladesh à sa sortie de la catégorie des PMA en 2026 et des possibilités qui s'ouvriront à lui. Cet exercice sera complété par l'examen des politiques de transformation de la production mené par l'Organisation de coopération et de développement économiques, et par l'élaboration d'une stratégie pour un reclassement sans heurt avec le soutien du

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

Au Bhoutan et au Népal, les projets d'appui à la durabilité soutenus par le CIR aideront les deux pays à préparer et mettre en œuvre leur stratégie de reclassement.

Le projet de commerce sans papier du CIR, mené par la CESAP-ONU, porte aussi sur quatre PMA en cours de reclassement – le Bangladesh, le Bhoutan, le Népal et le Timor-Leste.



Pays fragiles et touchés par les conflits

En 2021, le CIR a continué à défendre le rôle du commerce comme outil pour la paix dans les PMA, aux côtés de partenaires nationaux et internationaux. Comme l'a mis en évidence l'évaluation externe du CIR, il est toujours nécessaire de fournir un soutien aux capacités institutionnelles, avec un engagement encore plus étroit pour les pays en situation de fragilité et de conflit. En 2021, de nouvelles difficultés sont apparues en lien avec l'instabilité de la situation en Afghanistan et au Myanmar, ainsi qu'au Burkina Faso, en Éthiopie, en Guinée, au Mali et au Soudan. Le CIR applique des procédures de gestion des risques, ce qui inclut d'adapter l'utilisation des ressources du CIR, par exemple en coopérant avec les organismes sur le terrain.

Le CIR a pu maintenir ses activités dans de nombreux pays en situation de fragilité et de conflit au cours de l'année. Cela montre la résilience des équipes locales et le rôle clé des partenariats du CIR, tel que le partenariat avec le PNUD au Soudan du Sud et les partenariats en Haïti, où le Japon a mobilisé 0,5 million d'USD pour le projet du CIR sur la pêche. De plus, grâce au soutien du CIR par le biais de la Banque mondiale, la Somalie recevra une assistance pour renforcer ses capacités institutionnelles en lien avec l'accèsion à l'OMC et l'intégration du commerce. L'ÉDIC et la stratégie touristique en cours d'élaboration au Burundi – avec le soutien du CIR – vont aussi aider le pays à renforcer son secteur commercial, après l'instabilité récente. En 2021, en République centrafricaine, le projet du CIR a fait apparaître une nouvelle génération de producteurs dans le secteur du maïs, renforçant ainsi les liens communautaires pour surmonter les divisions créées par le conflit. Ces initiatives ont contribué à favoriser la mise en place de politiques et d'infrastructures pour permettre aux pays de commercer en période post-conflit, ce qui va dans le sens de l'ODD sur la paix, la justice et les institutions efficaces.



Aperçu



Des projets du CIR sont en cours dans **23 pays** fragiles et touchés par les conflits



2 nouveaux pays du CIR sont considérés comme fragiles et touchés par les conflits en 2021¹⁹

“ La production de maïs peut réduire le poids de la pauvreté sur les populations rurales qui sont les plus touchées par la violence des groupes armés. L'espoir et l'intérêt des populations pour le projet sont grands chaque fois que nous leur rendons visite.²⁰ ”

Edmond Mologodo, coordonnateur de projet,
Ministère du commerce et de l'industrie,
République centrafricaine

» [Pour en savoir plus](#)





Aider les MPME à prospérer

Pour les MPME, la capacité à se remettre des chocs économiques, sanitaires ou climatiques actuels est étroitement liée à leur compétitivité, ainsi que l'a mis en évidence la publication de l'ITC «Perspectives de la compétitivité des PME 2021». ²¹ Les entreprises des pays pauvres qui peuvent compter sur les capacités, les réseaux et les outils leur permettant de répondre aux exigences du marché sont plus à même de répondre aux difficultés; c'est cette approche qui sous-tend l'appui du CIR aux PMA en matière de politiques, de sensibilisation et de projets en 2021. Cela inclut [l'événement du Forum public de l'OMC](#) intitulé «Perspectives de renforcement de la résilience des MPME face aux crises», présenté dans le cadre d'un partenariat entre la Finlande et l'ITC. Le CIR a aussi publié en 2021 une série de notes de synthèse, notamment sur [l'habillement](#) et le [tourisme durable](#), où figurent des réflexions sur les politiques et des solutions pouvant avoir un effet positif sur les MPME dans ce secteur. De plus, huit articles présentant des MPME florissantes dans les chaînes de valeur agroalimentaires ont été publiés dans les [Nouvelles du commerce pour le développement](#). La deuxième édition de la campagne #PowerUpTrade du CIR, qui a eu lieu en 2021, a aussi présenté les récits de 13 entrepreneurs de huit pays, et expliqué comment ils avaient adapté leur activité aux réalités de la pandémie.



Aperçu



Au total, **3 634 MPME** ont été soutenues



29 nouveaux projets approuvés prévoient un volet spécifique sur les MPME

Les projets du CIR de 2021 ont fourni les cadres appropriés, les formations professionnelles et l'accès aux réseaux professionnels et aux innovations technologiques qui ont aidé les MPME à renforcer leurs activités face à des chaînes de valeur mondiales perturbées et à des coûts du commerce plus élevés. Ils se sont traduits par: un nouveau contrat pour les récolteurs de karité du Burkina Faso; la génération de revenus supplémentaires grâce à l'artisanat en RDP lao; des commandes commerciales découlant de l'analyse des marchés en Zambie; et une intégration dans le secteur formel à Djibouti. En 2021, 29 nouveaux projets du CIR qui permettront de promouvoir davantage le développement des MPME ont été approuvés. Les projets du CIR sur l'agriculture ont quant à eux promu l'ODD 2 «Faim zéro».



» [Pour en savoir plus](#)



“ La pandémie nous a appris que renforcer la résilience des MPME en amont des chocs peut vraiment être payant – et nous devons tirer ces enseignements dès à présent, de sorte que les MPME soient préparées pour les crises futures, y compris celles déclenchées par les changements climatiques.²² ”

Pamela Coke-Hamilton,
Directrice exécutive, ITC



Les MPME en Afrique de l'Ouest développent leurs compétences pour accéder aux marchés mondiaux du karité

En bref



Les MPME dans le secteur du karité ont augmenté leur production de **6 575 tm**, contribuant à la création de 1 079 nouveaux emplois par des coopératives de femmes



681 contrats commerciaux et des exportations vers 11 pays pour un montant de plus de 6 millions d'USD



36 entrepôts ont été établis pour permettre aux coopératives de femmes d'améliorer le stockage et la qualité des produits



17 976 femmes ont reçu une formation pour améliorer les compétences leur permettant de participer à la chaîne de valeur



Partenaires engagés:

Projet mené par l'AGK, en collaboration avec les acteurs de la chaîne de valeur du karité et l'Agence des États-Unis pour le développement international



Financement du CIR:

2,5 million d'USD (sur un budget de 3,6 millions d'USD)



» [Pour en savoir plus](#)

“ Cette collaboration [par le biais du projet] [...] témoigne de toute l'importance que nous accordons à ces partenariats qui sont des investissements fondamentaux dans le secteur du karité et rappelle l'engagement des parties prenantes en faveur de la vision consistant à rendre cette filière plus durable.²³ ”

Mamatou Djaffo, représentante d'un groupe de femmes du Comité exécutif de l'AGK, Burkina Faso





© CIR/Olivier Girard

Récit

Pour le Réseau des productrices de beurre de karité des régions des Hauts Bassins et des Cascades – un réseau de 21 205 récoltantes et transformatrices de karité de Bobo Dioulasso (Burkina Faso) – en 2021, il y avait lieu de se réjouir. Un contrat de 62 000 EUR a été conclu avec une entreprise basée en France pour la fourniture de 20 tonnes de beurre de karité après une présentation remarquée à la foire commerciale intra-africaine.

Ces dernières années, faute de lieux où stocker ou transformer les produits du karité et en l'absence d'aide aux entreprises, les MPME et les coopératives – qui, en Afrique de l'Ouest, comptent essentiellement des femmes – ne pouvaient pas atteindre leur plein

potentiel. À présent, au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Togo, l'AGK, avec la contribution du CIR, a créé de nouveaux entrepôts et centres de transformation, et a organisé des formations et des activités de promotion commerciale au niveau des pays.

Avec six manuels d'exportation à jour pour l'Afrique et l'Asie, les MPME ont augmenté leurs ventes de karité en Afrique et envisagent de tirer parti des nouvelles possibilités en termes de politique commerciale et de promotion qui s'offrent en Inde et en Corée du Sud. Pour l'avenir, des produits comme l'huile de karité ajouteront davantage de valeur dans cette chaîne de valeur dynamique.



Augmentation des revenus et de la productivité des MPME en RDP lao

En bref



Les ventes en ligne réalisées par les producteurs d'artisanat ont augmenté les revenus dans les villages de 11%



Une formation sur l'artisanat textile a été dispensée à 120 villageois (**dont 95% de femmes**) de 6 villages



Au total, **135 ménages agricoles** ont été formés aux bonnes pratiques agricoles et reçu des semences, ce qui a conduit à une augmentation des récoltes de riz de 86%, de 3 tm/ha à environ 5,6 tm/ha



52 producteurs de maïs ont reçu une formation, ce qui a permis d'augmenter la récolte de maïs de 81%, de 4,5 tm/ha à environ 8,15 tm/ha



Le plan d'activité stratégique de l'association des producteurs de thé nouvellement créée a été lancé



Partenaires engagés: Projet mené par l'UNMO, en collaboration avec des partenaires de développement et des acteurs des secteurs de l'artisanat, du thé, du riz et du maïs



Financement du CIR: **1,8 million d'USD** (sur un budget de 2,4 millions d'USD)



» [Pour en savoir plus](#)

» [et ici](#)





“ Au cours des 15 derniers mois, nous avons acheté beaucoup de produits sur ces marchés. Deux villages tissent du coton et produisent beaucoup de textiles. Nous avons donc passé des commandes pour leur acheter des jupes et des tapisseries.²⁴ ”

Helen Pengson-Orbe, Ock Pop Tok, RDP lao

© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Dans six villages de trois provinces du nord de la RDP lao, les ouvrières du textile ont constaté avec satisfaction une augmentation de leurs revenus en 2021 – à raison de 11% – grâce aux ventes sur la boutique en ligne de la marque locale Ock Pop Tok et dans les foires commerciales locales. Grâce à des formations et à l'accès aux marchés et aux réseaux, les MPME des secteurs agroalimentaire et textile peuvent maintenant prospérer.

De nombreux groupes, en particulier des femmes, de Luangnamtha, d'Oudomxay et de Phongsaly – des provinces principalement situées sur les hauts plateaux – ont longtemps été confrontés à des niveaux de pauvreté élevés, assortis de perspectives limitées. Avec le soutien des pouvoirs publics et le financement

du CIR, la productivité augmente dans les secteurs visés par des objectifs de croissance. Les rendements des récoltes de riz et de maïs ont aussi augmenté de plus de 85% en 2021, en particulier pendant la saison sèche, grâce à de nouvelles variétés de semences et de nouvelles pratiques.

À la suite de formations sur les techniques de teinture naturelle, la création de motifs, le calcul des coûts des produits et le contrôle qualité, les artisans de villages ont été mis en contact avec des acheteurs lors de foires commerciales locales. Les ménages agricoles reliés à des meuniers, des transformateurs et des négociants peuvent à leur tour tirer parti de ces nouvelles perspectives commerciales.



Les petites entreprises zambiennes s'appuient sur l'analyse de marchés pour participer au commerce transfrontalier



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce et de l'industrie, en collaboration avec l'Agence de développement de la Zambie et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit



Financement du CIR:

1,798 million d'USD (sur un budget de 2,278 millions d'USD)



Aperçu

Une étude de marché a été menée en 2021 par l'Agence de développement de la Zambie et le Département du commerce extérieur dans la région du Katanga, en République démocratique du Congo. Elle a conclu que le pays importait la plupart de ses produits de grande consommation, qu'il s'agisse de produits agricoles ou manufacturés. L'étude, financée par le CIR, proposait des solutions de commercialisation, comme des campagnes publicitaires, qui permettraient de tirer parti de l'immense potentiel commercial que représentait la République démocratique du Congo pour la Zambie. À la suite de cette étude, une mission commerciale rassemblant un nombre record de 58 PME a eu lieu en 2021 – grâce à des fonds recueillis auprès d'entreprises, de la Finlande, et ABSA Bank Zambie. Cette mission a abouti à des perspectives commerciales pour 43 millions d'USD et à des commandes confirmées pour 20 millions d'USD.



Les MPME de Djibouti s'assurent des perspectives commerciales en rejoignant le secteur formel



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce, en collaboration avec l'Office djiboutien de la propriété intellectuelle



Financement du CIR:

1,5 million d'USD (sur un budget de 2,39 millions d'USD)



Aperçu

Des acteurs majeurs des milieux économiques se sont réunis à Djibouti pour finaliser un Plan directeur sur l'officialisation du secteur de l'art et de l'artisanat et ont, en coopération avec le Centre pour le leadership et l'entrepreneuriat, lancé des formations ciblées sur l'orientation vers le marché et le développement du secteur.

En 2021, 800 MPME se sont enregistrées auprès de l'Office djiboutien de la propriété industrielle et commerciale, et ont fait passer leurs activités du secteur informel au secteur formel, dans le cadre de l'initiative soutenue par le CIR. Le projet se rapproche ainsi de son objectif de toucher 2 000 opérateurs économiques, dont une moitié de femmes.



Gros plan sur l'autonomisation économique des femmes

Les réalités économiques et sociales de la pandémie de COVID-19 ont continué d'affecter sérieusement les résultats commerciaux des PMA, en particulier pour les productrices, les entrepreneuses et les commerçantes intervenant dans les chaînes de valeur mondiales. L'initiative du CIR «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges», qui aide à améliorer l'environnement réglementaire, à supprimer les obstacles à l'autonomisation économique des femmes et à augmenter la participation au commerce, a célébré en 2021 son deuxième anniversaire, qui a été marqué, entre autres, par la tenue d'un événement spécifique à l'occasion de la [Journée internationale des femmes](#), qui a été organisé en étroite coopération avec les partenaires – ITC, Forum East African Women in Business (EAWIBP), UIT, Banque mondiale des femmes, CNUCED et RDP lao –, et auquel ont participé plus de 100 personnes. Outre les six projets du CIR menés dans le cadre de l'initiative, en 2021, plus d'une centaine de projets en cours intègrent la dimension du genre. Par la suite, les portraits de six commerçantes ont été publiés dans les [Nouvelles du commerce pour le développement](#) et sur les réseaux sociaux.



Points marquants des résultats cumulés pour l'ensemble des projets du CIR



Plus de 113 000 femmes ont été formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur, de manière à pouvoir développer leurs activités et accéder à de nouveaux marchés (24 526 en 2021)



Plus de 12 000 femmes ont adopté de nouvelles technologies pour accroître la quantité et la qualité de leurs produits (2 122 en 2021)



Plus de 1 100 femmes ont participé à des foires commerciales avec le soutien du CIR, générant plus de 600 millions d'USD de commandes à l'exportation dans le cadre de projets du CIR (336 de plus en 2021)



16 politiques liées au commerce et à l'investissement **sensibles aux disparités** entre les sexes ont été mises au point dans les PMA (une nouvelle en 2021)



Un cofinancement de plus de **1 million d'USD** a été mobilisé pour les projets de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges»

[Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges](#), deux ans après

Autonomisation économique des femmes



Plus de 30 000 femmes
ont reçu une aide en 2021



38 nouveaux projets
approuvés incluent une aide à
destination des femmes

Aperçu

En 2021, les projets du CIR ont permis aux commerçantes du secteur du karité au Burkina Faso, au Soudan du Sud et en Ouganda de dégager des revenus plus élevés et à des travailleuses et productrices du Timor-Leste et d'Éthiopie d'augmenter leurs exportations de café et de fleurs. Le programme du CIR a aussi créé un espace où les commerçantes pouvaient s'épanouir, avec le lancement de la plate-forme SheTrades de l'ITC au Rwanda, qui leur permet de développer leurs réseaux commerciaux. En 2021, des recherches menées dans le cadre d'un projet dirigé par l'UIT sur les femmes et l'économie numérique sont parvenues à des conclusions encourageantes, selon lesquelles plus de 50% des cadres réglementaires et de politiques générales du Burundi font référence au genre, et plus de 80% en Éthiopie. En 2021, 38 projets du CIR ont été approuvés, qui visent à favoriser l'autonomisation économique des femmes dans les pays pauvres et à faire fond des vastes efforts déployés dans le cadre du programme pour promouvoir l'ODD 5 sur l'égalité des sexes.



Les femmes du Burkina Faso dégagent des rendements plus élevés du karité

En bref



Plus de **1 307 tm** de beurre de karité et 57 tm de savon au karité ont été produites en 2021



Depuis 2019, avec l'aide fournie dans le cadre du projet, plus de **5 660 tm** de karité ont été produites, et le beurre de karité a été exporté du Burkina Faso vers 11 marchés internationaux (3 nouveaux marchés en 2021), pour une valeur totale de 3,39 millions d'USD



159 acteurs ont été formés aux bonnes pratiques concernant la fabrication, la commercialisation et le commerce électronique; et plus de 2 500 emplois directs en lien avec le projet ont été créés



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, en collaboration avec les acteurs de la chaîne de valeur du karité et les associations professionnelles



Financement du CIR:

1,49 million d'USD (sur un budget de 3,41 millions d'USD) cofinancé par le Luxembourg et le Burkina Faso



» [Pour en savoir plus](#)





“ Le projet a eu une incidence positive sur nos activités. Il a grandement aidé à résoudre nos problèmes de capacités techniques et matérielles. Nos recettes commerciales ont augmenté, de même que notre visibilité et la qualité des produits, tandis que les conditions de travail se sont améliorées.²⁵ ”

Sophie Gouba, Fondatrice de Yehush, Burkina Faso

© CIR/Olivier Girard

Récit

Au Burkina Faso, Yehush, une entreprise d'agro-alimentaire et de soins de beauté fondée par Sophie Gouba, a enregistré une croissance record en 2021, ce qui a permis à cette entrepreneuse d'employer cinq fois plus de personnel et de travailler avec environ 100 femmes à la production de savon au karité. La capacité de production a augmenté, le chiffre d'affaires atteignant 500 000 FCFA par semaine, au lieu de 500 000 par mois.

La demande mondiale de karité a augmenté, mais les petits transformateurs intervenant dans la chaîne de valeur – au Burkina Faso, principalement des femmes des communautés rurales – ne disposaient pas jusqu'à présent des techniques ou des installations qui leur permettraient de tirer parti des marchés étrangers. Aujourd'hui, les pouvoirs publics, avec des

financements du CIR et du Luxembourg, ont déployé des aides pour que les PME et les transformateurs modernisent leur équipement, ainsi que l'étiquetage et le conditionnement des produits, tout en formant aussi les acteurs du secteur.

En outre, une nouvelle Stratégie nationale pour le développement du secteur du karité (2022-2026) a été élaborée, et une plate-forme de commerce électronique a été mise en place, ainsi qu'un portail commercial consacré aux produits du karité. La deuxième édition de l'Exposition internationale sur le karité a aussi eu lieu en 2021. En conséquence, les exportations à valeur élevée de karité vers l'Allemagne, le Danemark, les États-Unis, la France, le Maroc, le Niger et les Pays-Bas sont florissantes.



Les transformatrices obtiennent de meilleurs prix sur le beurre de karité au Soudan du Sud et en Ouganda

Aperçu

Les transformatrices de karité d'Arua, dans le Nord de l'Ouganda, ont augmenté leur revenu saisonnier en 2021 de plus de 50%, grâce à une nouvelle technologie d'extraction de l'huile de karité. Dans le cadre de l'initiative soutenue par le CIR, 4 022 productrices et producteurs du Soudan du Sud et d'Ouganda ont acquis les compétences nécessaires pour constituer des coopératives, et près de la moitié d'entre eux ont été formés à la collecte, à la récolte et au traitement après récolte du karité à un niveau professionnel. Ces acteurs, en majorité des femmes, disposent maintenant des compétences leur permettant de se conformer aux meilleures pratiques du secteur, et d'un soutien pour pratiquer le commerce des noix de karité, avec un effet d'entraînement sur les revenus des ménages, qui progressent. De plus, les ressources sont mises en commun dans les communautés pour répondre aux besoins financiers à court terme, tels que l'achat de fournitures scolaires pour les enfants, les frais de scolarité ou les frais médicaux. En 2021, la branche Sud-Soudanaise du projet a mobilisé un soutien supplémentaire de 5 millions d'USD par l'intermédiaire du projet de l'EAWIBP.



Partenaires engagés:

Projet mené par le Forum des femmes entrepreneurs d'Afrique de l'Est (EAWIBP), en collaboration avec l'Association des femmes entrepreneurs de l'Ouganda (UWEAL) et l'Association des femmes entrepreneurs du Soudan du Sud (SSWEA), ainsi que les gouvernements du Soudan du Sud et de l'Ouganda



Financement du CIR:
450 115 USD (sur un budget de 550 593 USD)



» [Pour en savoir plus](#)



Les productrices d'Éthiopie et du Timor-Leste accèdent aux marchés du commerce équitable



Partenaires engagés:

Projet mené par Fairtrade Australie-Nouvelle-Zélande (Fairtrade ANZ), en partenariat avec les gouvernements d'Éthiopie et du Timor-Leste



Financement du CIR:

400 000 USD
(sur un budget de 450 000 USD),
contribution en nature de Fairtrade ANZ



Aperçu

Les femmes qui travaillent dans le secteur des fleurs coupées en Éthiopie ont pu générer des revenus supplémentaires en 2021, grâce aux 22 000 tiges supplémentaires vendues sur un nouveau marché australien. Cela est dû aux formations dispensées aux producteurs par Fairtrade ANZ – avec des financements du CIR – sur le processus de dévitalisation, un traitement appliqué aux fleurs avant exportation. Pour favoriser de futurs liens commerciaux, une étude de suivi de l'empreinte carbone de l'exportation de fleurs d'Éthiopie en Australie est en cours d'élaboration. Au Timor-Leste, les producteurs de la chaîne de valeur du café, dont une majorité de productrices, ont pu exporter vers les États-Unis, le Canada et le Japon, 10 conteneurs de café certifié équitable et biologique, pour un montant total de 525 436 USD. De plus, des importateurs d'Australie et de Nouvelle-Zélande sont en train d'évaluer des échantillons de café de fin de récolte au Timor-Leste. Dans le cadre de l'objectif plus large de promotion de l'égalité des sexes dans les pays visés, l'ouverture d'une école de cadres destinée aux femmes est prévue en 2022.



» [Pour en savoir plus](#)

“ Le partenariat avec le CIR dans le domaine du commerce équitable permet de construire un avenir plus juste pour les productrices d'Éthiopie et du Timor-Leste. L'autonomisation des communautés grâce à des formations et à un soutien adapté a contribué à réaliser le potentiel d'exportation dans les secteurs des fleurs et du café. Les revenus supplémentaires que les producteurs reçoivent grâce à leur accès aux marchés du commerce équitable transforment les moyens de subsistance des populations locales.

Molly Harriss Olson,
PDG de Fairtrade ANZ, Australie



Les entreprises rwandaises détenues par des femmes concluent de nouveaux contrats et de nouvelles ventes

En bref



11 entreprises ont obtenu des contrats d'un an avec des supermarchés et des cafés



101 entreprises détenues par des femmes participent maintenant activement au réseau SheTrades



Plus de 10 entreprises ont bénéficié d'une formation au commerce électronique et aux techniques de commercialisation



8 entreprises ont reçu de nouvelles commandes directes grâce à l'amélioration de leur présence sur les réseaux sociaux



3 entreprises ont reçu des bourses d'Access Bank Rwanda



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère du commerce et de l'industrie en collaboration avec l'ITC pour la composante SheTrades. Plate-forme hébergée par la Chambre de commerce des femmes



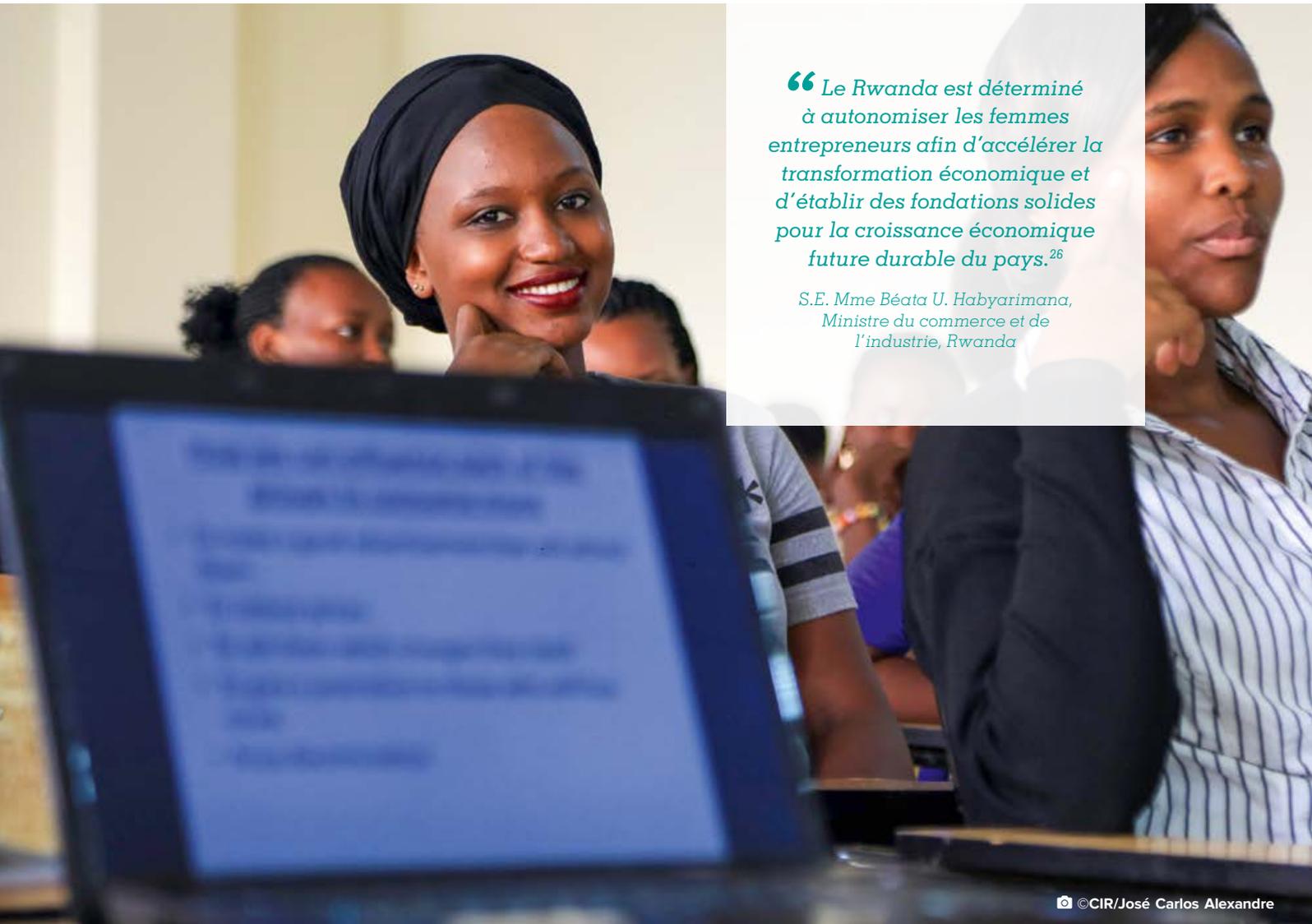
Financement du CIR:

1,48 million d'USD (sur un budget de 1,8 millions d'USD)



» [Pour en savoir plus](#)





“ Le Rwanda est déterminé à autonomiser les femmes entrepreneurs afin d’accélérer la transformation économique et d’établir des fondations solides pour la croissance économique future durable du pays.²⁶ ”

*S.E. Mme Béata U. Habyarimana,
Ministre du commerce et de
l’industrie, Rwanda*

© CIR/José Carlos Alexandre

Récit

Proposer aux consommateurs rwandais soucieux de leur santé des carottes, des courges ou des confitures multifruits est une passion pour Rachel Uwayo, fondatrice de Nezerwa Plus, qui travaille depuis 12 ans dans le domaine. En 2021, ses prix de vente ont augmenté de 30% dans les magasins locaux, ce qui a dynamisé ses marges bénéficiaires. Elle vise maintenant les marchés étrangers.

Accéder aux financements, acquérir des compétences dans les domaines du numérique et du conditionnement des produits et trouver des acheteurs et des possibilités d’exportation ont représenté, pour les femmes entrepreneurs du pays, d’importants obstacles au maintien de leur compétitivité. Grâce à la nouvelle plate-forme

SheTrades de l’ITC, qui fait partie d’un projet du CIR au Rwanda, les entreprises détenues par des femmes – y compris celle de Rachel – bénéficient des compétences, du savoir-faire et des réseaux d’investisseurs qui leur permettent de viser encore plus haut.

L’objectif est de s’internationaliser, y compris pour les 30 entreprises qui ont pris contact avec de futurs acheteurs et clients à la Foire commerciale internationale du Rwanda, et de faire fond du dialogue mis en place par l’International Women’s Coffee Alliance, alors que des idées ont été échangées avec des réseaux au Burundi, en Colombie, aux États-Unis, en Inde et en Ouganda.



Défendre les moyens de subsistance des jeunes

Comme l'a souligné le rapport 2021 de l'UN-OHRLLS, si l'on veut reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19 et dynamiser la résilience face aux chocs futurs, l'éducation et la formation des jeunes dans les PMA sont essentielles pour s'assurer que ces jeunes tirent avantage de l'économie numérique et des technologies modernes et soient à même de stimuler la croissance future. Le CIR a poursuivi ses travaux en 2021 pour créer un écosystème commercial réactif en aidant davantage de jeunes dans les PMA à acquérir le savoir-faire, les outils et les ressources dont ils ont besoin pour prospérer, et pour aider à promouvoir une reprise économique inclusive. Fin 2021, les projets du CIR avaient renforcé les compétences et les capacités de plus de 37 000 jeunes.



Aperçu



plus de 5 000 jeunes supplémentaires ont été aidés en 2021



11 nouveaux projets approuvés incluent une aide à destination des jeunes

Les projets du CIR en 2021 ont visé à faire en sorte que les jeunes s'assurent des perspectives sur le marché du travail, grâce à la création d'emplois dans le secteur de l'écotourisme aux Comores et dans le secteur de l'apiculture en Éthiopie, tout en les formant aussi à protéger l'environnement et à maintenir les moyens de subsistance pour l'avenir. Les jeunes producteurs agricoles ont bénéficié de nouvelles technologies pour augmenter les revenus en République centrafricaine, tandis que des jeunes femmes ont reçu des formations sur les plates-formes de commerce en ligne pour rejoindre l'économie numérique du Burundi. En 2021, 11 projets du CIR visant à promouvoir une approche du commerce centrée sur les jeunes ont été approuvés. Dans l'ensemble, les initiatives du CIR pendant l'année ont fait progresser l'ODD 10 sur la réduction des inégalités.

“ Pour promouvoir une reprise créatrice d'emplois, les PMA [...] devront relever des défis majeurs, y compris en augmentant la part des emplois formels de qualité; en soutenant les groupes vulnérables et les groupes qui ont été durement touchés (comme les femmes, les jeunes et les travailleurs de l'économie informelle) et en créant un marché du travail plus juste.²⁷ ”

Situation des pays les moins avancés en 2021, UN-OHRLLS





Les jeunes apiculteurs dynamisent la production et les moyens de subsistance en Éthiopie

En bref



440 000 graines de plantes mellifères ont été plantées près des ruchers par des entreprises



Des formations ont été dispensées à **327 employés** d'entreprises et à 213 apiculteurs



La production de miel et de cire d'abeille a augmenté de **77,8%** et **71,7%** en un an



Un revenu supplémentaire de **199 744 USD** a été généré grâce aux activités connexes



Le soutien du CIR a contribué à l'élaboration du programme intitulé «**Plus de jeunes entrepreneurs** dans les secteurs de la soie et du miel» pour faire passer à plus grande échelle le projet actuel, qui a été doté de **55,6 millions d'USD** par la Fondation Mastercard



Partenaires engagés:

Projet mené par le Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes (CIPE), en collaboration avec le Ministère du commerce et les acteurs du secteur apicole



Financement du CIR:

1,49 million d'USD (sur un budget de 2,64 millions d'USD)



» [Pour en savoir plus](#)





“ Le miel a un potentiel énorme et peut aider les jeunes sans emploi. Les entreprises apicoles détenues par des jeunes ont, en majorité, déjà commencé à récolter du miel et de la cire, et nous préparons un festival régional du miel dans l’esprit d’ApiExpo-Africa pour présenter le produit aux consommateurs et aux transformateurs et créer des liens commerciaux.²⁸ ”

Abebe Jenberie Wubie,
ICIPE, Éthiopie

© CIR/Fernando Castro

Récit

L’apiculture est au cœur d’une renaissance dans le village d’Ambki, dans le district de Guangua de la région d’Amhara, en Éthiopie. Ici les jeunes entrepreneurs ont multiplié par 12 leur nombre d’abeilles au cours des 12 derniers mois. Avec jusqu’à trois récoltes par an, c’est maintenant un site modèle des meilleures pratiques apicoles.

La protection de l’environnement grâce au reboisement va de pair avec la promotion de la production apicole, mais, faute d’un soutien technique ciblé, de nombreux jeunes entrepreneurs étaient en perte de vitesse. La formation par les pairs et les séances de formation professionnelle – dispensées

dans le cadre de l’initiative de l’ICIPE pour les jeunes apiculteurs, financée par le CIR – dans les villages de l’Ahmara ont permis aux recettes d’augmenter, de même que la productivité des ruches.

Les jeunes entrepreneurs de la région maintiennent leurs perspectives grâce à une maîtrise de la manipulation, de la transformation, de l’étiquetage et de la commercialisation du miel qui font l’objet d’une large publicité, tout en apportant une valeur ajoutée aux produits apicoles. De la participation à un festival régional du miel à l’établissement de liens entre négociants et exportateurs, les perspectives sont prometteuses.



Création d'emplois dans le secteur de l'écotourisme pour les jeunes des Comores

En bref



Au total, **65 des 85 emplois créés** en lien avec le tourisme durable l'ont été **pour des jeunes**



Un montant de **6 millions d'EUR** a été mobilisé par l'UE pour soutenir les initiatives commerciales



Une formation a été dispensée à **85 personnes sur le sujet des plantes médicinales** et sur la protection/l'entretien des zones protégées



La semaine du tourisme durable a attiré **plus de 1 000 visiteurs** (y compris les exposants)



Partenaires engagés:

Projet mené par le Ministère de l'économie, de l'investissement, de l'industrie et de l'énergie, en collaboration avec le secteur privé



Financement du CIR:
1,5 million d'USD (sur un budget de 1,87 millions d'USD)



» [Pour en savoir plus](#)





“ Un plan stratégique de commercialisation pour le tourisme a été publié il y a quelques mois pour aider le gouvernement à assurer l’essor du tourisme. L’accent sera mis sur les sites balnéaires, ce qui nous incitera à nettoyer les plages [...] Nous considérons que nous sommes dans une phase de préparation à la reprise du tourisme.”²⁹

*Azali Azali Said Ahmed,
Maison de l’écotourisme Ngazidja,
Comores*

©UNMO Comores

Récit

Avec la réhabilitation de l’offre touristique nationale aux Comores en 2021, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, 65 jeunes des communautés insulaires ont trouvé de nouvelles façons de gagner leur vie. Ils sont maintenant aptes à protéger les plages et à commercialiser et vendre des plantes, des fruits des bois et du miel aux touristes et aux commerces.

Précédemment, faute d’un plan pour développer de nouvelles activités lucratives d’écotourisme sur l’île, les perspectives des jeunes et des femmes des villages étaient limitées. Grâce à la formation et au soutien des pouvoirs publics sur la préservation des plages locales, avec l’appui du CIR, l’intérêt pour le tourisme est en hausse, soutenu par la

fourniture de matériel d’aménagement des plages à 23 communautés et de deux bateaux, et par la construction d’écogites.

L’objectif est de diversifier le secteur du tourisme durable, de lui faire gagner de la valeur et d’en développer les débouchés. Les jeunes femmes auront accès à davantage de sources de revenus dans le secteur de la transformation de la vanille, du clou de girofle et des fleurs de ylang-ylang – des produits qui ont été soutenus dans le cadre d’un précédent projet du CIR – sous la marque «Made in Comoros». La redynamisation de la compétitivité du secteur aidera ensuite les Comores à attirer les visiteurs étrangers.



Les jeunes femmes acquièrent les compétences technologiques nécessaires pour participer à l'économie numérique du Burundi



Partenaires engagés:

Projet mené par l'UIT (qui intervient aussi en Éthiopie et en Haïti), en collaboration avec les UNMO



Financement du CIR:

798 104 USD (sur un budget de 1,22 million d'USD)



Aperçu

En 2021, au Burundi, des jeunes femmes entrepreneurs et des agricultrices ont approfondi leurs connaissances et amélioré leur utilisation de la technologie en vue de créer des plates-formes en ligne pour vendre des fruits, des tissus, des vêtements ou des équipements ménagers et entrer en contact avec les acheteurs. Une série d'ateliers, organisés dans le cadre d'un partenariat entre l'UIT, le CIR, l'Association GSM, Women's WorldWide Web, Verizon, le Ministère des TIC et le Ministère du commerce du Burundi, ont permis de former 100 jeunes femmes entrepreneurs travaillant principalement dans le secteur de l'agriculture aux plates-formes technologiques et aux compétences numériques. Les bénéficiaires de ces ateliers ont ensuite transmis ces connaissances à 420 jeunes femmes dans une école de Bujumbura. De plus, une évaluation sous l'angle du genre contribue à façonner les politiques nationales de développement de l'économie numérique.



» [Pour en savoir plus](#)

“ J'ai beaucoup appris sur le commerce en ligne et la création d'un compte sur une plate-forme de commerce électronique. Je suis très enthousiaste à l'idée de vendre mes produits dans le monde entier. Je rêve de voyager pour exporter mes produits en dehors du Burundi.³⁰ ”

*Emilienne Ndayizeye,
jeune entrepreneuse, Burundi*



Les jeunes producteurs agricoles de République centrafricaine s'assurent des moyens de subsistance et des perspectives



Partenaires engagés:
Projet mené par le Ministère du commerce et de l'industrie, en collaboration avec les acteurs des chaînes de valeur



Financement du CIR:
1,5 million d'USD (sur un budget de 2,2 millions d'USD)



Aperçu

Les jeunes de République centrafricaine qui font partie de coopératives agricoles ont vu leurs revenus augmenter en 2021, alors que la production de maïs de Mboko-Landja a doublé par rapport à 2020, pour atteindre 10 345 tm.

Dans trois secteurs prioritaires – le sésame, le maïs et l'huile de palme – 1 398 jeunes (sur 3 800 personnes au total) ont bénéficié d'un emploi plus stable et amélioré leurs moyens de subsistance, grâce au soutien des pouvoirs publics et du CIR. Dans le secteur du sésame, les producteurs ont reçu des infrastructures et des équipements de conditionnement, de stockage et de conservation, tandis que l'Association des jeunes producteurs d'huile de palme de Louba a reçu de l'aide pour moderniser les installations de transformation de l'huile de palme. Dynamiser les perspectives économiques et sociales des jeunes renforce à la fois les efforts de relance et de stabilité, ce qui s'inscrit dans le prolongement de l'aide apportée par le CIR à l'élaboration de la stratégie commerciale postconflit du pays.

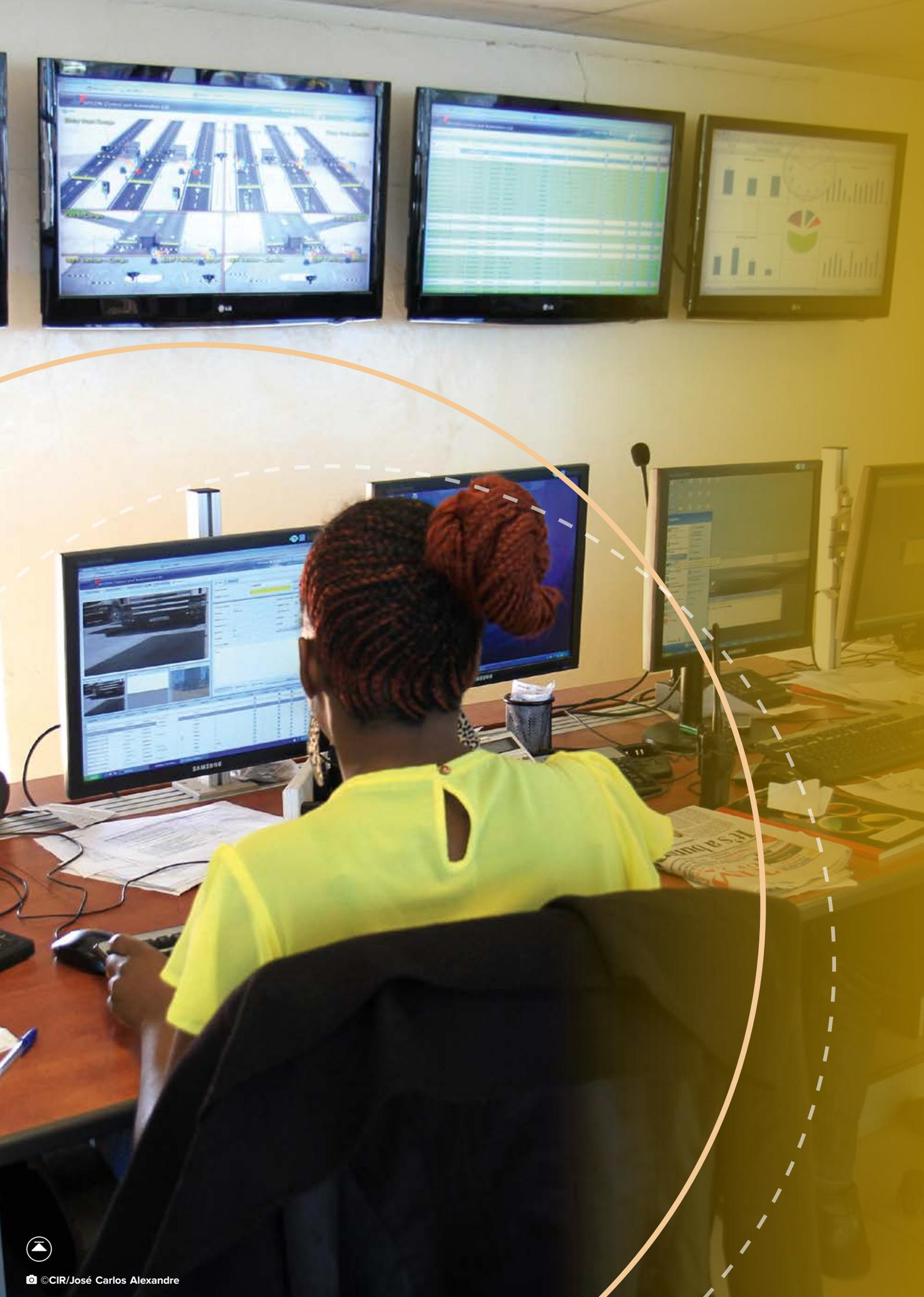


» [Pour en savoir plus](#)



“ Le soutien [du CIR] a contribué à augmenter la surface cultivée, ce qui a permis de doubler la production de maïs et les recettes commerciales en 2021 et ainsi aidé les 253 membres de la coopérative – dont 131 jeunes – à subvenir à leurs besoins en termes de santé, d'éducation et de logement, entre autres.³¹

Samedi Letromo, Président de la Coopérative Mboko-Landja



4 Leçons pour le présent et l'avenir



Évaluation externe du CIR

Une évaluation du CIR indépendante et externe, réalisée par *Saana Consulting* en 2021, a dressé un bilan des résultats du CIR au cours des Phases Un et Deux, afin de rendre compte des enseignements tirés pour l'avenir de la mobilisation de l'assistance technique liée au commerce en faveur des PMA. L'évaluation, qui s'est étendue sur une période de neuf mois, a couvert 25 études de cas de pays (la moitié du portefeuille du CIR), 12 pays ayant fait l'objet d'examens approfondis. La collecte de données a été réalisée au moyen de trois enquêtes en ligne auprès des parties prenantes du CIR, comprenant plus de 200 entretiens. L'évaluation a été réalisée dans le cadre d'un processus participatif et supervisée par un sous-comité d'évaluation spécifique du Conseil du CIR. En plus de mettre en lumière les points forts du programme du CIR, l'évaluation a permis d'identifier des domaines d'apprentissage ainsi que des recommandations stratégiques et à court terme.



Points forts



Le **CIR reste dans une position unique** en tant que plate-forme et partenariat **axé sur le soutien aux PMA** et ayant pour mandat de promouvoir la collaboration et la coordination du soutien lié au commerce



L'**alignement sur les priorités et les besoins nationaux** a été une réalisation majeure et une proposition de valeur unique du CIR



Le **CIR a réussi à transférer** l'appropriation de l'exécution du programme aux gouvernements des PMA, notamment par le biais du cofinancement de projets



Le CIR a fait des progrès constants dans l'amélioration de l'**environnement commercial** dans la plupart des pays soutenus



L'**efficacité globale du programme s'est améliorée**, mais il faut faire davantage pour renforcer encore le principe de partenariat, l'efficacité et les processus d'optimisation des ressources au niveau national





Réalisations

100%

des **PMA** ont démontré que le CIR était aligné sur leurs priorités et besoins nationaux



La **durabilité attendue** des résultats du CIR est raisonnable, sauf pour les environnements à très faible capacité et les pays en conflit

80%

des **pays du CIR** ont établi des mécanismes de coordination pour faire participer les parties prenantes du commerce, y compris les MPME



Le **doublage de l'aide du CIR** a été lié à une augmentation de **20%** des exportations totales, contre 4,7% dans le cadre de l'aide pour le commerce au sens large

80%

des **UNMO** ont été intégrées aux structures gouvernementales

25%

des **réformes des politiques commerciales** sont directement imputables à l'influence du partenariat du CIR



Domaines à améliorer



Des approches plus AJUSTÉES

sont nécessaires pour les PMA fragiles et touchés par des conflits, ainsi que pour les pays qui ont déjà été reclassés ou en passe de l'être



Un ENGAGEMENT PLUS SYSTÉMATIQUE

avec le secteur privé et la société civile, ainsi qu'en matière de changement climatique, d'intégration de la dimension de genre et d'inclusion des groupes les plus vulnérables



Les possibilités offertes par la PROGRAMMATION RÉGIONALE

ne sont pas encore pleinement exploitées



Nécessité d'une ADAPTATION

constante pour mieux s'aligner sur le créneau reconnu du CIR dans les fonctions d'intégration du commerce et de courtage



Ces **domaines d'amélioration** aboutissent à trois recommandations à court terme et quatre recommandations stratégiques

Principaux enseignements tirés de la COVID-19 en 2021

Aperçu

En 2021, les PMA ont continué de faire preuve d'adaptation et d'innovation pour lutter contre les effets de la pandémie de COVID-19. Nous pouvons citer notamment les installations de dépistage rapide de la COVID-19 au Sénégal, ou la réorganisation des capacités de production manufacturière au Bangladesh. Dans le cadre de nombreux projets du CIR, des initiatives ont été mises en place pour répondre efficacement à la crise actuelle, à savoir des évaluations de l'impact de la COVID-19, des stratégies de reprise, mais aussi des plans de travail ajustés, des missions de suivi virtuelles et des prolongations sans coût de projets.

Incidence de la COVID-19: quelques expériences des pays du CIR en 2021



Rwanda – La mise en œuvre effective des marchés transfrontaliers a été affectée par l'épidémie de COVID-19 et les résultats commerciaux avec les pays voisins ont baissé à cause de l'absence ou de la faiblesse des mouvements de trafic aux points d'entrée sur le territoire du fait de la fermeture des frontières.



Vanuatu – Les volumes de produits issus du commerce électronique – petits paquets de marchandises provenant de MPME – expédiés gratuitement à des clients par la société Vanuatu Post Limited ont diminué en raison des perturbations des routes de transport aérien dans la région à cause de la pandémie de COVID-19.



Adaptation de projets dans le contexte de la COVID-19 en 2021

 **Élargissement du soutien** – Les économies réalisées grâce aux budgets inutilisés, comme celui des voyages, ont été réorientées pour répondre aux questions émergentes liées aux projets. Il s'agissait notamment d'étendre le soutien aux MPME, d'évaluer l'impact de la COVID-19 et de prévoir la reprise, et de mettre l'accent sur le commerce électronique et les investissements.

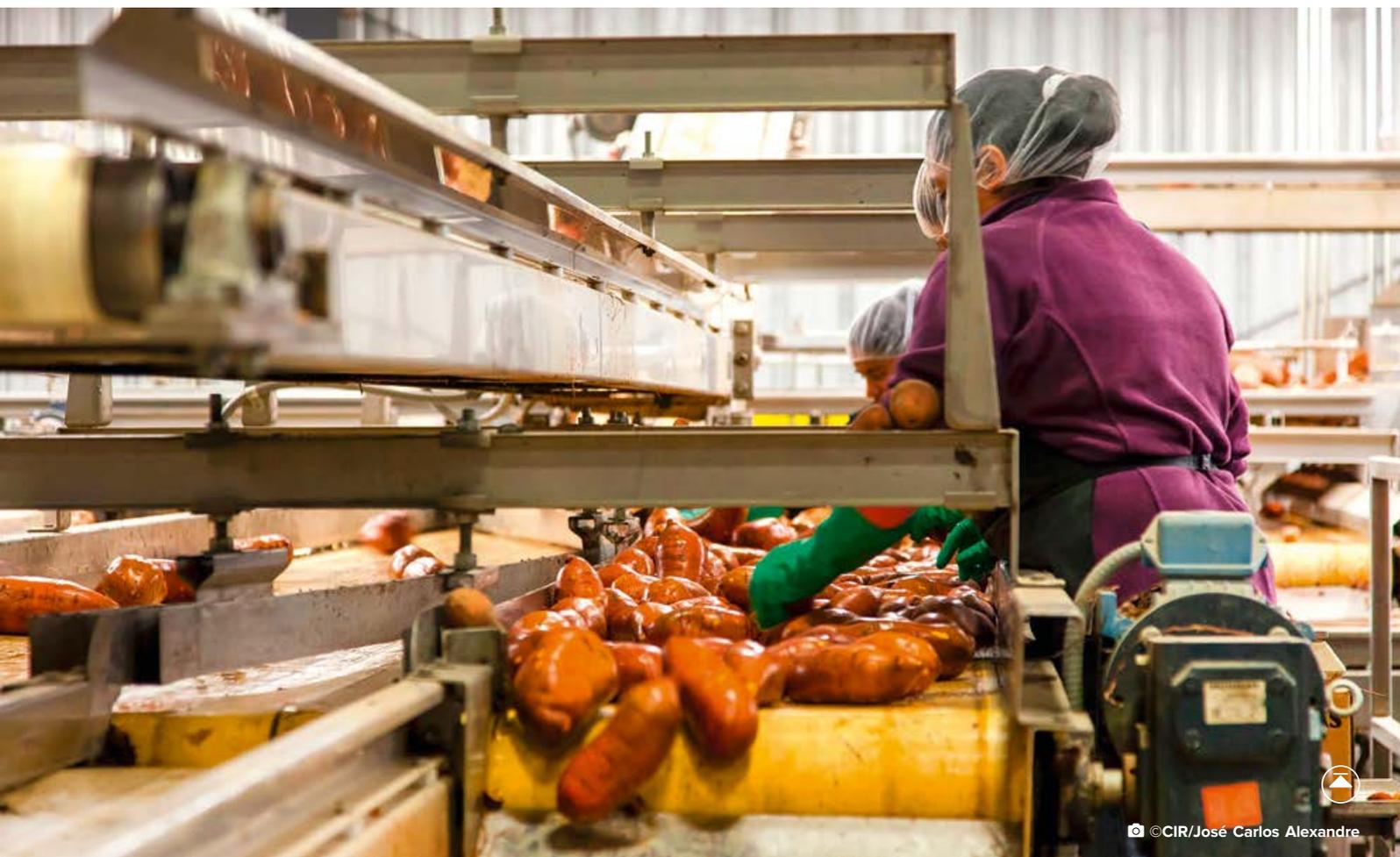
 **Passage au commerce électronique** – Il y a eu une prise de conscience croissante des possibilités liées au commerce électronique et de la nécessité de diversifier les produits. Les projets du CIR ont davantage mis l'accent sur le développement des possibilités liées au commerce électronique et sur la formation des acteurs pour qu'ils tirent des avantages de la vente de leurs produits en ligne.

 **Élargissement de la portée du projet** – Le passage à la formation en ligne ou hybride a contribué à élargir la portée du projet. Par exemple, le

projet CESAP soutenu par le CIR a permis de former 345 femmes entrepreneurs des PMA en 2021, ce qui est nettement supérieur à l'objectif prévu pour l'année.

 **Nouvelles méthodes de travail** – Les pays ont modifié leur méthode de travail afin de s'adapter aux mesures de confinement et de mettre en œuvre des projets. En Zambie, l'équipe chargée du projet du CIR a eu recours à des plates-formes de réunion en ligne et a élaboré des notes de synthèse pour avancer dès que les restrictions seraient assouplies.

 **Systèmes flexibles de suivi et d'évaluation (S&E)** – Tandis que les missions de soutien et de suivi en présentiel devraient reprendre en 2022, les missions de suivi virtuelles ont assuré la continuité des examens formels et ont ouvert des possibilités ou ont renforcé les systèmes de soutien.







5 Points forts du programme



Gouvernance

Au niveau mondial, le CIR est supervisé par un conseil composé de représentants de chaque groupe formel et d'un comité directeur composé de toutes les parties prenantes du CIR. Le programme est géré par un secrétariat exécutif, abrité administrativement à l'OMC, et la gestion du fonds d'affectation spéciale est effectuée par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

En 2021, deux réunions du Conseil du CIR ont eu lieu le 17 juin et le 12 novembre et deux réunions du Comité directeur du CIR se sont tenues le 22 juin et le 8 décembre, la dernière ayant réuni 202 membres. L'ordre du jour pour les représentants des organes de gouvernance du CIR comportait des mises à jour au sujet des programmes et de la situation financière; l'évaluation externe du CIR; le processus de clôture de la Phase Deux du CIR; une réflexion au sujet du renforcement du système de S&E; un examen biennal de l'initiative «Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges» et une annonce de financement de la part de la Norvège. La Directrice générale de l'OMC s'est également adressée au Comité directeur du CIR au mois de juin et au Conseil du CIR en novembre. Les décisions du Conseil du CIR et du Comité directeur du CIR comprenaient l'adoption du Plan de clôture intérimaire de la Phase Deux du CIR; un relèvement du niveau d'ambition pour les résultats du CIR dans le cadre logique du programme; la définition d'un commun accord d'une procédure visant à répondre aux recommandations issues de l'évaluation; et la fixation d'un délai pour l'approbation des nouveaux projets du CIR au 31 décembre 2021. L'accent a été mis sur la réduction des risques en désengageant des fonds en Afghanistan et au Myanmar pour clore les activités en cours et celles n'ayant pas encore commencé.



“ Les travaux du CIR avec les PMA visant à réduire la pauvreté et à stimuler un commerce durable sont essentiels. Je sais qu'ils ont contribué à la résilience des pays au cours de cette dernière année difficile. Et je sais que les partenariats solides du CIR avec les pays, et en particulier le rôle central des ministères du commerce, peuvent faire une grande différence à l'avenir.

Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'OMC, Comité directeur du CIR, 22 juin 2021

Conseil du CIR en 2021:

Président: S.E. M. Léopold Ismael Samba (République centrafricaine)
 Vice-Président: M. Martin Zbinden (Suisse)
 Président sortant: S.E. M. Mani Prasad Bhattarai (Népal)
 Vice-Président sortant: M. Edouard Jay (Suisse)

Nouveaux membres du Conseil du CIR:

M. Hiba Ahmed Hiba (Djibouti)
 Mme Dorothee Ulrike Schwill (Allemagne)
 Mme Benedicte Fleischer (Norvège)

Nouvelle coordonnatrice du Groupe des donateurs du CIR:

Mme Kathleen Divers (Royaume-Uni)

Renseignements concernant l'organe de gouvernance:

<https://enhancedif.org/fr/the-eif-global-governance>

Comité directeur du CIR en 2021:

Président: S.E. M. Mikael Anzén (Suède)

SE – Renseignements concernant l'équipe:

<https://enhancedif.org/fr/team>

GFAS – Renseignements concernant l'équipe:

<https://www.unops.org/fr/expertise/financial-management>

CDN et UNMO en 2021



Les **CDN** se sont réunis en moyenne 2 fois par an, et 90% d'entre eux comprenaient une représentation féminine



69 projets ont été mis en œuvre par des **UNMO** en 2021

Un système de gouvernance spécifique a été instauré dans chaque pays du CIR; il est supervisé par un Comité directeur national (CDN) du CIR, un point focal de haut rang pour le CIR soutenu par une UNMO et faisant le lien avec un représentant des donateurs (Facilitateur des donateurs du CIR (FD)).

“ L’UNMO en RDP lao a permis d’améliorer l’efficacité de la mise en œuvre des projets de développement. Plutôt que d’avoir de multiples équipes de mise en œuvre de projets avec du personnel de projet en double, les services centraux de l’UNMO fournissent un soutien fiduciaire, de suivi et de communication de haute qualité pour différents projets de donateurs.

Lattanaphone Vongsouthi, Directrice de l’UNMO, RDP lao et détachée du CIR 2021

FD en 2021



37 FD sont actuellement en activité dans les pays du CIR



119 réunions ont été tenues avec des représentants des donateurs au cours de l’année



Les **partenaires donateurs les plus actifs** sont l’UE (15 FD), le PNUD (6 FD), le Royaume-Uni (3 FD) et la Banque mondiale (3 FD)

“ Lorsque le Soudan a décidé de relancer le processus d’accession à l’OMC en janvier 2020, le cadre du CIR m’a vraiment permis d’être sensible aux étapes suivantes qui devaient être franchies. Mon rôle de facilitatrice des donateurs a été crucial tant pour assurer une utilisation efficace de l’investissement collectif que pour mobiliser et accroître le soutien apporté par le CIR.

Lea Polony, UE, Comité directeur du CIR, juin 2021

“ C’était très utile d’écouter les expériences vécues, les difficultés rencontrées et les résultats obtenus par les bénéficiaires directs. Cela peut véritablement aider les membres du Comité directeur à prendre des décisions plus éclairées.

Retour d’enquête du Comité directeur du CIR, juin 2021

“ Le CIR est un partenariat, c’est pourquoi l’engagement avec les partenaires à tous les niveaux est absolument vital pour son succès. Cela a été particulièrement évident dans la nature collaborative de l’évaluation indépendante du CIR entreprise en 2021, où tous les partenaires ont travaillé ensemble tout au long du processus pour garantir un rapport complet reflétant l’ensemble du partenariat.

Kathleen Divers, Commerce pour le développement, Royaume-Uni



Suivi, évaluation et apprentissage (SEA)

En bref



Exécution de l'évaluation du programme du CIR et de **20 évaluations de projets**, ayant contribué à accroître les connaissances et la responsabilité



Participation de 160 personnes aux ateliers de formation dans le domaine du SEA, ce qui a permis d'améliorer la qualité des rapports narratifs de projets et détachement de 2 Chargés de SEA auprès du SE



Amélioration des systèmes de gestion des risques grâce à une nouvelle équipe spéciale pour la gestion des risques et des questions connexes (RIMTF)



Révision à la hausse de **50% des indicateurs** du cadre logique du programme du CIR, avec le même financement



Formation en ligne – Cinq ateliers en ligne sur l'élaboration des rapports du CIR ont été réalisés et ont touché 169 participants en 2021. Les ateliers et les séances ont permis d'améliorer la qualité des rapports et le respect des délais, et 100% des participants ont fait état d'une meilleure compréhension. Deux ateliers régionaux virtuels consacrés aux pays d'Asie et du Pacifique, et comprenant également des éléments fiduciaires, ont été organisés en 2021 pour partager des expériences au niveau régional. Quatorze séances d'encadrement avec des équipes chargées des projets dans les pays ont étayé l'utilisation des systèmes de SEA.



Cours en ligne – En 2021, 44 personnes (10 dans les PMA) ont terminé le cours en ligne du CIR (Introduction à l'évaluation – Partie 1) hébergé sur la plate-forme de l'OMC. Deux autres cours en ligne (Gestion de l'évaluation et Gestion des risques – Partie 2) sont en cours d'élaboration. Trois pays du CIR ayant des besoins élevés ont été mis en lien avec des formateurs afin de contribuer à mettre au point des systèmes de SEA solides.



Programme de détachement du CIR – Au cours de l'année, deux membres des UNMO de la RDP lao et du Niger ont participé au programme de détachement du CIR, qui prévoit l'application pratique et la participation aux systèmes de SEA du CIR. Le programme comprenait également des cours de formations spécifiques accrédités dans le domaine du SEA ainsi qu'une formation et un accompagnement personnalisés de l'ITC, partenaire du CIR. Des personnes détachées des années précédentes du Sénégal et de la Tanzanie ont également soutenu d'autres équipes chargées de projets dans la région en 2021.



Enseignements tirés et évaluations – 17 évaluations ont été réalisées en 2021 et, suivant les lignes directrices actualisées pour l'évaluation des projets, l'accent a davantage été mis sur la fourniture d'une assistance technique pour l'élaboration du mandat et sur l'examen de la qualité des projets de rapports. En outre, le premier examen annuel d'évaluation du CIR a été achevé au cours de l'année; il regroupe les enseignements tirés et évalue la mise en œuvre des recommandations issues des évaluations de projets menées en 2019 et 2020. Trois évaluations de l'impact et de la durabilité ont été lancées au Cambodge, au Sénégal et en Tanzanie en 2021. Ces évaluations innovantes assurent le suivi des interventions passées visant à évaluer l'impact et la durabilité. Deux d'entre elles ont été réalisées conjointement avec l'unité d'évaluation de l'ITC et avec le soutien technique des fonctionnaires détachés du SE, venant du Sénégal et de la Tanzanie, en 2020.



Gestion des risques – Une RIMTF, composée de représentants du SE et du GFAS, a été créée en 2021 afin d'assurer une évaluation et une gestion des risques plus dynamiques pour le programme. Huit réunions de la RIMTF se sont tenues en 2021 pour suivre les risques et les problèmes en cours liés au programme et pour améliorer les systèmes de gestion des risques. La RIMTF a élaboré, conjointement avec les partenaires du CIR du Groupe de travail sur le S&E, une politique en matière de gestion des risques pour le CIR. La matrice des risques du programme a été profondément remaniée en 2021, en particulier en intégrant les risques liés à la COVID-19 dans le cadre global des risques. Une nouvelle catégorie de risque relative aux mesures de sauvegarde dans l'ensemble du programme a également été incluse.

Les principaux risques apparus en 2021 se rapportaient aux conflits et aux difficultés liées à la COVID-19 affectant les opérations en cours du CIR. Les risques pesant sur les opérations en cours ont été portés devant le Conseil du CIR à deux occasions, ce qui a abouti à une réduction des ressources du CIR dans les pays affectés. Afin d'atténuer les risques pesant sur le suivi et la collecte des données en raison des restrictions liées à la COVID-19, 33 missions virtuelles ont été effectuées, ainsi que cinq actions de formation visant à améliorer la présentation des rapports narratifs. En 2021, les risques liés à l'efficacité de l'exécution des projets ont été suivis de près. Les mesures d'atténuation mises en place comprenaient la réduction des résultats attendus des projets en fonction du temps restant pour la Phase Deux du CIR.



Suivi et systèmes – En 2021, 59% des jalons des indicateurs du cadre logique du CIR ont été plus ambitieux que les objectifs précédemment fixés. Le partage d'apprentissages et de données

d'expérience s'est accru grâce à la mise en place d'un réseau de spécialistes nationaux du SEA au sein du CIR. La première étape s'est matérialisée par le biais de deux groupes WhatsApp pour les spécialistes du SEA francophones et anglophones. En plus d'une participation régulière, 33 missions virtuelles formelles pour des projets du CIR ont été menées en 2021 par les coordonnateurs du SE, les gestionnaires de portefeuille régionaux du GFAS et des membres des équipes du SE chargées du SEA et de la communication. En 2021, plus de 150 rapports narratifs de projets ont été examinés et les données pertinentes ont été restituées. Les renseignements relatifs au SEA, y compris sur l'évaluation du programme du CIR, ont quant à eux été rendus disponibles dans la partie consacrée aux ressources relatives au SEA du Système de gestion de l'information du CIR.

La matrice des actions pour l'optimisation des ressources du CIR fait l'objet d'un suivi et de rapports au Conseil du CIR et, en 2021, elle s'est centrée, entre autres, sur les domaines suivants:



Économie – tous les nouveaux projets approuvés ont continué d'appliquer les Lignes directrices concernant l'atténuation des conflits d'intérêts et la sélection des principales entités de mise en œuvre (PEMO); des sous-entités de mise en œuvre ont également été approuvées pour garantir la sélection ouverte et transparente des fournisseurs de services en vue de l'optimisation des ressources. Le taux des frais d'administration du SE et du GFAS en ce qui concerne le portefeuille de financement global est d'environ 11,11%, ce qui reste en deçà des 13% de l'ensemble des contributions annoncées pour les Phases Un et Deux du CIR.



Efficacité – 33 missions de suivi virtuelles ont été effectuées en 2021 pour soutenir la mise en œuvre de projets. Au niveau national, la plupart des plans de travail des projets ont été ajustés et adaptés à de nouvelles manières de travailler afin d'atténuer les effets de la COVID-19 et d'atteindre les principaux résultats escomptés dans les délais approuvés. Le temps moyen entre la conception d'un projet et la présentation finale des propositions de projets a considérablement diminué, passant de 18 mois en 2017 à moins de quatre mois pendant la période à l'examen. D'autres mesures visant à améliorer l'efficacité, comme la réduction des délais pour la signature des mémorandums d'accord et la rationalisation des coûts des projets, sont en cours.



Efficacité – tous les projets en cours continuent de mobiliser des ressources pour accroître les résultats obtenus. Les pays et les PEMO consacrent au moins 20% des ressources financières communes pour soutenir la mise en œuvre. Les capacités des PEMO dans les domaines du suivi des projets, de la présentation de rapports et de la communication des résultats se sont améliorées, ce qui a permis de présenter à temps plus de 70% des rapports techniques de projets semestriels, contre 20% en 2017. Environ 76% des fonctions des UNMO ont été intégrées dans les principales structures gouvernementales.



Équité – pour assurer un commerce inclusif et que personne ne soit laissé de côté, le SE et les pays du CIR poursuivent leurs efforts pour intégrer les femmes, les jeunes, les MPME et les PMA dans le programme du CIR. Près de 95% des rapports de projets contiennent des données ventilées par sexe. La Somalie s'est associée au programme du CIR avec un nouveau projet soutenant les processus d'accession à l'OMC et d'intégration commerciale.

Activités de communication

En bref



Formation de **30 fonctionnaires** et **journalistes des PMA** à la communication avec les médias sur les questions liées au commerce



Publication de plus de **70 récits** et articles et **rédaction de 29 communiqués de presse** pour un public de 26 millions de personnes



Plus de **116 500 nouveaux utilisateurs** du site Web du CIR et plus de 750 nouveaux abonnés aux réseaux sociaux



1 série en 4 parties [Regard sur le financement du commerce](#) publiée et lue plus de 800 fois



Publications – Une série en quatre parties intitulée [Regard sur le financement du commerce](#) a été publiée en 2021; elle propose des mesures concrètes que les ministères du commerce des PMA, les donateurs gouvernementaux, les organismes de promotion de l'investissement et le secteur privé peuvent mettre en œuvre pour tirer parti des possibilités offertes par l'investissement d'impact, le financement mixte et l'investissement étranger direct. Lu plus de 800 fois.

[Trois notes de synthèse](#) ont été publiées en 2021 sur les thèmes de l'intégration du commerce, du tourisme durable et des textiles, qui présentent un intérêt particulier pour les PMA qui s'efforcent d'accroître leur présence au sein du commerce mondial. Lu plus de 750 fois.



» [Pour en savoir plus](#)



En octobre 2021, le SE a publié une nouvelle brochure sur l'initiative [Rendre les femmes plus autonomes, dynamiser les échanges](#), présentant les résultats obtenus depuis 2019. Le document, qui recense les succès des six projets concernés, montre comment le CIR continue de promouvoir l'autonomisation économique des femmes par le biais du commerce. Téléchargé 500 fois.

Une nouvelle série consacrée à la mobilisation des ressources a été partagée sous l'onglet [Nouvelles de l'aide pour le commerce](#) afin de mettre en évidence l'importance de la mobilisation des ressources par les partenaires de développement et le secteur privé pour maximiser l'impact des projets de renforcement des capacités. Les articles traitent du financement stratégique dans le cadre de trois projets du CIR: les petites entreprises en Tanzanie, l'initiative SheTrades en Afrique de l'Est et en Afrique centrale et le renforcement des capacités dans le secteur du karité en Afrique de l'Ouest. Lu plus de 800 fois.



Évènements – En 2021, le CIR a organisé et soutenu des activités de sensibilisation pour 28 évènements en ligne. Cela a contribué à faire en sorte que les questions et les voix des PMA soient entendues et portées dans les forums mondiaux. Parmi les activités réalisées, on comptait l'évènement «Créer un espace propice pour les femmes dans le commerce pendant la COVID-19» avec la collaboration de la CNUCED, de l'UIT et l'ITC; des séances dans le cadre du [bilan de l'Aide pour le commerce de l'OMC](#) en mars 2021; et des activités organisées en vue de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les PMA. Le CIR a également coorganisé une séance interactive lors du Forum public 2021 de l'OMC sur le thème de la «résilience des MPME face aux crises» avec l'ITC et la Finlande.



Médias – En 2021, neuf articles d'opinion ont été diffusés sur des plates-formes mondiales de partage de connaissances et par des médias, notamment par le Forum économique mondial et Devex, ce qui a permis d'atteindre plus de 26 millions de lecteurs dans le monde, soit une augmentation de 30% de lecteurs par rapport à 2020.

En juin 2021, le CIR a organisé une formation sur le dialogue avec les médias en collaboration avec la *Thompson Reuters Foundation*. 30 personnes ont participé à ces séances, dont 15 journalistes des PMA, venant du Bhoutan, de l'Éthiopie, des Kiribati, du Lesotho et de sept autres pays. La formation a contribué à équiper les attachés de presse et les chargés de communication au sein des ministères du commerce des PMA pour qu'ils soient en mesure de mieux communiquer avec les journalistes sur

les questions liées au commerce. À la suite de ces séances, 40% d'articles supplémentaires ont été écrits sur le commerce dans les pays ayant participé à la formation en 2021 par rapport à l'année précédente.



Campagnes – En mai et juin 2021, le CIR a mené à bien la deuxième édition de notre campagne #PowerUpTrade, en partageant les histoires de 13 propriétaires de petites entreprises dans huit pays et en montrant la manière dont ils ont adapté leurs activités aux réalités de la pandémie.

En septembre 2021, le CIR a lancé la campagne de trois mois #AfriCommerce pour promouvoir la présence du CIR en Afrique francophone et présenter les secteurs dans lesquels le CIR investit ou promet d'investir. Lors de la campagne, un million d'impressions et 19 000 clics ont été enregistrés sur ses publications. Les contenus partagés au cours de cette campagne incluaient une brochure, trois animations, quatre histoires dans le cadre des Nouvelles du commerce pour le développement et des publications sur les réseaux sociaux. Une nouvelle page Web a été créée pour héberger ce contenu: <https://enhancedif.org/fr/afrique-francophone>.

En novembre et en décembre 2021, la campagne #Trade4LDC a été organisée en vue de présenter des témoignages des PMA sur les raisons pour lesquelles le commerce est important pour eux. Au total, la campagne comportait 15 vidéos de bénéficiaires du CIR, du personnel et de partenaires. Elle a occasionné 20 000 impressions et 2 100 engagements.



» **Pour en savoir plus**

LE COMMERCE EN Afrique francophone, c'est...
 Apporté par le CIR et ses partenaires, où va l'appui au commerce destiné aux pays les moins avancés – et où est-il nécessaire?

AGRICULTURE À FORTÉ VALEUR AJOUTÉE
 Sur l'ensemble du continent africain, les communautés locales cultivent divers produits agricoles à fort potentiel commercial – en plus des principaux produits ordinaires. Lorsqu'ils sont transformés, emballés et exportés, des produits comme l'yang yang, le karité, l'ananas, le miel et le sésame aident les petits agriculteurs à accroître leurs revenus et à répondre à l'augmentation de la demande mondiale. Cependant, un plus grand soutien s'avère nécessaire.

TOURISME
 La pandémie de COVID-19 révèle les vulnérabilités propres à la dépendance aux recettes du tourisme, et les PMA ont vu les arrivées de touristes chuter de 67% en 2020. Pourtant, la crise crée des possibilités pour un commerce du tourisme renouvelé et amélioré, qui bénéficie davantage aux moyens de subsistance des populations locales et à l'environnement. De nombreux PMA disposent d'un avantage compétitif grâce au tourisme communautaire et au tourisme fondé sur la nature, mais ils sont en proie à des besoins en matière d'infrastructures, de commercialisation et autres auxquels il faut répondre pour donner de l'éclat au secteur.

TEXTILES ET CUIR
 Tissus, laine, étoffes imprimées, motifs teints à la main, broderies: dans les pays africains francophones, des professionnels créent une riche gamme de textiles et produits en cuir artisanaux. Ces articles génèrent des prix intéressants au niveau international, si tant est que les petits artisans puissent faire parvenir leurs marchandises jusqu'aux marchés mondiaux, ce qui peut s'avérer difficile.

Océans
 La mer a toujours joué un rôle essentiel dans le commerce et, sur le continent, les vastes littoraux sont source d'aliments et de moyens de subsistance pour beaucoup. La pêche est une source déterminante des recettes d'exportation de plusieurs PMA, mais les pratiques de pêche actuelles au niveau mondial ne sont pas durables. À cet égard, la question des subventions continue d'être débattue au sein de l'Organisation mondiale du commerce.

Pays les moins avancés (PMA) francophones
 #AfriCommerce

Cadre intégré renforcé @EIF4LDCs 15 nov. 2021
 Le commerce est important pour tout le monde.

Alors que les négociations commerciales sont menées à Genève, elles affectent la vie des gens partout dans le monde, du Cabo Verde à la Zambie en passant par les lointaines Kiribati et autres PMA!

À partir d'aujourd'hui, 20 partenaires vont nous dire pourquoi le commerce est important pour eux!

#Trade4LDCs #MC12 @wto



Gestion du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR



Mises à jour sur la situation fiduciaire, juridique et financière

Engagements et contributions des donateurs du CIR

Pour la période comprise entre la Conférence d'annonce de contributions de 2015 et le 31 décembre 2021, le montant des engagements des donateurs pour la Phase Deux s'est élevé à 149,28 millions d'USD, dont 134,83 millions ont été reçus à ce jour. Cela comprend le solde de la Phase Un et les intérêts perçus. Le total des fonds reçus avant la fin de 2021 représente 90,32% du montant total des engagements.

Tableau 1 – Contributions reçues pour la Phase Deux du CIR (au 31 décembre 2021, en USD)

	Total
Contributions des donateurs du CIR	120 027 520
Solde de la Phase Un	12 078 830
Sous-total	132 106 351
Intérêts perçus	2 727 311
Total général	134 833 661



Tableau 2 – Détail des contributions des donateurs pour la Phase Deux du CIR (au 31 décembre 2021, en USD)			
Catégorie	Donateur	Engagements	Fonds reçus
Financement des donateurs du CIR	Allemagne	8 332 890	8 332 890
	Arabie saoudite, Royaume d'	4 000 000	2 500 000
	Australie	3 965 522	3 965 522
	Commission européenne	11 550 748	11 550 748
	Corée, République de	1 000 000	1 000 000
	Danemark	12 009 574	12 009 574
	Estonie	101 537	101 537
	Finlande	13 424 322	12 308 250
	France	4 018 307	4 018 307
	Japon	197 321	197 321
	Luxembourg	5 106 785	5 106 785
	Norvège	22 403 480	20 670 565
	Pays-Bas	472 255	472 255
	Royaume-Uni	29 341 066	20 976 891
	Suède	16 553 187	14 816 875
Suisse	2 000 000	2 000 000	
Sous-total du financement des donateurs du CIR		134 476 993	120 027 520
Intérêts des placements	Intérêts des placements – alloués par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)	2 672 783	2 672 783
	Intérêts des placements – remboursement par les PEMO	54 528	54 528
Sous-total des intérêts des placements		2 727 311	2 727 311
Solde de la Phase Un	Solde de la Phase Un	12 078 830	12 078 830
Sous-total du solde de la Phase Un		12 078 830	12 078 830
Total général		149 283 134	134 833 661



Fonds alloués pour la Phase Deux du CIR

Au 31 décembre 2021, les fonds alloués aux activités de la Phase Deux du CIR s'élevaient à 131,44 millions d'USD. Cela comprend 91,54 millions d'USD pour les projets; 20,98 millions d'USD pour les activités globales du CIR et le soutien technique du SE aux PMA; 17,93 millions d'USD pour le volet administratif du SE et le soutien du GFAS; et 0,98 million d'USD pour les frais de transaction de l'UNOPS de 0,75%.

Sur les 134,83 millions d'USD reçus au total, 131,44 millions d'USD (soit 97,48%) ont déjà été alloués conformément au Tableau 3. Le solde restant de 3,39 millions d'USD (2,52%) est disponible pour couvrir les dépenses futures liées aux activités globales du CIR et au soutien du SE et du GFAS, tel qu'approuvé par le Conseil du CIR.

Le montant total des fonds alloués à la mise en œuvre des projets dans les PMA (mise en œuvre par les pouvoirs publics) est de 65,22 millions d'USD (71,24% du total des fonds alloués aux projets), alors que la part de l'organisation allouée à la mise en œuvre directe est de 18,71 millions d'USD (20,44%). Les 7,16 millions d'USD (8,32%) restants représentent les fonds alloués par plusieurs autres organismes, dont des organisations non gouvernementales et des organisations internationales.

Contribution reçue des donateurs du CIR – au 31 décembre 2021

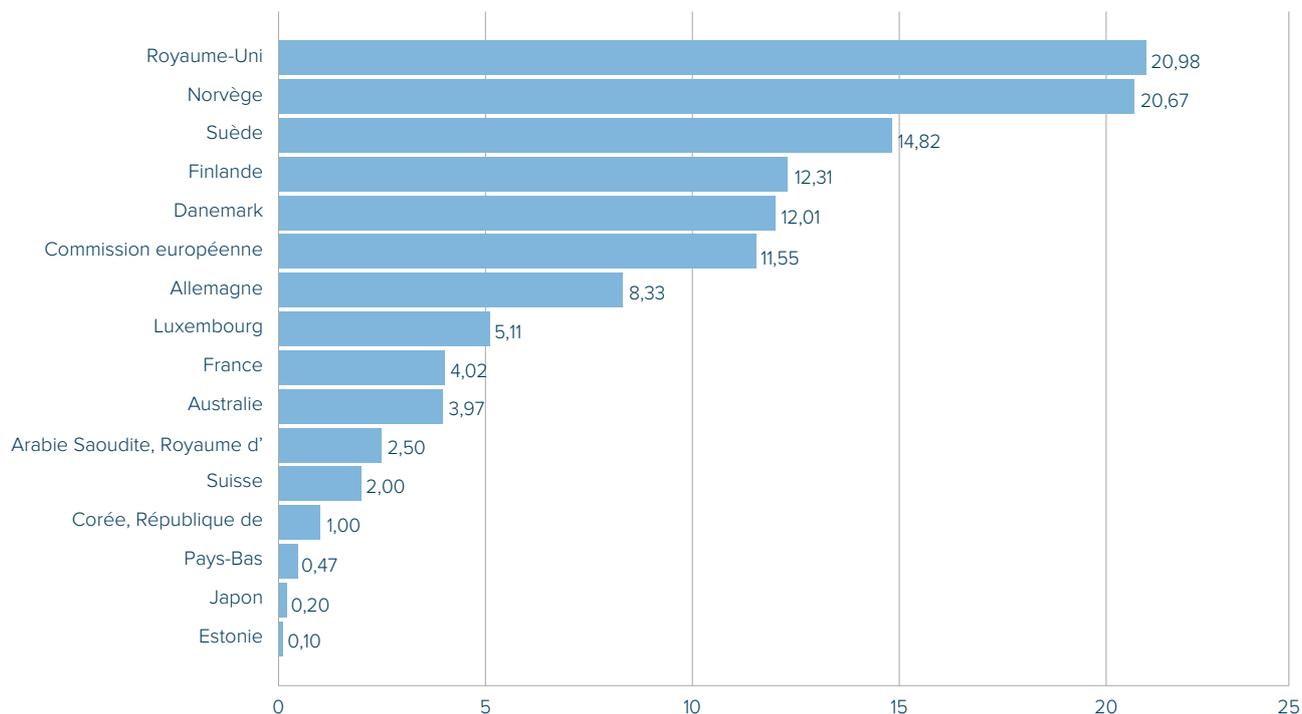


Tableau 3 – Fonds alloués aux activités du CIR (millions d'USD)		
Catégorie	Type de projet	Phase Deux du CIR
Mise en œuvre par les PMA	Catégorie 1	21 445 748
	Catégorie 2	37 176 004
	Combiné	6 595 336
Sous-total – Mise en œuvre dans les PMA		65 217 088
Autre mise en œuvre	Catégorie 2	1 625 557
	Régional	5 988 259
Sous-total – Autre mise en œuvre		7 613 816
Mise en œuvre par des organisations	Catégorie 1	6 744 419
	Catégorie 2	4 814 739
	Régional	5 054 050
	Combiné	2 100 000
Sous-total – Mise en œuvre par des organisations		18 713 208
Activités globales du CIR et soutien technique du SE		20 978 764
Sous-total – Activités globales du CIR		20 978 764
Volet administratif du SE		7 212 448
GFAS		10 722 201
Sous-total – Volet administratif du SE et GFAS		17 934 649
Total		130 457 524
Honoraires de gestion de l'UNOPS (0,75%)		978 432
Total général		131 435 956

Projets approuvés en 2021

En 2021, 40 projets ont été approuvés, pour un total de 8,56 millions d'USD, ce qui représente une augmentation de 10% du montant des fonds alloués aux projets du CIR. Au total, 176 projets ont été approuvés. Sur les 8,56 millions d'USD, trois projets consistaient en l'approbation de projets remaniés qui avaient été approuvés au cours des années précédentes.

Décaissements et livraisons

En 2021, au total 23,06 millions d'USD ont été versés. Le décaissement total de la Phase Deux du CIR, au 31 décembre 2021, s'élevait à 96,22 millions d'USD, ce qui représente 73,20% du total des fonds alloués à la Phase Deux du CIR.

Tableau 4 – Décaissements pour la Phase Deux du CIR (millions d'USD)			
Catégorie dans le rapport annuel	2016-20	2021	Total général
Mise en œuvre par les PMA	36,97	11,09	48,06
Mise en œuvre par des organisations	7,08	4,49	11,57
Autre entité de mise en œuvre	3,51	1,43	4,94
Activités globales du CIR et soutien technique du SE	14,04	2,87	16,91
Volet administratif du SE	4,77	1,08	5,85
GFAS	6,23	1,93	8,16
Honoraires de gestion du Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale (0,75%)	0,54	0,17	0,71
Total général	73,14	23,06	96,20



Fonds disponibles

À la suite de la décision prise par le Conseil du CIR en 2018 de transférer le solde des ressources non dépensées, un montant total de 12,09 millions d'USD a été transféré à la Phase Deux du CIR. En comptant ce solde, additionné aux contributions reçues des donateurs du CIR et aux intérêts perçus sur le Fonds d'affectation spéciale pour le CIR de 2,73 millions d'USD, le montant total mis à disposition pour les programmes au titre de la Phase Deux du CIR s'est élevé à 134,83 millions d'USD. Une fois les fonds de 2021 alloués, le solde de 3,39 millions d'USD est disponible pour couvrir les dépenses à venir liées aux activités globales du CIR et au soutien du SE et du GFAS.

Portefeuille du CIR au 31 décembre 2021

En plus des 40 projets approuvés en 2021, le nombre total des projets relevant de la Phase Deux du CIR – en cours de mise en œuvre et en cours de clôture opérationnelle/financière (à l'exclusion de 24 projets clôturés) – s'élève à 150 projets, pour un budget total de 87 millions d'USD.

Transparence et responsabilité

En 2021, le GFAS a achevé le transfert de fonds aux PEMO bénéficiaires, y compris aux PEMO nationales, aux organisations et autres organismes. Le GFAS a géré les risques pendant et après le transfert de fonds en mettant en œuvre ses outils de gestion des risques, examiné les rapports des PEMO et mis au point de nouvelles fonctionnalités du Pôle de connaissances du CIR pour la gestion de la base de données.

- Garanties fiduciaires du GFAS

Le GFAS a continué de gérer activement les fonds du CIR et d'assurer une supervision fiduciaire, tout en garantissant le respect des mesures de sauvegarde et en assurant la qualité par des moyens virtuels, en dépit des difficultés causées par la crise de la COVID-19. Le suivi de l'utilisation des ressources du CIR a été communiqué au SE dans le cadre des activités de coordination entre le SE et le GFAS, aux donateurs du CIR dans le cadre de rapports ponctuels, et au Conseil du CIR.

Les outils de protection et de contrôle du GFAS ont été mis en œuvre de manière virtuelle en 2021, y compris l'évaluation de la capacité fiduciaire des nouvelles PEMO et l'examen des nouvelles propositions par le Comité d'examen des projets du GFAS pour approbation, les missions d'aide au démarrage et les mission de contrôle, l'examen des rapports financiers trimestriels et les questions fiduciaires concernant les ressources humaines, les achats, la vérification des comptes et la notification des retards. Le GFAS a mené des évaluations de la maturité fiduciaire de manière virtuelle afin de vérifier la capacité fiduciaire des PEMO des gouvernements et a apporté un soutien ciblé.

- Approbation préalable et définitive des projets

En 2021, le SE et le GFAS ont soumis 39 propositions au Conseil du CIR (ou à son autorité déléguée) pour approbation. En outre, un projet, qui avait été présenté pour approbation en décembre 2020, a également été approuvé en 2021. Les propositions en question comprenaient: i) 30 projets de catégorie 1 (dont 3 projets remaniés); ii) 3 projets de catégorie 2; et iii) 7 projets régionaux. Avant l'approbation des projets par le Conseil du CIR, le SE et le GFAS ont apporté tout le soutien nécessaire aux pays pour qu'ils élaborent des propositions de bonne qualité satisfaisant aux prescriptions du CIR. En conséquence, ces derniers projets en réserve ont fait l'objet d'une évaluation et d'un contrôle de la qualité et ont été approuvés en un temps record et dans les délais fixés par le Conseil du CIR quant à la date limite d'approbation des projets en réserve.

Renforcement des capacités

En 2021, le GFAS a conduit la conception, la planification, la coordination et la fourniture d'une formation régionale pour traiter des questions fiduciaires sous la responsabilité du GFAS, y compris des contributions importantes aux formations sur la gestion des projets, la gestion des risques et la reproduction des meilleures pratiques en vue de la durabilité de l'impact du point de vue fiduciaire. Ces formations régionales ont atteint 44 participants dans 11 pays et ont bénéficié d'une coordination, d'une participation et d'exercices interactifs excellents.



Résultats en matière de responsabilité

En 2021, le GFAS a répondu aux exigences en matière de responsabilité concernant les principes du CIR (appropriation par les pays, partenariat, approche participative et fondée sur les besoins) et les principes financiers et fiduciaires internationaux (responsabilité, transparence, efficacité et efficacité).

- Mécanisme pour l'établissement de rapports du GFAS

En 2021, le GFAS a présenté les rapports suivants: des rapports d'évaluation des capacités et des comptes rendus du Comité d'examen des projets du GFAS pour les propositions de projets; des rapports financiers trimestriels et un rapport financier annuel certifié; des rapports d'activité pour 2021, présentés conjointement avec le SE; des rapports ponctuels sur la situation financière du CIR; des prévisions de financement; l'utilisation des contributions des donateurs du CIR; des données techniques relatives aux indicateurs de résultats; des projections relatives aux projets en réserve du CIR; des données pour le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques; et des évaluations de la maturité fiduciaire des PEMO.

- Établissement de rapports par les PEMO nationales

En 2021, la qualité des rapports financiers n'a cessé de s'améliorer grâce à l'assistance technique fournie par le GFAS, aux ateliers régionaux et au renforcement des capacités sur le terrain assuré par le GFAS. En outre, le GFAS a amélioré son suivi du respect des lignes directrices du Conseil du CIR sur le signalement des retards, le dernier rapport ayant été présenté lors de la réunion virtuelle du Conseil du CIR en novembre 2021.

- Établissement de rapports par les organisations et les autres PEMO

Grâce aux rappels et aux examens réguliers du portefeuille instaurés par le SE et le GFAS, la situation s'est améliorée en 2021, notamment en ce qui concerne le remboursement au Fonds d'affectation spéciale pour le CIR des soldes des projets achevés, le cas échéant.

- Pratiques en matière de vérification des comptes

Depuis le début de la Phase Deux du CIR, 120 audits ont été effectués, dont 42 en 2021, et 28 rapports sont en cours de préparation au 31 décembre 2021. Le GFAS, de même que le SE, applique les critères de transmission à un échelon supérieur des constatations issues de la vérification des comptes du Conseil du CIR.

- Base de données et système d'information

Le Pôle de connaissances du CIR a continué de constituer la source d'information de base pour le CIR en 2021. Ses informations sur les aspects fiduciaires se sont incorporées au Système de gestion de l'information du CIR et au site Web du CIR. En tant qu'outil évolutif, le Pôle s'est constamment amélioré et adapté aux besoins du CIR et, en 2021, des fonctionnalités additionnelles, telles que la gestion des risques, l'examen des projets, la clôture des projets et une bibliothèque spécialisée consacrée à l'obtention et à l'archivage des documents, ont été ajoutées pour répondre aux besoins du programme en constante évolution.

Gestion des risques

En plus des contributions aux processus plus larges de gestion des risques présentés [ici](#), le GFAS a collaboré étroitement avec les PEMO pour mettre en place des processus visant à améliorer l'environnement global du contrôle fiduciaire dans le cadre de la gestion des fonds du CIR. Cela a permis une surveillance et une atténuation efficaces des risques et l'établissement de rapports détaillés sur les risques liés aux programmes.

Optimisation des ressources

Les principes d'optimisation des ressources et les indicateurs connexes du CIR ont continué d'être intégrés et appliqués pendant la durée des projets en 2021. Le GFAS a continué de suivre les indicateurs de nature fiduciaire, y compris l'utilisation des ressources pour atteindre les résultats escomptés.





6 Annexes

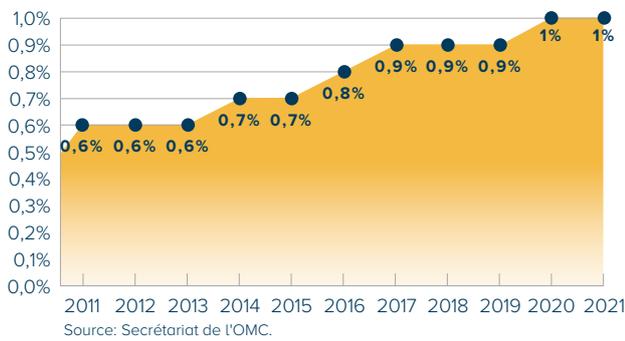


Résultats par indicateur

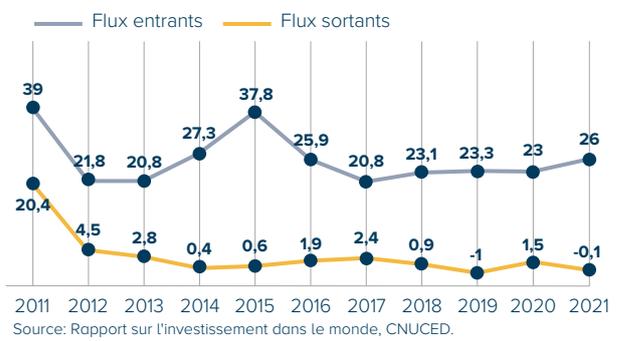


Indicateurs au niveau des impacts

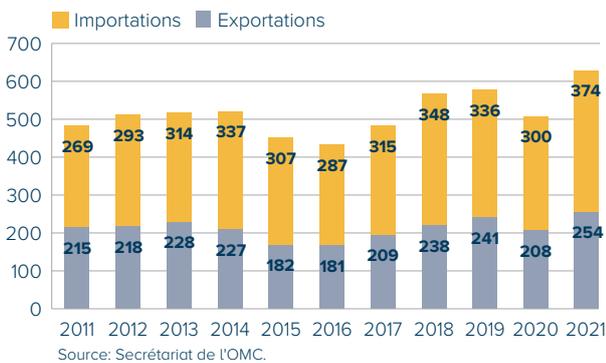
A – Part des PMA dans les exportations de produits non pétroliers (%)



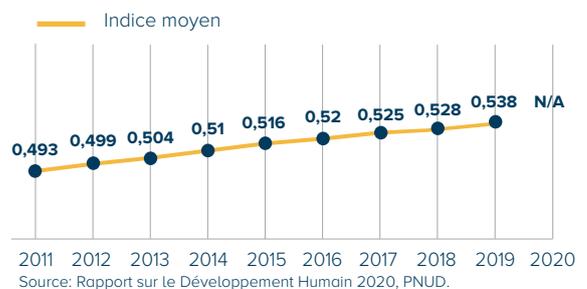
D – Investissement étranger direct (IED) dans les PMA (milliards d'USD)



B – Valeur du commerce des PMA (milliards d'USD)



E – Indice de développement humain (IDH) dans les PMA

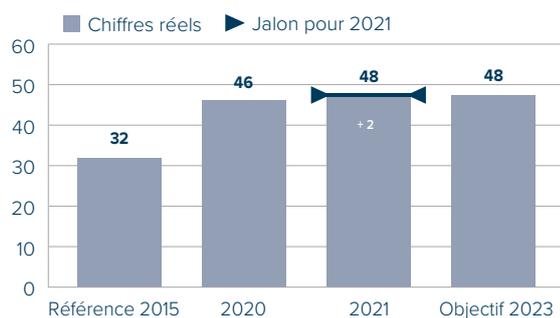


C – Flux d'Aide pour le commerce à destination des PMA

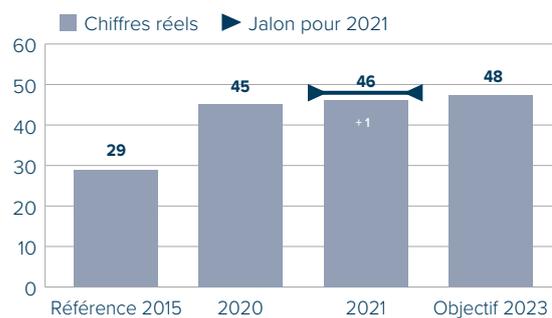


Résultat 1 – Amélioration de l’environnement commercial propice à une croissance inclusive et durable des PMA

1.a. – Nombre de pays du CIR qui ont intégré le commerce dans leur plan national de développement



1.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de stratégies sectorielles intégrant le commerce

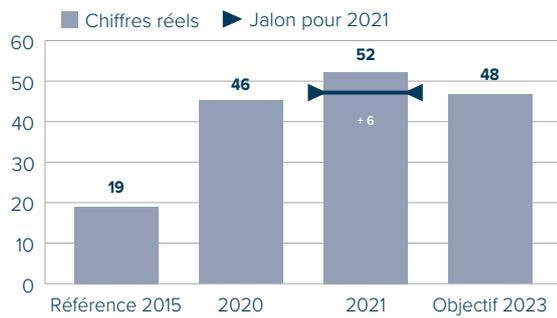


1.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes effectifs de coordination dans le domaine commercial

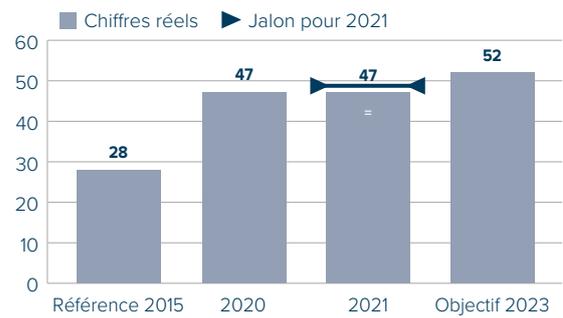


Produit 1 – Amélioration des cadres politiques et réglementaires fondés sur des données probantes pour le commerce et l’investissement

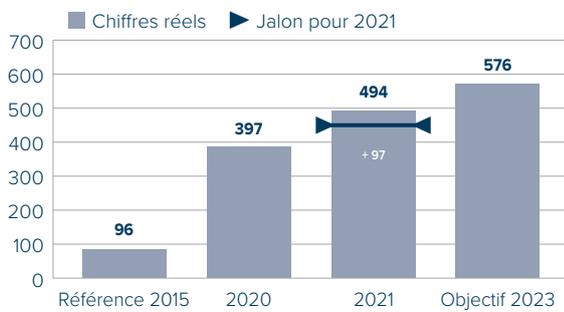
1.1.a. – Nombre de politiques en matière de commerce et d’investissement de qualité, formulées et mises à jour avec le soutien du CIR



1.1.c. – Nombre d’EDIC développées avec l’aide du CIR



1.1.b. – Nombre d’actions visant à améliorer la législation et la participation à divers processus et réunions liés au commerce



1.1.d. – Nombre de règlements liés au commerce et à l’investissement adoptés

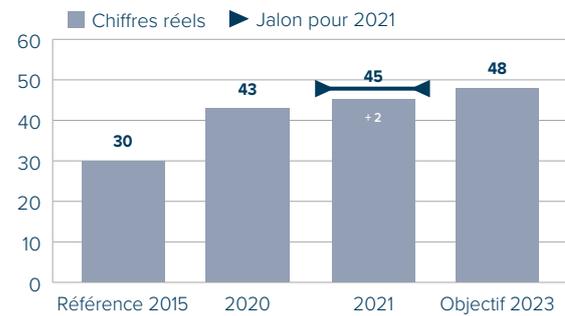


Produit 2 – Renforcement de la coordination institutionnelle pour le développement du commerce et l’investissement

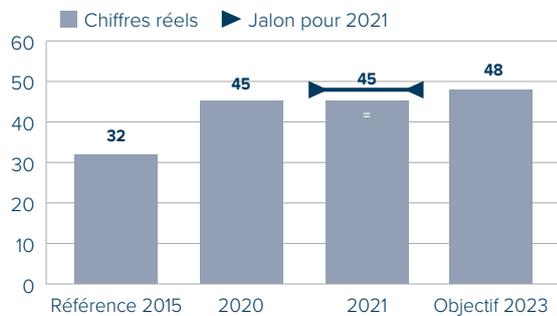
1.2.a. – Nombre de pays du CIR dans lesquels les Unités nationales de mise en œuvre du CIR sont intégrées aux structures gouvernementales



1.2.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes pour un dialogue de qualité entre le gouvernement et les donateurs sur les questions liées au commerce et à l'investissement

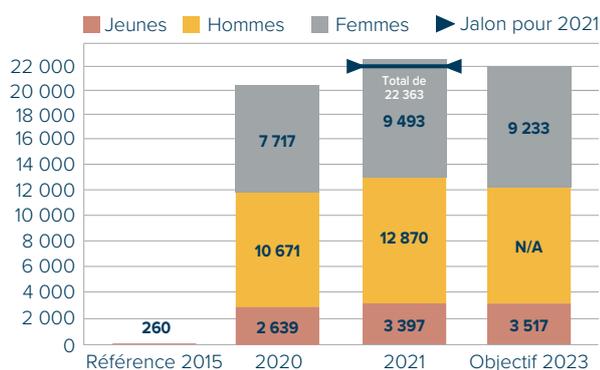


1.2.b. – Nombre de pays du CIR qui disposent de mécanismes de coordination public-privé efficaces et de qualité



Produit 3 – Renforcement des capacités de formulation et de mise en œuvre des politiques

1.3.a. – Nombre de fonctionnaires (ventilés par sexe et par âge) formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce

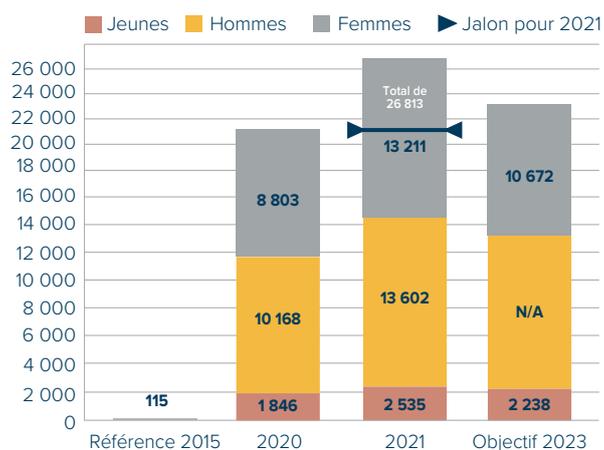


Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.

1.3.c. – Nombre de pays du CIR qui disposent d'outils de communication de renseignements liés à l'investissement et au commerce pour les diverses parties prenantes



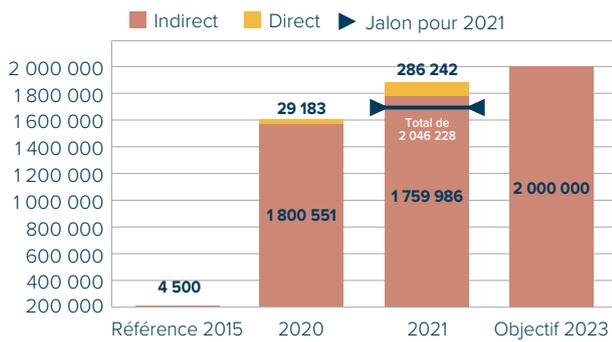
1.3.b. – Nombre de représentants du secteur privé et de la société civile (ventilés par sexe et par âge) qui ont été formés dans des domaines liés à l'investissement et au commerce pour participer au programme national en matière de commerce



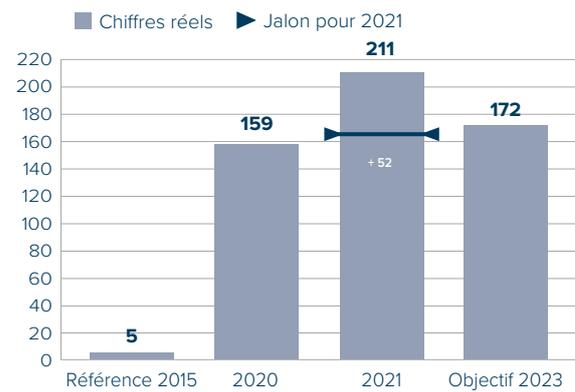
Note: Le graphique présente le total cumulé des hommes et femmes participants. Les jeunes sont inclus à titre indicatif et ne contribuent pas au total cumulé.

Résultat 2 – Accroissement des exportations et amélioration de l'accès aux marchés internationaux pour les PMA

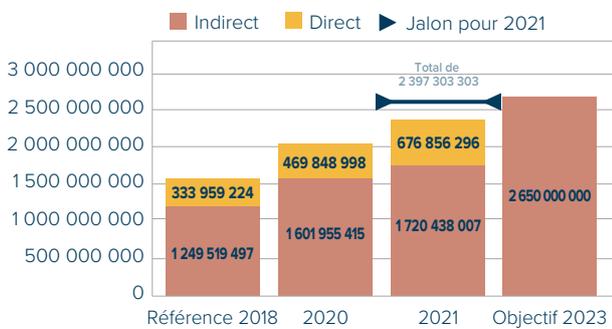
2.a. – Volume de la production générée grâce aux interventions du CIR (tonnes)



2.c. – Nombre de nouveaux marchés internationaux pénétrés avec l'aide du CIR

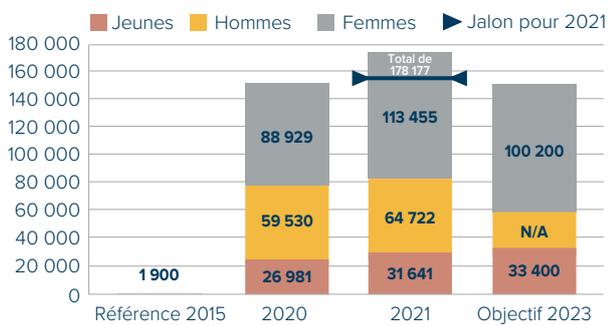


2.b. – Valeur (USD) des exportations générées grâce aux interventions du CIR

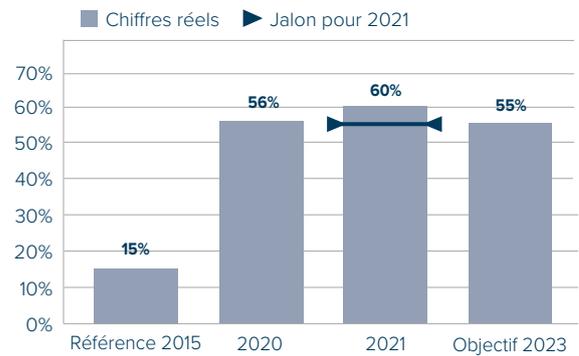


Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

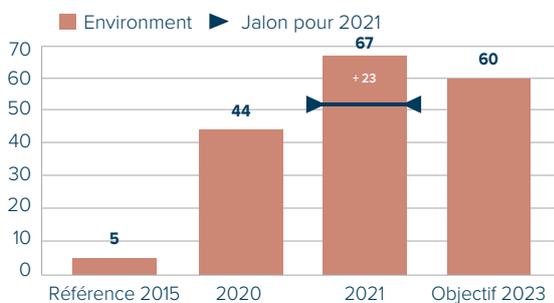
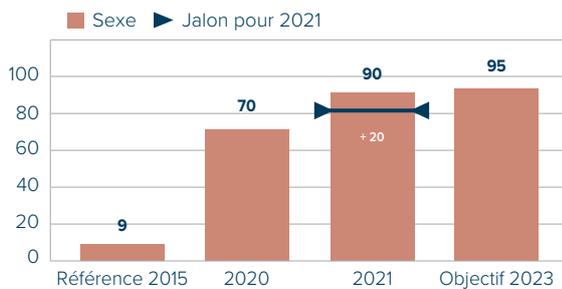
2.1.a. – Nombre total de personnes (ventilé par sexe et par âge) qui ont été formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur grâce à une participation aux initiatives de renforcement des capacités du CIR



2.1.c. – Pourcentage de femmes parmi les bénéficiaires directs des projets dans les secteurs de production financés par le CIR

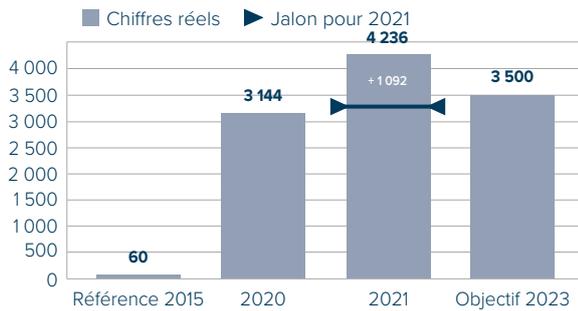


2.1.b. – Nombre d'activités de sensibilisation menées sur la problématique hommes-femmes et l'environnement

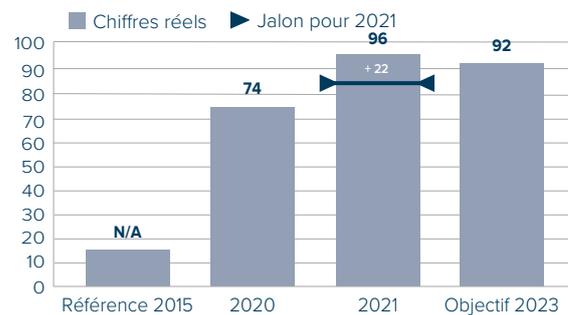


Produit 1 – Amélioration de la participation des pays du CIR aux chaînes de valeur stratégiques pour une connectivité accrue aux marchés

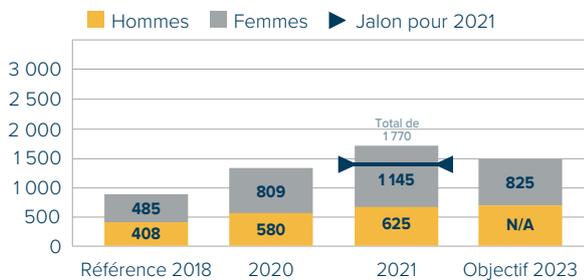
2.1.d. – Nombre d'associations de producteurs formées aux pratiques relatives aux chaînes de valeur



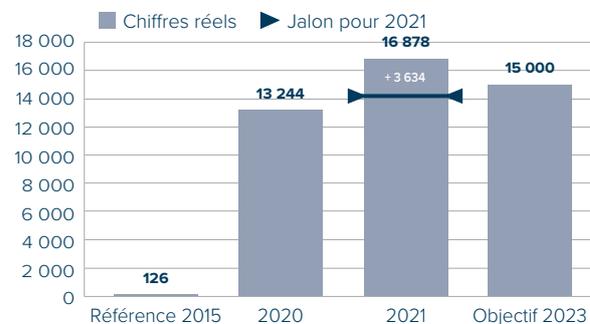
2.1.f. – Nombre d'initiatives de facilitation des échanges entreprises avec le soutien du CIR



2.1.e. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) participant à des foires commerciales liées à la connectivité des marchés

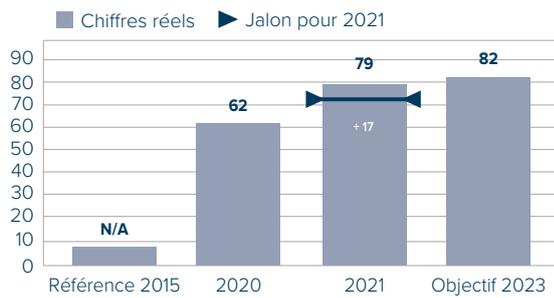


2.1.g. – Nombre de MPME soutenues dans le cadre d'un projet du CIR

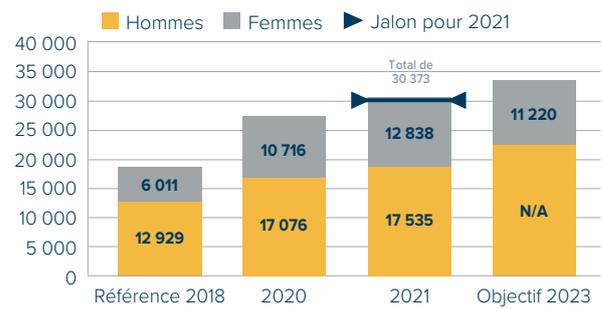


Produit 2 – Amélioration de l’utilisation de la technologie dans la production et les services pour certaines chaînes de valeur

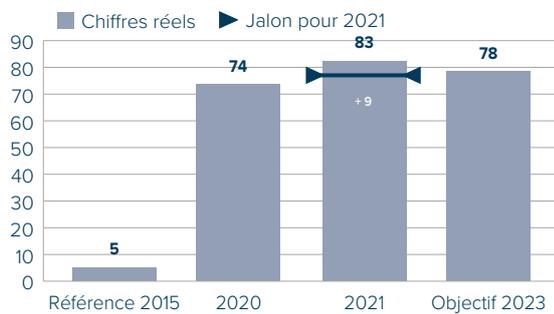
2.2.a. – Nombre d’initiatives lancées pour le commerce électronique



2.2.c. – Nombre de personnes (ventilé par sexe) ayant adopté de nouvelles technologies grâce aux initiatives de renforcement des capacités du CIR



2.2.b. – Nombre de nouvelles technologies adoptées grâce au soutien du CIR

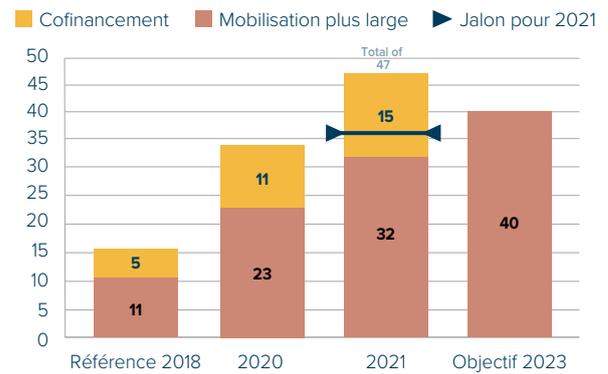


Produit 3 – Soutien aux pays du CIR visant à mobiliser (directement ou indirectement) des ressources supplémentaires

2.3.a. – Nombre de mesures prises par les partenaires du CIR (organisations/PEMO) pour mobiliser des financements et de l'expertise



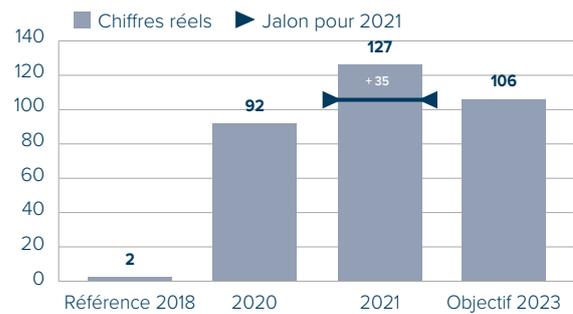
2.3.c. – Nombre de projets du CIR mobilisant des ressources du secteur privé



2.3.b. – Nombre de projets financés par les partenaires de développement (donateurs/organisations/banques de développement) liés à la matrice des actions de l'Étude diagnostique sur l'intégration du commerce



2.3.d. – Nombre de projets CIR bénéficiant d'un financement additionnel de la part de gouvernements et de partenaires de développement





Liste des projets de la Phase Un et de la Phase Deux du CIR

Au 31 décembre 2021

Nom du pays	Projet	Phase du projet	Financement du CIR
Afghanistan	Soutien du CIR aux arrangements nationaux de mise en œuvre (ANMO) (catégorie 1, phase 1) - Remanié	Mise en œuvre	62 440
	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce (EDIC)	Achèvement	400 000
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
	Mise à jour de l'EDIC	Arrêt	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - ARRÊTÉ	Arrêt	12 560
Total Afghanistan			725 000
Angola	Mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	300 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Mise en œuvre	150 000
Total Angola			450 000
Bangladesh	Mise à jour de l'EDIC - Remanié	Mise en œuvre	200 000
	Compétitivité des exportations	Mise en œuvre	1 100 000
	EDIC	Achèvement	460 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 2 et 3	Achèvement	600 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	300 000
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
Total Bangladesh			2 710 000
Bénin	Développement de la chaîne de valeur du karité	Mise en œuvre	1 500 000
	Stratégie d'exportation nationale (C096)	Mise en œuvre	200 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	196 353
	Étude de faisabilité	Achèvement	118 377
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 499 991
	Renforcement des capacités productives et commerciales	Achèvement	2 955 805
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Bénin			6 770 526
Bhoutan	Mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	200 000
	Infrastructure électronique (E4T)	Mise en œuvre	1 482 270
	Diversification des exportations - Brand Bhutan	Mise en œuvre	1 500 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000

Bhoutan	EDIC	Achèvement	400 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 053
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	600 000
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
Total Bhoutan			5 207 323
Burkina Faso	Filière du karité (PACFI-K)	Mise en œuvre	1 499 780
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	191 322
	Intégration	Achèvement	70 621
	Manguier et noix de cajou	Achèvement	2 999 089
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 465 002
	Karité - Étude de faisabilité	Achèvement	196 094
	Renforcement des capacités productives et commerciales de la filière sésame	Achèvement	2 666 884
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Burkina Faso			9 463 792
Burundi	Deuxième mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	250 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	198 268
	Mécanismes de soutien à l'exportation	Achèvement	606 274
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 499 476
	Mesures sanitaires et phytosanitaires	Achèvement	2 503 277
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Burundi			5 432 296
Cabo Verde	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	594 344
Total Cabo Verde			1 694 344
Cambodge	Go4eCAM	Mise en œuvre	1 499 344
	Programme pour la diversification et le développement des exportations au Cambodge (CEDEP) I - Évaluation	Achèvement	220 661
	CEDEP I - Riz	Achèvement	1 112 847
	CEDEP I - Soie	Achèvement	974 980
	CEDEP II - Académie des arts culinaires	Achèvement	950 000
	CEDEP II - Manioc	Achèvement	993 955
	CEDEP II - Évaluation	Achèvement	339 952
	CEDEP II - Pêche en mer	Achèvement	988 953
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	194 355
	Deuxième mise à jour de l'EDIC	Achèvement	185 756



Cambodge	Formulation d'une stratégie en matière de commerce électronique	Achèvement	116 917
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 288 392
	Soutien à la durabilité	Achèvement	201 192
Total Cambodge			9 067 305
Comores	Écotourisme	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien en matière d'accession à l'OMC	Mise en œuvre	100 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	256 791
	Compétitivité des exportations	Achèvement	3 503 237
	Soutien à l'intégration	Achèvement	199 933
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	599 650
	Soutien à la durabilité	Achèvement	299 543
Total Comores			7 359 154
Congo, République démocratique du	EDIC	Achèvement	400 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	198 810
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 159
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI - catégorie 1, phase 1	Achèvement	252 520
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI - catégorie 1, phase 2	Achèvement	75 193
	Huile de palme	Achèvement	2 647 745
	Pré-EDIC	Achèvement	49 841
	Soutien à la durabilité	Achèvement	150 000
Total Congo, République démocratique du			5 274 268
Djibouti	Amélioration de l'économie informelle	Mise en œuvre	1 500 000
	Élaboration de la stratégie nationale en matière de commerce et de commerce électronique	Mise en œuvre	120 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	196 529
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 381 375
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Achèvement	642 592
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
	Développement et promotion du tourisme	Achèvement	1 490 553
Total Djibouti			5 631 049
Éthiopie	Production de miel de qualité (Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes)	Mise en œuvre	1 499 918
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	160 534
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	390 058
	Soutien aux ANMO - phase 1	Achèvement	625 000
	Soutien aux ANMO - phase 2	Achèvement	575 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Achèvement	49 963
Total Éthiopie			3 300 473

Gambie	Reprise après la COVID-19 - Accès aux marchés des horticultrices	Mise en œuvre	200 000
	Analyse du commerce et de l'économie numérique	Mise en œuvre	99 715
	Intégration du commerce et renforcement des chaînes de valeur - Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Programme de lutte contre l'aflatoxine (projet pilote)	Achèvement	50 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	193 559
	Intégration	Achèvement	89 409
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Compétitivité sectorielle et diversification des exportations	Achèvement	2 340 528
	SheTrades Gambie (B751)	Achèvement	300 012
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
	Facilitation des échanges (aéroport)	Achèvement	2 494 200
Total Gambie			7 642 424
Guinée	Laboratoire SPS	Mise en œuvre	1 500 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Coopération à flux inversé sur le renforcement de la chaîne de valeur	Mise en œuvre	348 090
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	278 476
	Mangue (PRODEFIMA)	Achèvement	2 998 148
	Stratégie nationale de développement du commerce	Achèvement	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Guinée			7 199 714
Guinée-Bissau	Développement de la pêche artisanale - DESPAR-GB	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	199 435
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Achèvement	205 610
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Guinée-Bissau			3 705 045
Guinée équatoriale	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Mise en œuvre	898 560
	EDIC	Achèvement	285 000
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
Total Guinée équatoriale			1 233 560
Haïti	Étude de faisabilité - Secteur agricole	Mise en œuvre	196 013
	Pêche et sel de mer	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	EDIC	Achèvement	294 953



Haïti	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	591 566
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
Total Haïti			3 832 532
Îles Salomon	Renforcement des capacités pour le commerce des produits agricoles (ECAT)	Mise en œuvre	1 500 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	46 460
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2 - années 1 à 4	Achèvement	1 200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2 - année 5	Achèvement	150 000
	Tourisme (SI-TIDE)	Achèvement	1 500 000
Total Îles Salomon			4 396 460
Kiribati	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Mise en œuvre	600 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	60 106
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - année 3	Achèvement	279 183
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 1 et 2	Achèvement	600 000
Total Kiribati			1 539 289
Lesotho	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	299 754
	Productivité agricole	Achèvement	2 705 214
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	160 000
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	54 409
	Feuille de route pour la Stratégie nationale en matière d'exportation	Achèvement	99 455
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 296 857
	Intégration du commerce - Politique commerciale nationale	Achèvement	170 277
Total Lesotho			4 785 966
Libéria	Tourisme du surf	Mise en œuvre	500 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	199 640
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	49 204
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 499 900
	Études de faisabilité concernant le tourisme et l'ameublement	Achèvement	199 433
Total Libéria			2 748 176
Madagascar	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Mise en œuvre	1 348 285
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	223 840
	Pré-EDIC	Achèvement	49 677
Total Madagascar			1 621 802

Malawi	Produits dérivés du coton	Mise en œuvre	50 168
	Don pour l'élaboration de projets (DEP) - Stratégie d'exportation nationale II	Mise en œuvre	100 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	199 080
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	59 757
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	899 250
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	593 173
	Lien des petits exploitants avec l'agroalimentaire (NASFAM)	Achèvement	1 648 750
	Étude sur les zones économiques spéciales (MITC-SEZ)	Achèvement	200 000
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase Deux du CIR	Achèvement	204 519
	Soutien au secteur agroalimentaire (MITC) - Phase Un du CIR	Achèvement	1 146 299
Total Malawi			5 400 995
Maldives	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 495 522
	Renforcement des capacités institutionnelles pour la facilitation des échanges	Achèvement	1 557 502
Total Maldives			3 053 024
Mali	Gomme arabique - Phase Deux du CIR	Mise en œuvre	798 051
	Gomme arabique - Phase Un du CIR	Mise en œuvre	2 825 340
	Développement de la filière karité	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 449 378
Total Mali			7 072 769
Mauritanie	Écotourisme (PNBA)	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Mise en œuvre	600 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	400 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	890 216
Total Mauritanie			3 390 216
Mozambique	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2 - Remanié	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	195 755
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	600 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Achèvement	184 150
Total Mozambique			1 279 905
Myanmar	Projet combiné - Renforcement du commerce des services (M-STEP) et projet de catégorie 1, phase 2	Mise en œuvre	1 196 436
	EDIC	Achèvement	340 050
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - années 1 et 2	Achèvement	600 000



Myanmar	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - année 3	Achèvement	293 613
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
Total Myanmar			2 480 099
Népal	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	200 000
	Exportation de thé durable (NISTE)	Mise en œuvre	1 495 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	86 448
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	44 274
	Compétitivité de la filière gingembre	Achèvement	700 642
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase Deux du CIR	Achèvement	125 639
	Plantes médicinales et aromatiques - Phase Un du CIR	Achèvement	3 580 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	941 687
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2 - Remanié	Achèvement	382 980
	Pashmina (PETS)	Achèvement	1 861 603
Total Népal			9 418 274
Niger	Développement de la filière sésame	Mise en œuvre	1 500 000
	Post-Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	193 144
	Cuir (cuirs et peaux)	Achèvement	2 271 070
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Achèvement	300 000
Total Niger			5 839 214
Ouganda	Deuxième mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	194 000
	Développement de l'artisanat et de la fabrication de souvenirs (HSDP)	Mise en œuvre	1 500 400
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Services commerciaux de district (DICOSS)	Achèvement	2 987 089
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	192 592
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 495 932
	Soutien à la durabilité	Achèvement	262 685
Total Ouganda			6 707 698
RDP lao	Projet combiné - Promotion des exportations et soutien en faveur de la durabilité	Mise en œuvre	1 800 000
	Deuxième mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	200 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	390 484
	Intégration	Achèvement	198 496
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 446 260
	Qualité et statistiques	Achèvement	2 488 411
Total RDP lao			6 523 651

Régional	Alignement des politiques en matière de changement climatique et de commerce pour les PMA et les pays sortis de cette catégorie - Overseas Development Institute (ODI)	Mise en œuvre	88 952
	Renforcement des capacités pour la promotion des investissements - Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement (WAIPA)	Mise en œuvre	378 000
	Programme de renforcement des capacités à l'intention des organismes de promotion de l'investissement - Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	Mise en œuvre	208 049
	Écosystème numérique - Autonomisation des femmes - Union internationale des télécommunications (UIT)	Mise en œuvre	798 104
	Renforcement des capacités en matière de commerce électronique pour des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes - Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)	Mise en œuvre	498 300
	Renforcement de la promotion de l'investissement dans les PMA francophones - WAIPA	Mise en œuvre	200 000
	Étude des avantages du commerce électronique pour les femmes (CNUCED)	Mise en œuvre	97 370
	Accès aux marchés tenant compte de la problématique hommes-femmes - Fairtrade Australie et Nouvelle-Zélande	Mise en œuvre	400 000
	Infrastructure qualité dans le Pacifique - Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)	Mise en œuvre	1 500 000
	Développement commercial inclusif du secteur du karité (PRADCIFK) - Global Shea Alliance	Mise en œuvre	2 506 240
	Promotion d'une politique commerciale tenant compte de la problématique hommes-femmes dans les PMA - CNUCED	Mise en œuvre	251 450
	Soutien pour la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) - Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique	Mise en œuvre	400 000
	Numérisation durable du commerce transfrontalier - CESAP	Mise en œuvre	297 353
	Évaluation des besoins technologiques - Banque de technologies des Nations Unies pour les pays les moins avancés	Mise en œuvre	112 000
	Facilitation des échanges en Afrique de l'Ouest - CNUCED	Mise en œuvre	1 500 000
	Politique commerciale et stratégie en matière d'accès aux marchés pour les PMA de l'ASEAN - CNUCED	Mise en œuvre	199 983
	Femmes - Chaînes de valeur du karité - East African Women in Business Platform	Mise en œuvre	450 115
	Technologies agricoles - ODI	Achèvement	172 898
	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine - Marché commun de l'Afrique orientale et australe	Achèvement	207 400
	Commerce transfrontalier sans papier - CESAP	Achèvement	197 963
	Aide à la sortie de la catégorie des PMA - Organisation mondiale du commerce (OMC)	Achèvement	350 000
	DEP - Infrastructure qualité dans le Pacifique - PIFS	Achèvement	84 654
	Transfert de technologie pour le coton - OMC	Achèvement	143 477
Total régional			11 042 308



République centrafricaine	Deuxième mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	150 000
	Sésame, maïs et huile de palme	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	29 455
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	590 858
Total République centrafricaine			3 170 313
Rwanda	Croissance des exportations	Mise en œuvre	1 488 250
	Lancement de la ZLECAf - Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Compétitivité commerciale grâce au commerce électronique	Mise en œuvre	500 000
	Développement des capacités transfrontalières	Achèvement	3 324 948
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 634 400
Total Rwanda			7 322 598
Samoa	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	156 469
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	42 347
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	898 682
	Programme de soutien du secteur commercial (TSSP) - Phase Deux du CIR	Achèvement	539 378
	TSSP - Phase Un du CIR	Achèvement	2 364 849
Total Samoa			4 001 725
Sao Tomé-et-Principe	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Mise en œuvre	900 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	173 705
Total Sao Tomé-et-Principe			1 073 705
Sénégal	Établissement de la plate-forme nationale de commerce électronique	Mise en œuvre	200 000
	Météorologie	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	195 734
	Compétitivité de la filière mangue - Phase Deux du CIR	Achèvement	112 002
	Compétitivité de la filière mangue - Phase Un du CIR	Achèvement	2 877 541
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	600 000
	Intégration du commerce	Achèvement	200 000
Total Sénégal			6 885 277
Sierra Leone	Tourisme durable (STDPP) - Remanié	Mise en œuvre	1 499 990
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	298 500
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	199 873

Sierra Leone	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 392 393
	Tourisme durable (STDPP)	Achèvement	811 074
Total Sierra Leone			4 201 830
Somalie	Renforcement des capacités institutionnelles en vue de l'accession à l'OMC et de l'intégration du commerce	Mise en œuvre	200 000
	Pré-EDIC	Achèvement	50 875
Total Somalie			250 875
Soudan	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1 - Remanié	Mise en œuvre	616 020
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	197 759
Total Soudan			813 779
Soudan du Sud	Mise à jour de l'EDIC	Mise en œuvre	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Mise en œuvre	1 050 000
	EDIC	Achèvement	398 456
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
	Intégration	Achèvement	115 365
Total Soudan du Sud			1 813 821
Tanzanie	Projet combiné - Capacités des MPME et projet de catégorie 1, phase 2	Mise en œuvre	2 100 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	340 466
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
Total Tanzanie			3 340 466
Tchad	Cuirs et peaux (PRCCFPCT)	Mise en œuvre	1 500 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	Gomme arabique - PRCCGA	Achèvement	2 492 036
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	367 000
	Étude de faisabilité	Achèvement	147 235
	Gomme arabique - Soutien d'un Conseiller en commerce international (CCI)	Achèvement	375 180
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Soutien aux ANMO par l'intermédiaire de CCI	Achèvement	730 541
	Soutien à la durabilité	Achèvement	297 028
Total Tchad			7 484 020
Timor-Leste	Renforcement des capacités en vue de l'accession à l'OMC et de l'intégration du commerce	Mise en œuvre	300 000
	Autonomisation des femmes et redressement du tourisme (Organisation mondiale du tourisme)	Mise en œuvre	149 640
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
Total Timor-Leste			499 640



Togo	Projet combiné - Soutien à la durabilité - Noix de cajou et karité (PRODAK)	Mise en œuvre	1 800 000
	Produits dérivés du coton	Mise en œuvre	50 168
	Mise à jour de la politique nationale de développement du commerce	Mise en œuvre	100 000
	Post-soutien à la durabilité	Mise en œuvre	75 000
	EDIC	Achèvement	400 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	200 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phases 1 et 2	Achèvement	1 500 000
	Pré-EDIC	Achèvement	50 000
	Soja	Achèvement	2 997 992
Total Togo			7 173 160
Tuvalu	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	85 000
	Commerce et développement intégré du secteur privé	Mise en œuvre	1 500 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	156 445
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	59 938
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	502 027
Total Tuvalu			3 203 410
Vanuatu	Système douanier automatisé et système de déclaration en douane de l'Union postale universelle	Mise en œuvre	200 000
	Système de guichet unique électronique	Mise en œuvre	1 500 000
	Soutien à la durabilité	Mise en œuvre	300 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	174 782
	Évaluation de l'état de préparation au commerce électronique	Achèvement	48 233
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	900 000
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	525 056
	Transition en douceur vers la sortie de la catégorie des PMA	Achèvement	81 427
	Infrastructures touristiques (VTIP)	Achèvement	2 967 654
Total Vanuatu			6 697 152
Yémen	Centre de lutte contre les maladies de l'abeille (CBDP)	Achèvement	1 086 837
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	237 010
	Productivité et qualité du miel (IHPQ)	Achèvement	1 060 154
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	931 000
Total Yémen			3 315 001

Zambie	Projet combiné - Développement coopératif et soutien à la durabilité	Mise en œuvre	1 798 900
	Mise à jour de l'EDIC - 2021	Mise en œuvre	180 000
	Renforcement des capacités phytosanitaires	Mise en œuvre	200 000
	SheTrades Zambie (C081) - phase 2	Mise en œuvre	150 000
	Mise à jour de l'EDIC	Achèvement	397 570
	Miel (TIPEC-ZAS)	Achèvement	2 469 930
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 2	Achèvement	587 406
	Soutien aux ANMO - catégorie 1, phase 1	Achèvement	898 928
	SheTrades Zambie (B785)	Achèvement	200 000
Total Zambie			6 882 734
Total général			232 128 155



Glossaire

AGK	Alliance globale du karité	PEMO	Principale entité de mise en œuvre
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est	PMA	Pays les moins avancés
BAfD	Banque africaine de développement	PME	Petites et moyennes entreprises
CDN	Comité directeur national du CIR	PND	Plan national de développement
CEA	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique	RCEP	Partenariat économique régional global
CIR	Cadre intégré renforcé	RIMTF	Équipe spéciale pour la gestion des risques et des questions connexes
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	S&E	Suivi et évaluation
COP26	Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
EAWIBP	Forum des femmes entrepreneurs d'Afrique de l'Est	SE	Secrétariat exécutif du CIR
ÉDIC	Étude diagnostique sur l'intégration du commerce	SEA	Suivi, évaluation et apprentissage
FD	Facilitateur des donateurs du CIR	SGI	Système de gestion de l'information du CIR
FNSCI	Fédération de l'artisanat et des petites entreprises du Népal	STDF	Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce
FORSEC	Secrétariat du Forum des îles du Pacifique	TIC	Technologies de l'information et de la communication
GFAS	Gestionnaire du Fonds d'affectation spéciale pour le CIR	TM	Tonne métrique
ICIPE	Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes	TMEA	TradeMark East Africa
IIED	Institut international pour l'environnement et le développement	UE	Union européenne
ITC	Centre du commerce international	UIMOP	Unité individuelle de mise en œuvre des projets, Rwanda
ITFC	Société islamique de financement du commerce	UIT	Union internationale des télécommunications
MDTF	Fonds d'affectation spéciale multidonateurs	UNMO	Unité nationale de mise en œuvre
MINICOM	Ministère du commerce et de l'industrie, Rwanda	UN-OHRLLS	Bureau de la Haute Représentante des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement
MPME	Micro, petites et moyennes entreprises	UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
ODD	Objectif de développement durable	VeSW	Guichet unique électronique du Vanuatu
ODI	Overseas Development Institute	WAIPA	Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement
OMC	Organisation mondiale du commerce	ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel		



Notes de fin

- 1 https://unctad.org/system/files/official-document/ldc2021_fr.pdf
- 2 https://www.wto.org/french/news_f/news21_f/1f_22jun21_f.htm
- 3 https://www.wto.org/french/news_f/pres21_f/pr875_f.htm
- 4 https://www.wto.org/french/news_f/pres21_f/pr872_f.htm
- 5 https://www ldc-climate.org/press_release/least-developed-countries-group-react-to-cop26/ (en anglais)
- 6 <https://unctad.org/webflyer/technology-and-innovation-report-2021> (en anglais)
- 7 <https://hrmasia.com/cambodia-e-commerce-initiative-aims-to-create-10000-new-jobs/>
- 8 https://singlewindow.gov.vu/files/VeSW_Dec_2021_Newsletter_Issue_19.pdf (en anglais)
- 9 <https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/op-ed/entree-en-vigueur-de-la-zlecaf-en-2021>
- 10 <https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244682766>
- 11 <https://thecommonwealth.org/press-release/official-launch-malawis-national-export-strategy-ii-2021-2022>
- 12 <https://www.facebook.com/ZambiaRevenueAuthority/videos/731329874500182/>
- 13 <https://www.eria.org/publications/impacts-of-the-rcep-on-asean-and-asean-least-developed-countries-in-the-post-pandemic-recovery/>
- 14 <https://asean.org/rcep-agreement-enters-into-force/>
- 15 <https://www.unescap.wesellonline.org>
- 16 https://www.wto.org/french/news_f/news21_f/acc_29jul21_f.htm
- 17 <https://news.un.org/en/story/2021/09/1101282>
- 18 https://www.wto.org/french/news_f/news21_f/ldcs_12nov21_f.htm
- 19 <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/b72adf78c2434c6980510d3aec9c65a1-0090082021/original/FCSList-FY06toFY21.pdf>
- 20 <https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/impact-story/en-rca-les-agriculteurs-plantent-du-mais-et-recoltent-la-paix>
- 21 <https://tradebriefs.intracen.org/2021/6/special-topic>
- 22 <https://www.intracen.org/layouts/2coltemplate.aspx?pageid=47244640256&id=47244685424>
- 23 <https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/op-ed/renforcer-la-production-de-la-filiere-du-karite-au-togo>
- 24 <https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/impact-story/striving-to-take-local-handicrafts-northern-lao-pd>
- 25 Rapport technique du CIR, 2021, Burkina Faso
- 26 <https://www.minicom.gov.rw/news-detail/shetrades-hub-officially-launched-in-rwanda>
- 27 https://www.un.org/ldc5/stateLDC_2021
- 28 <https://trade4devnews.enhancedif.org/fr/impact-story/tirer-profit-du-miel-en-ethiopie>
- 29 <https://trade4devnews.enhancedif.org/en/news/can-domestic-tourism-lay-groundwork-something-bigger-comoros-and-djibouti>
- 30 Rapport technique du CIR, 2021, Burundi
- 31 Rapport technique du CIR, 2021, République centrafricaine



Liste des récits de projets présentés

		Vert	Femmes	Numérique	Autre
Des partenariats pour promouvoir l'investissement et la reprise dans 20 PMA	17				X
L'accès au financement de l'action climatique en lien avec le commerce en Gambie	23	X			
Faire des liens entre le climat et le commerce pour les PMA	24	X			
Au Tchad, la durabilité environnementale dynamise la filière cuirs et peaux	26	X	X		
Augmentation de la production de gomme arabique au Mali: planter des arbres pour lutter contre la désertification	28	X	X		
Au Rwanda, le commerce électronique présente des solutions numériques	32			X	
Le marché de produits fabriqués au Cambodge se prépare à décoller en ligne	34			X	
Les exploitants du secteur de karité au Bénin se développent à l'international grâce aux plates-formes de commerce électronique*	36		X	X	
Le guichet unique électronique du Vanuatu (VeSW) facilite les échanges commerciaux sans papier	37	X		X	
Renforcement des capacités des pays en matière de commerce dans le cadre de l'Accord portant création de la ZLECAf	42				X
Dynamiser la productivité agroalimentaire du Lesotho pour l'approvisionnement des marchés	44				X
Le Libéria renforce son secteur touristique avec une nouvelle image de marque tournée vers le monde	46			X	
Lancement de la Stratégie nationale d'exportation II du Malawi	48				X
La promotion de l'écotourisme en Sierra Leone contribue à la reprise post-COVID-19	50	X		X	
Les flux commerciaux agroalimentaires de la Zambie augmentent avec le passage aux permis électroniques	52			X	
Réduire la fracture numérique pour les femmes entrepreneurs en Asie du Sud	56		X	X	
Le Népal lance une plate-forme de commerce en ligne pour les petits commerces	58		X	X	
Le Timor-Leste reçoit des soutiens et donne une impulsion à son processus d'accession à l'OMC	60				X
Lancement du réseau d'infrastructure qualité dans la Région Pacifique	64				X
Construction de l'installation de transformation salomonienne pour l'exportation de manioc	66		X		
Les stratégies nationales des Tuvalu en matière de commerce et de tourisme pour un avenir durable	68	X	X	X	
Soutien au reclassement dans le cadre des projets du CIR	71			X	
Les MPME en Afrique de l'Ouest développent leurs compétences pour accéder aux marchés mondiaux du karité*	76		X		
Augmentation des revenus et de la productivité des MPME en RDP lao	78		X	X	
Les petites entreprises zambiennes s'appuient sur l'analyse de marchés pour participer au commerce transfrontalier	80				X
Les MPME de Djibouti s'assurent des perspectives commerciales en rejoignant le secteur formel	81		X		
Les femmes du Burkina Faso dégagent des rendements plus élevés du karité*	84		X	X	
Les transformatrices obtiennent de meilleurs prix sur le beurre de karité au Soudan du Sud et en Ouganda*	86		X		
Les productrices d'Éthiopie et du Timor-Leste accèdent aux marchés du commerce équitable	87	X	X		
Les entreprises rwandaises détenues par des femmes concluent de nouveaux contrats et de nouvelles ventes	88		X	X	
Les jeunes apiculteurs dynamisent la production et les moyens de subsistance en Éthiopie	92	X			
Création d'emplois dans le secteur de l'écotourisme pour les jeunes des Comores	94	X			
Les jeunes femmes acquièrent les compétences technologiques nécessaires pour participer à l'économie numérique du Burundi	96		X	X	
Les jeunes producteurs agricoles de République centrafricaine s'assurent des moyens de subsistance et des perspectives	97				X

* Bien que cela ne soit pas mentionné directement dans chaque récit, investir dans le karité présente des avantages directs pour l'environnement: <https://www.weforum.org/agenda/2022/01/how-shea-can-help-combat-climate-change/>



Rapport conçu et imprimé par la
Section de conception graphique et
événementielle, impression et distribution.
© CIR 2022

Publié en juin 2022

 enhancedif.org

 @EIF4LDCs

 facebook.com/eif4ldcs

 youtube.com/user/EIF4LDCs

 flickr.com/photos/152818923@N04/

 linkedin.com/company/11161784/

Secrétariat Exécutif du CIR à l'OMC

Rue de Lausanne 154
CH-1211 Genève 2
Suisse

 +41 (0)22 739 6650

 eif.secretariat@wto.org



trade4devnews.enhancedif.org



INFORMATIONS



ACTIVITÉS



RÉCITS D'EXPÉRIENCE



TRIBUNE LIBRE



REPORTAGES PHOTO



QUESTIONS-RÉPONSES